



HAL
open science

Approches sur les relations ville-campagne au Kenya : les petits exploitants théiers et la ville de Kericho

Anne-Sophie Brouillet

► **To cite this version:**

Anne-Sophie Brouillet. Approches sur les relations ville-campagne au Kenya : les petits exploitants théiers et la ville de Kericho. Géographie. 1998. dumas-01335624

HAL Id: dumas-01335624

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01335624>

Submitted on 22 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Approche sur les Relations Ville-campagne
au Kenya: les petits exploitants theiers
et la ville de Kericho**

1998

UNIVERSITE PARIS X - NANTERRE
UFR de Sciences Sociales
Département de Géographie

**APPROCHE SUR LES RELATIONS
VILLE-CAMPAGNE AU KENYA :**

Les petits exploitants théiers et la ville de Kericho.

Mémoire de D.E.A.
"Géographie et Pratique du Développement dans les Pays des Tiers-Mondes"
Présenté par Anne-Sophie BROUILLET

Sous la direction de Mr Jean-Pierre RAISON
Professeur des Universités

Septembre 1998

Remerciements :

Tout d'abord, j'aimerais bien évidemment remercier mon directeur de recherches, Mr Jean-Pierre RAISON.

Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance à Mr Bernard Charlery de la Masselière, directeur de l'IFRA-Nairobi, pour ses encouragements et pour m'avoir offert l'opportunité de retourner à Kericho (dans le cadre du colloque de février 1998, "journées rurales" sur les filières agricoles kényanes).

Je salue de même et remercie chaleureusement l'équipe du DyMSET de Bordeaux III pour son accueil et sa disponibilité.

Enfin, un petit mot -un GRAND merci- pour tous ceux qui m'ont soutenue tout au long de la préparation de ce mémoire (ils se reconnaîtront !). Parmi eux, que Jean, Magali et mes parents reçoivent une petite pensée particulière...

IFRA



IFRA003666

No. d'inventaire	
Date	10/12/99
Cote	KE/BRO T 633.72

Sommaire :

APPROCHE SUR LES RELATIONS VILLE-CAMPAGNE AU KENYA : Les petits exploitants théiers et la ville de Kericho

Introduction..... p.4

PARTIE 1 :

**ETAT DES "SAVOIRS" SUR LES RELATIONS VILLE-CAMPAGNE
AU KENYA**..... p.8

CHAP 1. L'urbanisation au Kenya..... p. 10

1. Un rappel sur la récente histoire des villes..... p. 10

a. Un bref rappel sur les formes d'urbanisation précoloniale

b. L'influence des orientations britanniques sur la trame urbaine

2. Un fait urbain minoritaire et contrasté..... p. 16

a. De faibles taux

b. Evolution spatiale et hiérarchie urbaine

**CHAP 2. Des volontés de développement rural
et d'organisation de l'espace national**..... p. 20

1. L'Etat et la politique alimentaire..... p. 20

a. Une agriculture performante et un appui envers le vivrier

b. Les villes : un marché intéressant mais problématique

2. La planification spatiale en question..... p. 23

a. Un renouvellement de la politique en faveur des campagnes

b. Contre la macrocéphalie, un récent soutien aux petites villes

CHAP 3. La prise en compte des questions migratoires.....	p. 27
1. Un exode rural ?.....	p. 27
a. Les différents types de migrations	
b. Les causes et déterminants des déplacements de populations	
2. Une analyse des mouvements.....	p. 32
a. Les sélectivités démographiques et socio-économiques	
b. Les liens, les réseaux de solidarité	
en guise de conclusion.....	p. 35

PARTIE 2 :

LES SPECIFICITES D'UN "DISTRICT THEIER" : ETAT DES LIEUX A KERICHO.....

p. 37

CHAP 1. Les caractéristiques d'un district rural.....

p. 40

- | | |
|---|--------------|
| 1. Une présentation du milieu..... | p. 40 |
| a. Des facteurs écologiques favorables | |
| b. La concentration des hommes | |
| 2. Les possibles de la campagne..... | p. 44 |
| a. Une société de paysans-planters | |
| b. Les stratégies d'accès à la terre | |

CHAP 2. Une économie de plantation : originalités et évolutions.....

p. 49

- | | |
|--|--------------|
| 1. L'introduction d'une nouvelle culture..... | p. 49 |
| a. Le thé, dualité d'une filière | |
| b. L'emprise spatiale d'un paysage théier aux aménagements spécifiques | |
| 2. Des problématiques originales..... | p. 54 |
| a. Une filière désarticulée | |
| b. De nouvelles stratégies pour une théiculture "ajustée" ? | |
| en guise de conclusion..... | p. 59 |

PARTIE 3 :

POUR UNE APPROCHE DES RELATIONS ENTRE LES EXPLOITANTS

THEIERS ET LA VILLE DE KERICHO..... p. 60

CHAP 1. La ville de Kericho et sa perception..... p. 62

1. Une ville administrative coloniale..... p. 62

- a. L'histoire de son émergence et de son affirmation
- b. Un profil rapide de Kericho Town

2. Des sentiments mêlés..... p. 68

- a. Crainte et envie
- b. La campagne : un refuge

CHAP 2. Les relations avec le centre urbain..... p. 71

1. Les circuits commerciaux..... p. 72

- a. De nombreuses places commerciales
- b. Les acteurs, les enjeux...

2. Les communications..... p. 82

- a. Un réseau routier dense
- b. Des moyens de transport accessibles

3. Comparaison entre deux populations "théicoles"..... p. 86

- a. Les motifs des déplacements et la récurrence des visites en ville
- b. Des caractères similaires ?

**CHAP 3. Mutations du monde rural,
impacts et blocages ?..... p. 92**

1. Un espace rural sous influence urbaine..... p. 92

- a. Des modifications dans les "genres de vie"
- b. Un district en voie d'urbanisation ?

2. La vigueur de la ville dépend de la campagne..... p. 97

- a. Des motivations et des vecteurs d'échanges ville-campagne accentués
- b. Contradictions et blocages : un changement d'échelle à envisager ?

Conclusion..... p. 102

Bibliographie et Table des illustrations..... p.106 /p. 116

Introduction :

Les travaux sur le thème des "relations ville-campagne" sont en fait relativement récents dans le cas d'études tropicalistes, ou en tout cas ils sont longtemps restés axés sur des problématiques urbaines. C'était, par exemple, la mesure de l'influence urbaine sur les campagnes, avec la question de l'approvisionnement des villes analysée en termes de flux par VENNETIER ("Reflexions sur l'approvisionnement des villes en Afrique noire et à Madagascar", 1972). D'un point de vue proprement "ruraliste", ils ont réellement émergé dans les années 1980 : un certain renouvellement des questions se fit alors jour grâce aux nouvelles approches de chercheurs qui se sont penchés sur la redéfinition de la "ruralité" dans les "Pays en voie de développement" (et plus seulement sur des visions urbaines ou au contraire des questionnements limités à l'agricole uniquement). C'est ainsi, qu'on en est parvenu à penser désormais que l'étude des campagnes était indissociable de celle des villes, et que celle de leurs relations devenait nécessaire et intéressante pour appréhender les dynamiques des unes et des autres.

Ce mémoire se propose donc d'envisager ces relations au Kenya à partir d'un milieu spécial : celui d'une zone que l'on peut qualifier de "théière". Il s'agit alors de tenter de saisir les synergies qui peuvent exister entre la ville de Kericho et son arrière-pays théier (relations particulières au sein d'une économie de plantation jusque là fortement encadrée, et avec une ville toujours présentée par rapport au thé). Le but est donc de faire une sorte d'étude transversale d'un "système" dont le thé serait le coeur. Cela se fera à travers les liaisons entretenues par les petits producteurs : ils représenteront donc le point de départ (et les référents) de cette étude rurale. Cet angle d'approche déterminera l'orientation de la recherche et son fil conducteur pour cerner la problématique des rapports existant entre thé et urbanisation...

Les travaux sur les relations ville-campagne au Kenya paraissent plutôt rares. La plupart de ceux rassemblés sur la question se contentent d'une vision tournée vers la ville et ses problèmes, et commencent à dater : ce sont les analyses d'une période de forte croissance urbaine (avec l'extension rapide des grandes agglomérations dans les années 1960 et 1970). Il semblerait néanmoins qu'un certain regain d'intérêt naisse en ce moment pour les nouvelles formes d'urbanisation en campagne : un récent courant de chercheurs se penche actuellement sur l'émergence des petites villes secondaires kényanes et sur les politiques qui les incitent.

Cette étude s'insère donc dans cette mouvance. C'est un sujet incluant dans une problématique générale d'actualité, mais qui se veut aussi un exemple original en ajoutant l'approche plus ruraliste à partir d'un milieu théier spécifique... Rappelons aussi que la libéralisation des filières agricoles au Kenya, sous l'effet des programmes d'ajustement structurel et de la pression des bailleurs de fonds, entraîne une réorganisation qui doit s'intégrer dans les territoires productifs en fonction des trajectoires individuelles. Ce contexte induit un paramètre supplémentaire à prendre en compte dans l'intérêt du sujet, justifiant aussi le choix de la zone étudiée.

Sans doute est-il nécessaire de poser dès maintenant les limites de ce travail, en précisant mieux le cadre de l'étude. Que le lecteur soit averti que nous ne consacrerons pas vraiment à une analyse détaillée de la ville de Kericho pour elle-même, ni à celle des divers bourgs présents au sein du district. La situation des citadins et celle des nombreux ruraux qui n'exploitent pas le thé ne sera pas non plus prise en compte : nous ne disposons que de faibles données et devons opérer de ce fait des choix dans les axes des problèmes évoqués -et ce même si nous sommes conscients de l'intérêt que peut représenter pour ce sujet l'étude d'autres groupes ruraux et une vision plus complète de la ville...

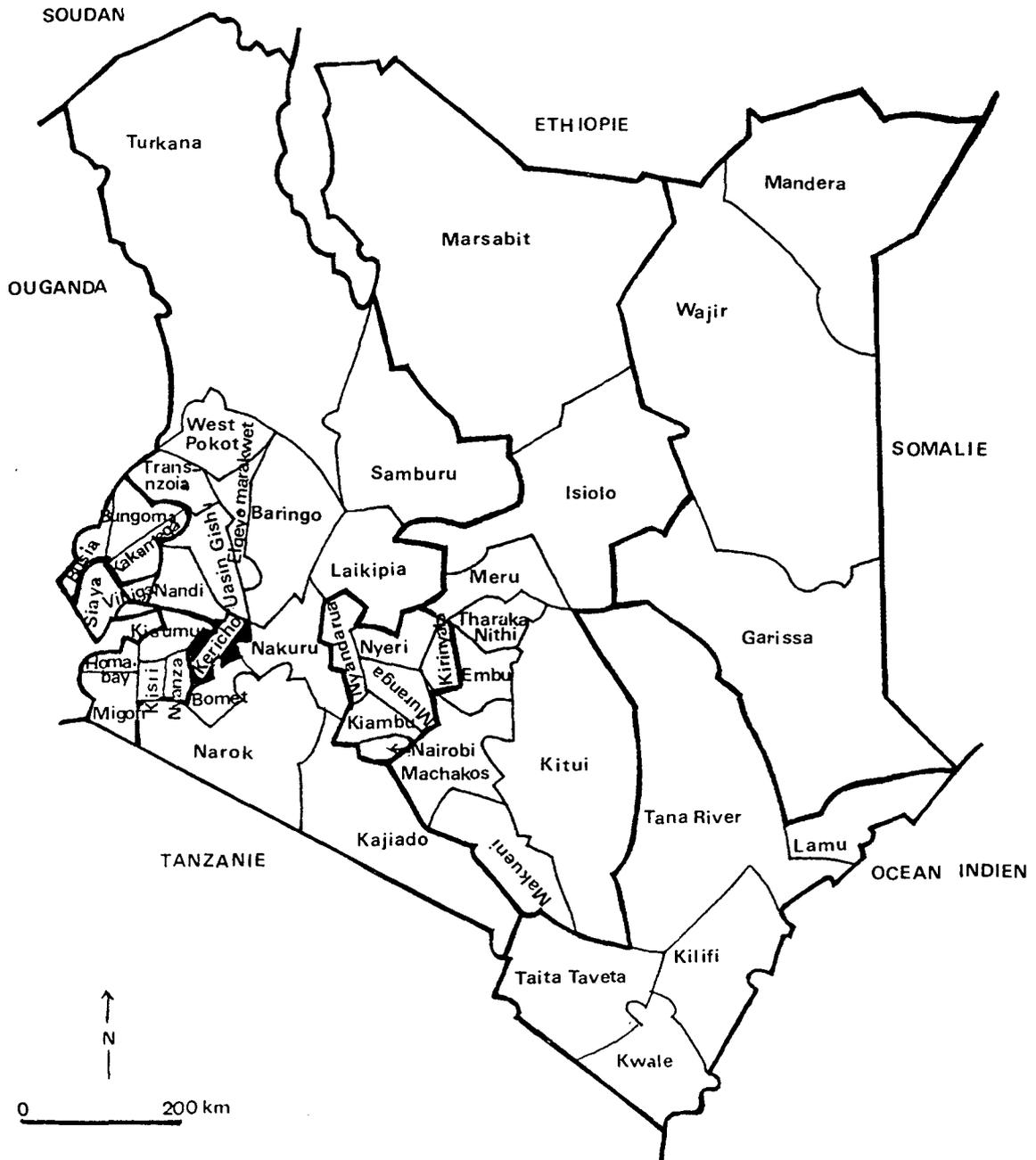
Notre propos sera donc plutôt de soulever des questions en fonction des remarques faites à partir du terrain, et de proposer les angles d'approches divers que nous pourrions privilégier lors d'une future recherche. Car, afin d'envisager de manière plus exhaustive les différents aspects que nous tenterons d'aborder, il serait évidemment indispensable de procéder à un travail d'enquêtes approfondies sur place (notamment sur les gares routières et les marchés, auprès des commerces et des administrations) qui, grâce à de nouveaux apports quantitatifs et qualitatifs, permettrait sûrement de mieux orienter nos suppositions et propositions...

Nous devons donc dans un premier temps nous contenter de références bibliographiques plus ou moins directement centrées sur le sujet, mais surtout des observations réalisées lors d'une première approche sur le terrain pour le travail de Maîtrise (janvier à avril 1997) et d'un bref passage en février 1998...

Le déroulement du raisonnement peut se résumer ainsi : nous ferons dans un premier temps une brève présentation des sélections bibliographiques à l'échelle nationale. Puis, nous nous attacherons plus précisément à la description du district de Kericho et de la filière-thé. Enfin, nous tenterons de cerner les types de relations qu'entretiennent les planteurs avec la ville principale et d'envisager leurs impacts...

Carte n°1

Découpage administratif du Kenya (1989)



Source : A-S Brouillet, d'après le Recensement de 1989.

PARTIE 1 :

ETAT DES "SAVOIRS"
SUR LES RELATIONS VILLE-CAMPAGNE
AU KENYA

Partie 1 :

Etat des "savoirs" sur les relations ville-campagne au Kenya

Avant tout, l'inventaire des études déjà menées en rapport avec le thème des relations ville-campagne semble un préalable essentiel, de façon à faire part des données recensées à travers une sélection bibliographique. Notre propos sera donc de nous pencher dans un premier temps sur les **informations rassemblées sur le Kenya**, avant de tenter dans les parties suivantes de recentrer la recherche sur le district de Kericho et sur sa zone théière plus précisément.

La plupart des travaux examinés, et qui concernent de près ou de loin les interactions ville-campagne au Kenya, peuvent être classés selon qu'ils concernent l'un des trois axes de recherche principaux que nous avons pu distinguer :

- la **croissance urbaine**,
- le **développement des campagnes**,
- ou les **migrations de populations**.

Les grandes lignes directrices des références retenues seront donc présentées succinctement, afin de mettre en évidence les centres d'intérêt des divers auteurs qui se sont penchés sur la question, et ainsi soulever les problématiques importantes que nous retrouverons pour la zone qui nous intéresse...

Chap. 1. L'urbanisation du Kenya

Le phénomène urbain et la croissance des villes se posent comme des thèmes récurrents au sein des ouvrages et articles consultés sur le Kenya. Ces derniers s'attachent alors soit à retracer l'histoire de l'urbanisation dans le pays, soit à décrire les évolutions urbaines actuelles et à en dresser un bilan détaillé.

1. Un rappel sur la récente histoire des villes

Dans ce chapitre, nous nous appuyerons principalement sur les informations fournies par OBUDHO¹. Les villes kényannes peuvent en fait être répertoriées en deux types morphologiques distincts : le type "duel côtier" des villes fondées avant la colonisation et utilisées ensuite comme point d'appui de sa mise en valeur, et le type "néo-colonial" des villes de l'intérieur créées par les colons.

a - Un bref aperçu des formes d'urbanisation précoloniale

Notons tout d'abord que, bien que nombreux de travaux fassent état d'un peuplement très ancien en Afrique orientale, très peu d'études se rapportant à l'urbanisation dans cette zone ont réellement identifié des installations humaines compactes, pouvant raisonnablement être considérées comme "urbaines" avant l'intervention coloniale. Il semblerait en effet que les sociétés locales aient eu un caractère fragmentaire très marqué, et qu'elles aient longtemps ignoré la notion de "village".

Le littoral incarne cependant une exception, la tradition urbaine y est relativement ancienne : *"hormis sur la côte, il y avait peu de villes en Afrique de l'Est avant*

¹ OBUDHO, ADUWO. 1990. OBUDHO. 1984; 1976; 1975; 1971; 1963-64.

*l'établissement de l'administration européenne*²". Les places commerciales fixes qui permettaient les échanges entre côtes africaines et arabes et dont l'existence fut rapportée très tôt, devinrent les premières vraies villes permanentes de la région dès le 1er siècle, avec l'installation des Arabes. Les vieux centres de commerce évoluèrent progressivement en villes-états musulmanes entre les 11ème et 16ème siècles; c'est-à-dire en villes autonomes souvent prospères, construites en matériaux durables.

Le milieu du 19ème siècle marque un certain tournant avec l'apparition des "*Caravan Towns*". L'épisode portugais (1500-1700), puis la période arabe d'Oman (1700-1850), avaient d'ores et déjà montré les prémices d'un changement dans le processus d'urbanisation de la région : l'intérêt s'était alors plus prononcé pour une orientation des villes swahili vers l'arrière-pays, et pour un développement de l'urbanisation dans l'intérieur des terres. En même temps que les relations entre l'hinterland et la côte ont été plus importantes (avec l'intensification de la demande en matières brutes et en esclaves), de nouveaux centres permanents ont été créés le long des routes fréquentées. La majorité de ceux-ci ont été établis à proximité, voire à la place, des quelques marchés périodiques de contacts, que certains nomment "*villes invisibles*"³". Alors que jusque là le commerce côtier restait sans impact sur le reste de la zone, les caravanes arabes, swahili, kamba ou encore kikuyu, participèrent petit à petit à la naissance de villes-relais, fondées à l'origine comme étapes pour le repos des commerçants et haltes pour le ravitaillement en produits frais...

Néanmoins, et même si quelques *Caravan Towns* ont fait leur apparition, **la grande majorité des centres urbains (autres que les villes construites sur**

² " *except on the coast there were few towns in East africa prior to the establishment of european admnistration. Many of the coastal ports have a long history and were described as important centers of population by such early travellers as Ibn Batuta, and Vasco de Gama.* " Rapport de l'*East African Royal Commission*, 1953-55, in OMINDE, 1968.

³ Expression de TAYLOR, reprise par OBUDHO, pour désigner les centres invisibles d'échanges, ou marchés périodiques (intra et inter ethniques) à la base de l'urbanisation et de la définition des villes africaines " traditionnelles ".

le littoral) ne sont que créations européennes au fur et à mesure que les colons pénétraient dans les hautes terres en développant les transports (et notamment grâce à un axe ferroviaire structurant l'espace utilisable). Nous pouvons à ce sujet observer la Carte n°2 qui indique les plus anciennes villes avec leur époque de fondation (avant 1913).

b- L'influence des orientations britanniques sur la trame urbaine

L'établissement du contrôle européen sur la région à la fin du siècle dernier annonce la fondation de nombreux centres. Par conséquent, divers systèmes spatiaux coexistent dorénavant sur tout le territoire, parfois superposés sur un même site :

- des fondations à caractère économique, *Caravan Towns*⁴ ou "*Trading centers*" liés à l'émergence et à l'affirmation d'un commerce tourné vers les ports et l'étranger (et qui ont parfois repris à leur compte les rares marchés périodiques, au nom de l'*Imperial British East Africa Company* puis du *Colonial Office*),
- de récentes cités coloniales aux fonctions spécifiques (principalement administratives et politiques de contrôle du territoire nouvellement acquis, que l'on appelle généralement *Bomas*⁵) ajoutées sans aucun souci d'intégration par rapport aux systèmes préexistants,
- sans oublier enfin l'implantation par les missionnaires de multiples stations à l'origine de certaines agglomérations (missions, écoles et hôpitaux souvent à l'écart des centres urbains récemment créés, et avec des fonctions de collectes sur les marchés).

Ainsi, on assiste à la mise en place d'un réseau urbain neuf, à plusieurs niveaux, très peu reliés entre eux, correspondant aux différentes stratégies d'un schéma allochtone surimposé (qui ignore le système traditionnel des marchés préexistants, et s'appuie sur les infrastructures de transport). Ce nouveau modèle crée par conséquent des contrastes marqués en faisant évoluer l'aspect spatial de l'urbanisation à travers la préférence

⁴ Telles des villes fondées entre 1850 et 1895 : Tsavo, Machakos, N'gong, Taveta ou encore Mumias.

⁵ "*bomas*" : mot swahili signifiant à l'origine un bâti de défense et de protection, il est utilisé pour faire référence aux quartiers administratifs coloniaux (souvent érigés dans un but de "sécurité")... Comme les chef-lieux de Kisii ou encore de Kericho...

indéniable pour les Highlands, et les liens étroits avec la construction de la *Scalter Road* de Mombasa à Kisumu ainsi que l'avancée du chemin de fer "*Uganda railway*" ⁶ (tous deux achevés au tournant du siècle); alors que jusque là, l'existence des villes était surtout le fait du commerce maritime.

Par ailleurs, si les colons ont eu une influence non négligeable sur la configuration du réseau urbain (et donc sur les déséquilibres encore visibles aujourd'hui d'un réseau incomplet, à l'image des autres pays où des créations coloniales ex-nihilo ont eu lieu), il paraît essentiel de rappeler que l'attitude qu'ils ont pu avoir à l'égard des villes et des campagnes a tout autant influé sur le degré et la vitesse de l'urbanisation du Kenya (en instaurant un dualisme ville-campagne de nature économique). En effet, **les politiques menées pendant l'ère coloniale (plus ou moins poursuivies après l'indépendance d'ailleurs) continuent de marquer l'espace et les migrations, la nature et le niveau du fait urbain...**

Un développement séparé a été institué entre les communautés, matérialisé par la mise en place des "*Scheduled Areas*" et des Réserves africaines. Les conceptions ont évolué à partir du milieu du siècle en faveur d'une modernisation de l'agriculture africaine, inspirée par le mouvement des "*enclosures*". Les réformes se sont alors attachées à sécuriser les paysanneries dans leur rapport au foncier, et à vulgariser les productions commerciales. Ces mesures visaient en partie à maintenir les populations dans les campagnes, alors que parallèlement les mouvements vers les centres urbains étaient régulés par des politiques de restrictions sévères.

⁶ naissance des futures villes, "filles du rail" (selon l'expression de VENNETIER, 1985), tels les centres de Voi, Kitale, Nanyuki, Eldoret, etc. Et comme le souligne EW SOJA en 1968 dans une étude sur la géographie de la modernisation du Kenya (cité par OBUDHO, 1975): "*The railway established the general urban pattern in Kenya, fostering the growth of important centers at key points along their route (...) The even spacing of these centers reflects the weak influence of local economic factors in initial urban growth*".

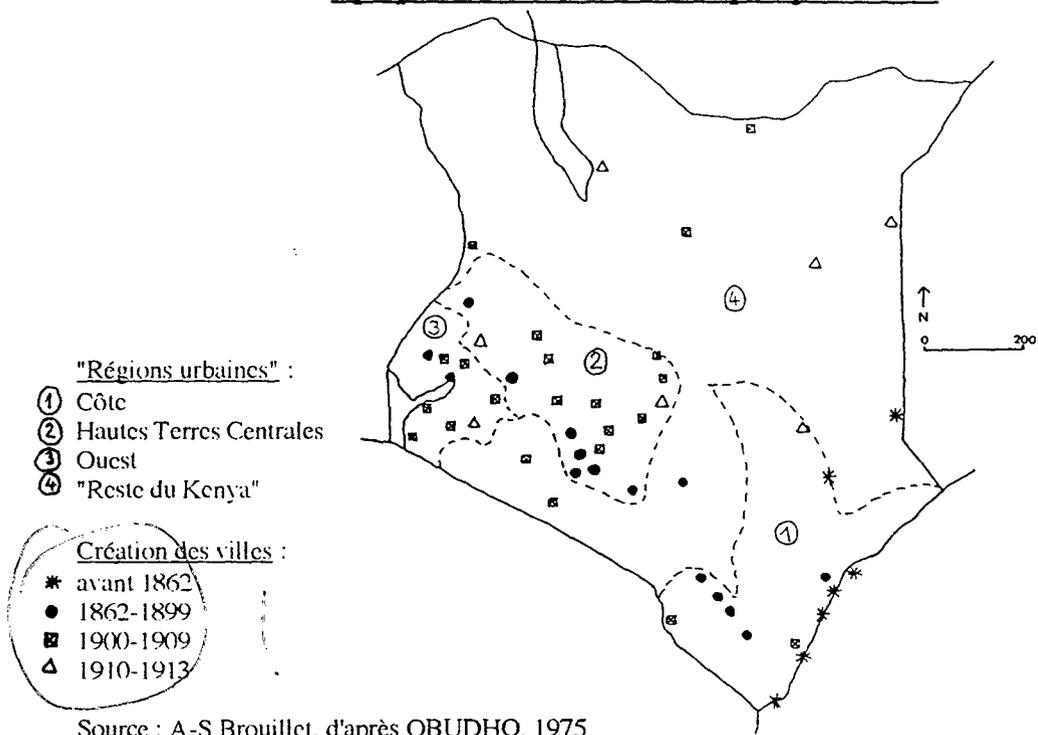
Il est important de souligner le fait que les Britanniques ont longtemps envisagé la ville comme un lieu réservé aux non-Africains. Originellement, vis-à-vis des populations locales, on se limitait à n'accueillir en ville que des travailleurs temporaires : déjà une loi contre le vagabondage (*Vagrancy Act*) existait à Mombasa (où il y avait beaucoup d'ouvriers du rail) quand l'ordonnance urbaine (*Township ordinance*) de 1902 spécifiait que les Africains ne pouvaient rester en ville plus de 24h s'ils ne pouvaient justifier que leur emploi urbain les y retenait. Les contrôles des déplacements trouvèrent leur apogée dans l'Entre-deux-guerres -en même temps que le Kenya accédait au statut de colonie- avec l'instauration d'un "pass" (un laisser-passer ségrégationniste d'inspiration sud-africaine) pour circuler à Nairobi; sans oublier la *Registration Ordinance*, qui obligeait tous les travailleurs africains en ville à posséder un certificat d'identification, le "kipande", indiquant leur nom et leur lieu de travail, sous peine d'emprisonnement en cas d'infraction...

Enfin, mentionnons le rôle particulier tenu par une autre population non-africaine, la communauté asiatique, dans la constitution des espaces urbains; dans le sens où la quasi-totalité de ces étrangers devaient résider en ville (condamnés à être citadins car ne disposant pas du droit de posséder des terres agricoles, déjà réparties entre Blancs et Noirs...) ou dans des *trading centers* - parfois aussi dénommés "dukas"⁷ : c'est-à-dire des lieux où les non-Africains pouvaient obtenir des licences commerciales et des titres de construction et se résumant à des places marchandes...

⁷ bien que ce mot swahili fasse plutôt référence désormais au simple magasin.

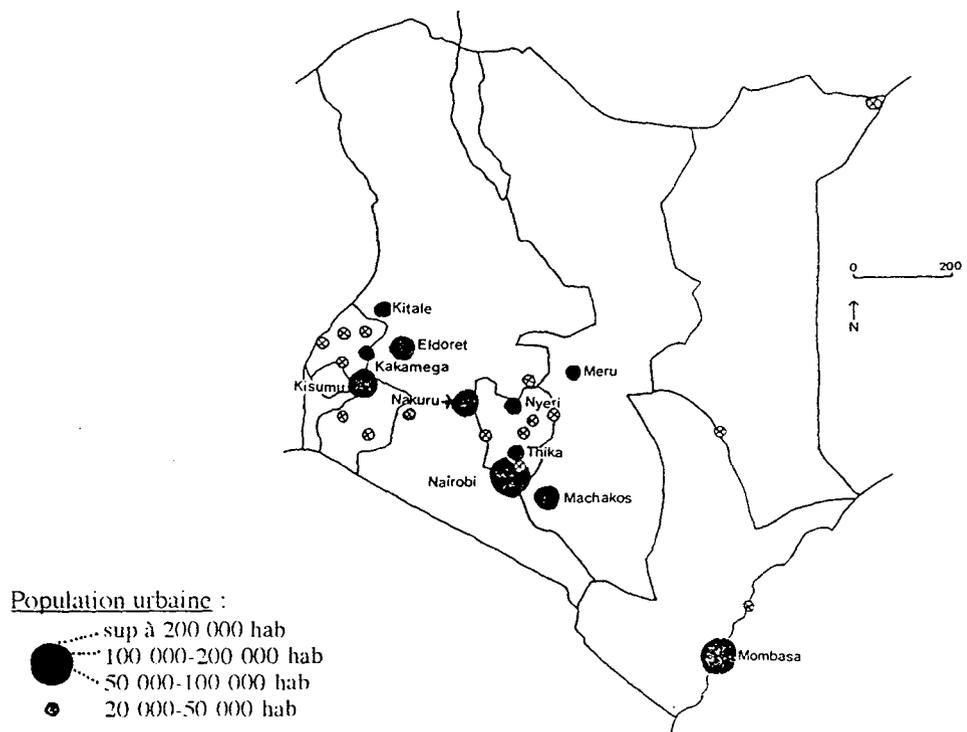
Carte n°2

Epoques de fondation de quelques villes



Carte n°3

Répartition des principaux centres urbains



2. Un fait urbain minoritaire et contrasté

a- De faibles taux

Le degré d'urbanisation dans les pays d'Afrique de l'Est semble particulièrement léger par rapport aux moyennes d'un continent déjà modérément touché par le fait urbain. Cette originalité mérite d'être signalée : alors que pour l'ensemble de l'Afrique les moyennes s'élèvent à 34.5%, elles ne représentent que 23.6% dans la sous-région d'Afrique australe et orientale. Le Kenya s'inscrit dans ce schéma général oriental (tout en étant en position de leader par rapport à ses voisins), car selon le dernier recensement de 1989 seulement 18% de la population y serait urbanisée⁸.

Ces faibles chiffres s'expliquent notamment grâce au contexte de la mise en place de la trame urbaine à travers le temps que nous venons de rappeler succinctement. Il aura fallu attendre les années 1940 pour que s'initient des mouvements migratoires africains de masse vers les villes. Ils correspondaient principalement aux afflux de paysans sans emplois et/ou chassés des terres blanches suite à la mécanisation des productions agricoles (à l'image des nombreux *squatters* devenus plus ou moins inutiles...).

Nous pouvons, à titre d'illustration, observer les données des recensements successifs du pays afin de saisir les grands traits de la croissance urbaine, à partir de 1948 jusqu'à nos jours (cf. Tableaux n°1 et 2). Cette croissance se manifeste bien sûr par le gonflement du poids de la population citadine, mais aussi par l'augmentation du nombre des centres urbains à travers le pays .

⁸ Les calculs kényans s'effectuent sur la base d'une population agglomérée de plus de 2000 habitants pour définir les "villes" prises en compte (seuil relativement bas comparé à d'autres pays, notamment d'Afrique de l'Ouest...).

Tableau°1

Nombre de villes au Kenya :

(distribution par taille des centres urbains en fonction du nombre d'habitants)

Taille (hab)	1948	1962	1969	1979	1989
> 100 000	1	2	2	3	6
20 000-99 999	1	2	2	13	21
10 000-19 999	2	3	7	11	19
5 000-9 999	3	11	11	22	32
2 000-4 999	10	16	25	42	61
Total des villes	17	34	47	91	139

Source : A-S Brouillet, d'après OBUDHO, 1990 et Kenya population Census, 1989.

Tableau°2

Population urbaine du Kenya :

(répartition dans les diverses villes en fonction de leur taille, en milliers d'hab.)

Taille ville	1948	1962	1969	1979	1989
> 100 000	119	523	756	1 321	2 371
20 000-99 999	85	62	79	568	823
10 000-19 999	29	44	68	150	258
5 000-9 999	20	70	71	154	232
2 000-4 999	23	49	82	122	195
Total pop° urb.	276	748	1 056	2 315	3 879
(% pop° urb.)	(5,3)	(7,8)	(9,9)	(15,1)	(18,0)

Source : A-S Brouillet, d'après OBUDHO, 1990 et Kenya population Census, 1989.

b- Evolution spatiale et hiérarchie urbaine

Le poids des facteurs économiques, politiques et socio-culturels cités précédemment (quasi-absence de villes ou villages avant l'arrivée des colons, accent mis sur l'agriculture, villes conçues comme des centres d'échanges commerciaux le long des voies de communication ou comme relais de l'administration coloniale...) justifient donc en partie les caractéristiques actuelles des villes...

A l'image du reste de l'Afrique où la domination urbaine par la suprématie d'une seule ville (généralement la capitale nationale) est de règle, Nairobi est incontestablement en position de primauté. C'est vraiment le centre principal d'un point de vue fonctionnel : administratif, économique et financier⁹. Mais, si la capitale continue à dominer, son poids démographique relatif s'amointrit progressivement en même temps que croît le nombre de centres plus petits et que s'affirme rapidement la proportion de leur population. Les centres urbains secondaires kényans sont tout de même forts et possèdent une influence indéniable (poids de Mombasa, Kisumu, etc.); ils se distinguent en ceci de ceux de la majorité des autres pays du continent.

Nous pouvons aussi remarquer que plus des 2/3 des villes kényanes ont une taille inférieure à 10 000 habitants, mais que leur contribution dans la population urbaine totale ne s'élève qu'à seulement 11%. En fait, la structure est relativement déséquilibrée, puisque seules 6 villes rassemblent plus de 60% de la population urbaine du Kenya : Nairobi, Mombasa, Kisumu, Nakuru, Machakos et Eldoret .

Les contrastes régionaux sont fortement marqués : l'inégale répartition se traduit par une concentration des villes sur la côte et sur une large bande qui suit un axe Nord-Ouest / Sud-Est (cf. Carte n°3 et l'ableau n°3)...

⁹ Sans oublier l'aspect démographique : la capitale rassemblerait quasiment la moitié des urbains, si l'on se fie aux dernières estimations (non officielles) qui feraient état d'environ 2.5 millions d'habitants.

Selon OBUDHO, le Kenya peut être approximativement découpé en quatre grandes zones urbaines aux caractéristiques distinctes, selon la nature de l'urbanisation.

Il y a d'abord la région littorale (province actuelle de la côte), puis les hautes terres centrales (province du centre avec les districts adjacents de l'Est et de la Rift), l'Ouest (avec les provinces de l'ouest et de Nyanza, puis les districts de Nandi et de Kericho), et enfin le reste du Kenya qui correspond au grand Nord-est (nord de la province de la vallée du rift et province orientale). Cette typologie reste donc très proche de celle établie par EW SOJA en 1968, qui envisageait alors trois grands systèmes urbains focalisés sur les trois grandes villes polarisatrices que sont Mombasa, Nairobi et Kisumu. (cf. Carte n°2).

Tableau n°3

Répartition provinciale du nombre de villes et de la population urbaine

(en 1989, en %)

Provinces	% Nbre de Villes	% Pop° Urbaine
P. de Nairobi	0,7	34,2
P. Centrale	13,7	8,0
P. de la Côte	10,8	15,2
P. Est	15,8	9,1
P. de Nyanza	13,7	9,1
P. du Rift	30,2	17,3
P. Ouest	10,1	4,8
P. du Nd-Est	5,0	2,3
Total	100%	100%

Source : A-S Brouillet, d'après OBUDHO, 1990 et Kenya population Census, 1989.

Chap. 2. Des volontés de développement rural et d'organisation de l'espace national

Les secteurs urbains et ruraux, s'ils se sont développés de manière relativement séparée, et alors que cet état de fait n'a pourtant été reconnu qu'assez tard, sont bien sûr intimement liés entre eux. Nous allons voir quelles sont les attitudes et les volontés politiques envers des efforts menés à l'égard d'un certain rapprochement des mondes ruraux et citadins. Il semblerait en effet que les instances politiques tentent d'agir pour une meilleure interaction, une complémentarité enfin plus affirmée, entre villes et campagnes.

Les synergies recherchées prendraient comme base la situation alimentaire du pays d'une part (les grandes villes centralisent et redistribuent les produits importés, et représentent des débouchés importants pour la consommation et/ou l'exportation des productions rurales nationales), puis d'autre part le poids et le rôle des petites agglomérations urbaines qui doivent être développées et soutenues comme relais économiques...

1. L'Etat et la politique alimentaire

a- Une agriculture performante et un appui envers le vivrier

La politique alimentaire en tant que telle n'émerge en fait qu'après le "*Million Acres Settlement Scheme*" de 1960¹⁰. L'emprise coloniale a laissé des empreintes

¹⁰ Car le point de départ de toute considération sur la politique alimentaire reste le problème foncier : ce dernier détermine en partie la politique agraire qui sert d'instrument de mise en place de l'ensemble des décisions publiques ayant trait à la production alimentaire et à sa distribution. Or "*La question foncière est (donc bien) le talon d'Achille d'une politique agricole par ailleurs assez réussie*" (RAISON JP, 1994). Voir aussi à ce sujet "les racines de la faim : l'enjeu foncier" in BOURMAUD D, 1990.

encore très visibles dans les paysages de ce que l'on nomme souvent le "White man Country". Malgré le fait que la réappropriation des terres reste un goulet d'étranglement (et souci permanent pour un grand nombre de Kényans qui se sentent spoliés¹¹), c'est néanmoins l'agriculture locale qui est à l'origine de la croissance économique du Kenya.

Elle est largement tournée vers les cultures d'exportation (thé¹² et café principalement, puis pyrèthre, sisal, etc., et plus récemment la filière en pleine expansion de l'horticulture). Mais les productions vivrières n'ont pas été négligées pour autant, les colons (suivis par les Gouvernements Kenyatta et Moi) ont au contraire veillé à les protéger et à les intensifier parallèlement à la promotion des cultures de rente¹³.

Le "modèle" kenyan s'illustre jusqu'à la fin des années 1980 comme un exemple de relative réussite agricole, caractérisée par une économie hautement régulée, une organisation étatique de la commercialisation des produits et un contrôle des prix (souvent favorables aux producteurs). On doit néanmoins reconnaître que ces dernières années ont été marquées par de nombreuses crises agricoles et alimentaires. Il existe quatre grands types de productions alimentaires : les céréales (maïs, blé, riz, etc), l'agro-industrie (farine de maïs ou de blé, sucre et autres dérivés de grande consommation), l'horticulture (fruits, haricots, oignons...) et l'élevage (produits laitiers et viandes). Le secteur des céréales, surtout, est très sensible : en tant que domaine surpolitisé dans lequel l'établissement d'une logique rentière est pourtant constamment contestée, et en se présentant comme le secteur le plus affecté par les crises.

La procédure de libéralisation imposée par le Plan d'Ajustement Structurel de 1980 (renégocié en 1991) introduit de nouvelles difficultés à cause de la brutale

¹¹ or il paraît très difficile de s'attaquer de front au problème de la répartition foncière, qui reste un sujet très épineux si l'on veut ménager toutes les susceptibilités ("*Vitrine de l'économie libérale ou poudrière ? Le Kenya est les deux à la fois*" RAISON, 1994)...

¹² Le thé représente même à lui seul la deuxième grande source de devises, juste après les recettes touristiques.

¹³ et par la suite les incitations du Gouvernement se sont principalement manifestées par la recherche puis la vulgarisation de semences hybrides : c'est ainsi, par exemple, que de nouvelles variétés de maïs (plus résistant et mieux adapté aux conditions écologiques du pays) ont pu se répandre et contribuer à augmenter la productivité...

dérégulation des marchés. Dans le cas du maïs (secteur stratégique et essentiel car cette production est à la base de l'alimentation kényane en étant à l'origine de la préparation de l'*Ugali*, le "plat national" le plus consommé), le prix du sac a été divisé par trois à la suite de la libéralisation de sa commercialisation (en 1994), et on ne peut que constater la diminution de sa production face à une demande toujours en hausse et des appels de plus en plus importants à l'importation¹⁴... Comme le note NGUNYI, *"la commercialisation des produits alimentaires était, jusqu'à il y a peu, l'apanage des organismes instaurés par le Gouvernement. (...) Il convient de mentionner que les effets positifs de la libéralisation pour le fermier sont encore à venir. Pour l'heure, l'élite politique au pouvoir est la seule qui en tire bénéfice"*.¹⁵

b-les villes : un marché intéressant mais problématique

L'expansion urbaine sous-entend la gestion du ravitaillement des villes. La politique alimentaire obéit à l'enjeu vital que représente le ménagement des demandes sociales : c'est-à-dire qu'il est essentiel, pour parvenir à contrôler les villes ou en tous cas éviter les explosions sociales qui surgissent d'une manière générale plutôt dans les centres urbains ("classes laborieuses, classes dangereuses"), de garantir que leurs résidents sont assurés d'un approvisionnement régulier et bon marché. Les villes polarisent plus ou moins spontanément les espaces alentours afin de satisfaire leurs besoins alimentaires. Il devient donc nécessaire de parvenir à organiser et utiliser de façon optimale les ressources rurales (les facteurs de production : capital-terre et travail) pour arriver à répondre à une demande toujours plus pressante...

¹⁴ déficit de près de 3 millions de tonnes de maïs en 1994, l'année précédente plus de 80% des besoins en blé avaient dû être importés, tandis qu'on reconnaît que la production de riz et de haricots ne couvrent que la moitié de la demande de consommation...

¹⁵ Voir pour plus de détails NGUNYI, 1998.

D'autre part, tandis que l'urbanisation est de manière manifeste un paramètre à observer vis-à-vis de l'équilibre démographique des populations rurales (comme nous le verrons ultérieurement en étudiant les migrations), elle influe surtout sur la composition de la production agricole, notamment du fait du changement des habitudes alimentaires en ville (tel le poids de plus en plus important du blé dans l'alimentation).

On peut en effet noter que de nouveaux modes de consommation s'instaurent en ville, parallèlement au rythme de vie et aux contraintes horaires qu'elle impose bien sûr, mais aussi en fonction des prix et des facilités de préparation des plats (notamment par rapport au temps de cuisson nécessaire et aux coûts des combustibles). Ils peuvent de même être liés à une certaine occidentalisation des modes de vie, et à des "acculturations" inhérentes au métissage urbain. Cela se traduit au Kenya par l'importance constante que prennent dans l'alimentation par exemple les sodas, le pain de mie, ou encore le riz (met plutôt préféré par les indiens et les gens de la côte à l'origine, mais pratique et largement adopté)...

Comme le souligne BOURMAUD, le Kenya passe "*sans véritable transition d'une société en quasi-totalité rurale à une société où le fait urbain, pour ne pas être dominant statistiquement, se révèle suffisant pour modifier les équilibres économiques, sociaux et politiques qui ont prévalu jusqu'à présent*".¹⁶

2. La planification spatiale en questions...

a-Un renouvellement de la politique en faveur des campagnes

Le paysannat se présente en effet comme le garant de la production et de l'équilibre alimentaires. Les citadins sont de fait largement dépendants des ruraux pour leur approvisionnement (et ce malgré l'existence d'activités agricoles au sein de la ville), or le poids relatif de ces-derniers s'abaisse par rapport au nombre toujours plus élevé des

¹⁶ in BOURMAUD, 1988.

urbains. C'est la structure-même de la population rurale qui se trouve bouleversée par les migrations de départs qu'elle subit, influant sur ses capacités de travail. Ces changements surviennent alors que les techniques de production n'ont pas vraiment été modifiées dans les campagnes; ou du moins les progrès ont-ils plutôt concerné les cultures de rente ou à la rigueur quelques produits vivriers-marchands dans des zones périurbaines...

Suites logiques des choix coloniaux, les Plans nationaux ont paru insister chaque fois plus sur le rôle du secteur primaire rural dans le développement du pays. En 1964, le Président Kenyatta lançait la politique du "*Back-to-the-land*" ou retour à la terre. S'adressant aux nombreux propriétaires terriens partis vivre en ville de façon précaire, il les incitait dans son discours à retourner vers les zones rurales afin de mettre leurs biens en valeur. Pourtant, dès 1969, le Gouvernement kényan reconnaissait que son attention avait sûrement trop été focalisée sur les questions de gestion de la forte croissance urbaine et le développement prioritaire de certains grands centres (comme Nairobi et Mombasa, ou encore Kisumu, Thika et Eldoret)¹⁷. Dans les années 70, le Gouvernement kényan a donc mis en place des programmes de développement rural intégré, mais essentiellement basé à partir du secteur agricole.

C'est seulement plus tard que des changements ont eu lieu en faveur d'une meilleure complémentarité entre les secteurs ruraux et urbains. Les objectifs principaux étaient devenus de baisser la pression qui s'exerçait sur les grandes cités; ceci se manifestait principalement par le désir de favoriser la croissance des petites villes, ainsi que les interactions villes-campagnes. Le chapitre consacré aux Migrations et à l'Urbanisation du Recensement de 1989 résume les volontés du Gouvernement de freiner les migrations en ville par le biais de la promotion de petits et moyens centres urbains et

¹⁷ The Government admitted that "*the two first plans paid insufficient attention to programs and projects for the rural areas. Rural development was insufficiently integrated into the overall plan*" (In OBUDHO, 1975)

de ralentir le taux de croissance démographique des villes majeures, de façon à redresser le déséquilibre socio-économique existant entre secteurs urbains et ruraux¹⁸.

Le "Small Towns Development Project" de la fin des années 1980, ainsi que le programme de "Recovery and Sustainable Development to the Year 2000" initié en 1994, réaffirment d'ailleurs la prise de position de l'Etat, en intégrant de façon plus explicite le rôle de la décentralisation, des délégations de pouvoirs à l'échelle des autorités locales et des petites municipalités pour soulager les grandes villes¹⁹.

b-contre la macrocéphalie, un soutien aux petites villes

Cet intérêt envers les petits centres s'explique autant parce qu'ils permettent de contenir une croissance urbaine très (trop ?) rapide, que parce qu'ils peuvent solliciter et soutenir le développement agricole. En effet, le Gouvernement déclare la structure urbaine "inappropriée" et certains aspects du développement urbain "défavorables" : c'est par exemple l'augmentation constante du poids des bidonvilles²⁰, la pression sur les services sociaux citadins et le déséquilibre entre les développements des villes et des campagnes²¹. C'est un véritable défi qui s'impose au Gouvernement central : comment faire face aux flux migratoires et à l'accroissement intra-urbain, qui nécessitent de nouveaux logements, de nouveaux équipements collectifs (constructions de routes, alimentations en eau et électricité), qui entraînent une forte demande de scolarisation et de couverture sanitaire...?

18 "The spatial distribution policies adopted by the Government during various Development plans since 1974 have had their major objective the reduction of the rate of population growth in major cities and slowing down the pace of rural to urban migration through promotion of small and medium urban centers. These are expected to cushion off the pressure on bigger urban areas, while rural development has been emphasized as one of the ways to redress the urban / rural socio-economic imbalance" (Kenya Population Census 1989, 1996)

19 Voir BAKER, 1995 et EIGEL, 1995.

20 Selon de récentes estimations, les bidonvilles abriteraient environ 1/3 des habitants de la capitale !

21 "The Government views the current urban distribution pattern as inappropriate. In particular, the following aspects of urban development are considered unfavourable : the rapid growth of urban slums, the pressure of population on urban social services and imbalance between urban and rural developments" (Government of Kenya, 1990, 1994) In Kenya Population Census 1989, 1996.

Ainsi, tout en visant un déchargement des mégapoles grâce à l'attraction des migrants et donc en prenant sérieusement en mains la gestion et l'environnement des grandes villes, ces nouvelles orientations politiques sont sensées ouvrir des perspectives économiques pour les ruraux en difficulté face aux diverses pressions subies (écologiques, démographiques, etc).

Evidemment, ces grands traits de la politique nationale doivent être relativisés : les réalisations concrètes effectuées par le Gouvernement restent minimales...²²

En fait, les liens entre les petites villes et leur arrière-pays étaient jusque là relativement peu connus; c'est pourquoi afin de pallier un exode trop important vers les grands centres urbains, certains se penchent désormais sur les questions de l'origine, de la nature et de l'efficacité de ces relations. **Les petits centres urbains (jusqu'alors négligés dans l'étude de leurs rôles et fonctions) reçoivent dorénavant un intérêt manifeste quant à l'impact sur le développement de leur région, en tant que lieux transitoires et catalyseurs de la transformation rurale...**

Au contraire d'un "biais urbain"²³ souvent dénoncé, il s'agit ici de reconnaître les bienfaits des villes comme moteurs économiques des zones rurales à proximité. Petites municipalités et campagnes alentours sont sujettes à de nombreuses influences réciproques; elles sont comprises dans des réseaux d'échanges interdépendants (démographiques, socio-politiques, et économiques même s'il existe une certaine dualité ville-campagne sur ce point) qui soulignent cette notion de complémentarités à optimiser.

²² il convient en effet de nuancer le discours politique, et de ne pas s'y limiter. Quant aux faits réels, sont-ils vraiment déterminés par l'action du pouvoir, ou bien plutôt impulsés à partir de la "base" par les réactions des citoyens kényans ?...

²³ Expression de LIPTON (1977) : la "distorsion en faveur de la ville" est selon lui la manifestation de l'instauration d'échanges biaisés entre villes et campagnes à cause des politiques étatiques qui ont concentré trop de ressources dans la ville au détriment des zones rurales. Ce courant de pensée des années 1970 (ex : LIPTON, BAIROCH), qui envisage la ville comme le résultat pervers de la modernisation et à son tour comme l'origine de la perversion des campagnes, s'est ensuite heurté à d'autres visions où l'on concevait la ville comme un élément dynamisant (dans lequel les économies d'échelles étaient possibles, et au coeur de transferts et flux dans les deux sens entre ville et campagne)... Pour plus de détails, voir PEEMANS, 1995.

A titre d'illustration du genre de liens qui existent entre villes et campagne, on peut dire que les activités non-agricoles peuvent représenter jusqu'à un tiers en moyenne des revenus des ménages ruraux (grâce à des activités en ville, plus ou moins associées à la vente de surplus agricoles, ou à l'exploitation de biens urbains), et que les ruraux ont beaucoup plus de relations avec les petits centres proches qu'avec les très gros. En outre, les citadins se portent souvent acquéreurs de terres, dont les recettes des produits agricoles qui y sont cultivés sont une part importante de leurs gains. Enfin, alors que la petite ville figure un réel débouché pour les productions des agriculteurs voisins, sa survie et la stimulation de son économie dépendent largement de la demande rurale alentour et des perspectives d'activités informelles qu'elle est susceptible d'offrir aux ruraux...

Les mondes ruraux et urbains sont donc intimement mêlés, un cloisonnement des approches s'avère difficile et imparfait, et surtout une distinction paraît inutile. La ville possède des aspects de la vie rurale²³, et inversement, les ruraux peuvent faire vivre la ville²⁴...

Il s'agit donc de mentionner qu'il existe une très forte "**dichotomie entre espaces agricoles et espaces urbains**" avec une césure économique très accusée dans l'opposition ville-campagne au Kenya; mais on ne peut en tous cas pas parler de "coupure géographique socio-spatiale" tant le "**chevauchement entre villes et campagnes**" est permanent (avec des flux complexes qui animent des rapports denses : échanges et mobilités)²⁵.

²³ elle offre des débouchés aux produits agricoles dont elle a besoin, elle permet des opportunités au niveau des emplois hors ferme et des petites entreprises privées, etc

²⁴ en y achetant des biens de consommation. Ils voient en outre leurs familles éclatées, avec des membres accéder au statut de citadins, mais la plupart du temps de façon provisoire avant un retour définitif sur l'exploitation familiale... C'est ce que nous allons voir maintenant en observant les différents courants de populations, ou ce que l'on appelle "relations démographiques entre villes et campagnes".

²⁵ CALAS, 1998.

Chap. 3. La prise en compte des questions migratoires

Les changements économiques, sociaux et politiques qui se sont accélérés depuis le début du siècle ont induit d'importants déplacements de populations. *"La migration est le déplacement d'individus dans l'espace géographique, entraînant souvent un changement dans le lieu habituel de résidence. La migration interne est un déplacement à l'intérieur des frontières d'un Etat"* ²⁶. Son étude n'est pas évidente, d'une part du fait des modifications successives des limites administratives depuis 1948, et d'autre part à cause des erreurs (ou manipulations ?) au sein des divers recensements kényans²⁷...

1. Un exode rural ?

Nous l'avons d'ores et déjà souligné, la population urbaine est minoritaire²⁸, cependant sa croissance est très rapide. Or celle-ci est largement alimentée par l'afflux des ruraux en ville : qu'en est-il exactement de l'importance de cet "exode" ? pourquoi aurait-il lieu ? qui concerne-t-il exactement ? Ces quelques questions nous aiderons à mieux comprendre les relations entre villes et campagnes et à mieux en saisir la teneur.

a- Les différents types de migrations

Précisons que les déplacements sont de quatre genres selon les lieux d'origine et de destination ruraux et urbains : campagne-campagne, campagne-ville, ville-campagne et

²⁶ Définition de l'Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population (1982), citée par OUCHO, 1996.

²⁷ voir à ce sujet GOLAZ, 1997.

²⁸ puisqu'elle ne représente qu'un cinquième de la population nationale.

ville-ville. Les mouvements intra-ruraux sont les plus importants et les plus courants dans le pays faiblement urbanisé qu'est le Kenya. Mais les **émigrations des campagnes vers les villes** sont la forme qui exerce l'influence la plus significative sur les tendances à long terme de la redistribution spatiale (même si les migrants de l'exode rural ne constituent pas le plus grand groupe de migrants internes). Quant aux migrations ville-campagne et inter-urbaines, elles ont peu d'importance numérique relative (bien que les migrations de retour *-reverse migrations-* semblent prendre de l'ampleur).

Les déplacements peuvent en outre être sous-classés en deux catégories distinctes selon le facteur-temps : déplacement temporaire ou migration définitive (l'exode).

- installations permanentes : elles incarnent l'un des facteurs essentiels de la croissance urbaine. Elles peuvent être de nature irrégulière ou permanente. Elles concernent surtout les sans-terre et les gens nés en ville...

- migrations temporaires : les plus fréquentes, elles sont de deux espèces. Elles peuvent être à durée et renouvellement indéterminés dans le cadre de mouvements à la suite de catastrophes (environnementales, ou politiques causées par de fréquents troubles ethniques...), de visites rendues à la famille ou de retours dans la région d'origine. Mais elles peuvent aussi appartenir au type des migrations périodiques, c'est-à-dire des allers-retours réguliers. C'est le cas, très courant au Kenya, des migrations quotidiennes (système du "*commuting*", ou migrations pendulaires des travailleurs salariés, de marchands et de femmes impliqués dans le commerce et autres activités informelles...), ou saisonnières du travail (correspondant aux campagnes agricoles, aux allers et venues des fermiers-tenanciers, ou au retour des propriétaires absentéistes sur leurs terres...), voire de plus longue durée encore.

Quoi qu'il en soit, ce dernier type est ce que OUCHO appelle les "**migrations circulaires**", et ce serait les plus répandues dans le pays. Dans les rapports démographiques entre villes et campagnes, c'est surtout à ce genre de "circulations" qu'il faut songer, en insistant sur le fait que ce sont celles qui autorisent évidemment le plus de

liens entre le lieu d'origine et la destination, puisqu'il n'y a pas à proprement parler de "rupture" (si tant est qu'il y en ait vraiment dans les autres cas...).

Les migrations internes intéressent plus de 12% de la population.

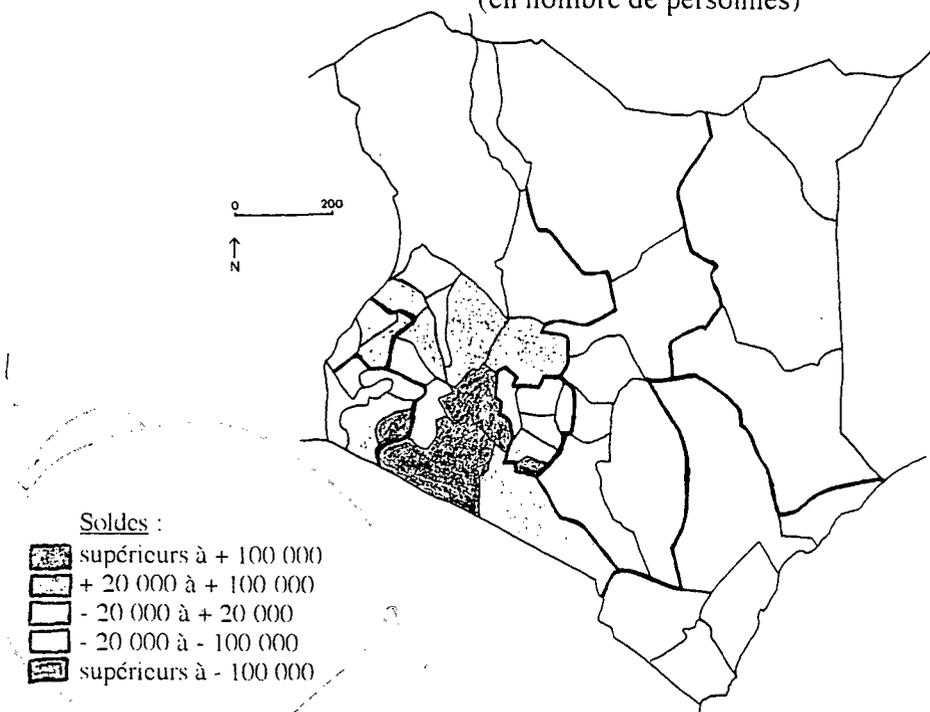
Nous pouvons avoir une idée des lieux de destination par district en observant la carte établie d'après les soldes migratoires du dernier recensement de 1989 (cf. Carte n°4). Il existe très logiquement une corrélation positive entre la taille du centre urbain d'accueil et la distance parcourue du déplacement (c'est-à-dire que plus la ville est imposante et plus l'origine des migrants est variée et lointaine)²⁷. Les lieux de forte émigration nette sont généralement des provinces aux très fortes densités de population rurale (ou au milieu inhospitalier).

Es. Kisi

Carte n°4

Soldes migratoires par district en 1989

(en nombre de personnes)



Source : A-S Brouillet, d'après Kenya Population Census, 1989 et GOLAZ, 1997.

²⁷ L'ensemble des villes aurait attiré près de 40% des migrants en 1969, mais en fait seulement 12% si l'on exceptait Nairobi et Mombasa ! (in KOESOEBJONO, 1973).

b- Les causes et déterminants des déplacements de populations

Nous choisirons de nous intéresser plus spécifiquement au volet concernant les déplacements qui ont comme origine le monde rural et comme destination le milieu urbain... L'attraction des populations rurales en ville peut se résumer par la recherche de la satisfaction de leurs besoins économiques, sociaux, culturels, politiques et administratifs. Depuis l'indépendance surtout, beaucoup de migrations ont eu lieu pour obtenir un travail salarié urbain, ces migrations du travail sont plus ou moins révélatrices des déséquilibres d'une économie duelle qui date de la colonisation, et de la situation plus ou moins difficile de la paysannerie. Des facteurs politiques et économiques externes et internes influent plus ou moins directement dans les processus migratoires, leurs configurations et leurs types (comme l'environnement et les ressources d'un milieu difficile, ou encore la Politique d'Ajustement Structurel, les prix à l'exportation et les prix locaux des produits agricoles, les programmes publics de l'Etat...). D'autres variables locales interviennent, tels la présence de liens et réseaux socio-culturels pour les migrations en chaîne, de systèmes de transports et d'équipements collectifs, etc. Enfin, les considérations familiales entrent aussi en compte dans les décisions de migrations individuelles (qui dépendent souvent davantage des obligations par rapport à la situation de la famille ou du ménage, que de considérations économiques individuelles...)

Les raisons des départs peuvent donc se résumer ainsi :

- le "*pull*" ou **attente positive placée en ville** : attractions économiques et psychologiques dûes au différentiel des salaires favorables aux urbains, à l'espoir d'avoir de meilleures conditions de vie et un accès plus facile aux services et aides sociales, etc,
- et/ou le "*push*", **opinion négative émanant de la campagne** : aspects répulsifs du fait de la lenteur du développement rural, du manque de rentabilité de certaines activités rurales (agricoles), de la faim de terre (car une grande part des populations qui se sont déplacées sont des sans-terre), du manque de promotion sociale et de reconnaissance professionnelle, etc.

Mais ce phénomène ne signifie ni des campagnes vidées, ni un réel abandon³⁰. En effet, comme nous allons le voir, les migrants continuent de faire des allers-retours, ils ne se réfugient que très rarement en ville de façon irréversible.

2. Une analyse des mouvements

a- Les sélectivités démographiques et socio-économiques

Les caractéristiques socio-démographiques des émigrants permettent de mieux mesurer les impacts sur la vie rurale, sur l'urbanisation et sur les relations entre elles. Age, sexe, instruction et caractéristiques professionnelles sont les principaux points sur lesquels nous pencher pour pouvoir en déduire des profils courants, et ainsi mieux saisir les objectifs puis les impacts de tels déplacements³¹.

La sélectivité par âge montre que la majorité des arrivants dans la zone de destination a entre 15 et 50 ans (le groupe des 20-30 ans étant le plus fourni de tous). Les rapports de masculinité sont élevés dans les lieux de destination et faibles dans les zones d'origine, soulignant encore aujourd'hui les différences marquées de recrutement (favorable aux hommes, les femmes ayant eu pendant longtemps moins d'accès à la scolarité pour obtenir des emplois urbains qualifiés). Cependant, les années 1980 marquent un changement avec l'augmentation de la proportion de femmes migrantes (généralement en famille).

Il existe une relation entre migration et instruction : les différences indiquent que les plus éduqués auraient tendance à rechercher des emplois qualifiés en ville tandis que les autres resteraient plus facilement en campagne (les déscolarisés prenant n'importe quel travail pour survivre, comme dans les industries de thé ou de sucre). Mais les

³⁰ Selon OUCHO et GOULD (1996), environ les deux-tiers des migrants en Afrique sub-saharienne reviennent chez eux au-moins une fois par an...

³¹ voir OUCHO, 1996 et OMINDE, 1967.

difficultés du chômage urbain condamnent de nombreux migrants instruits à des activités informelles ou les renvoient vers les zones rurales pour des emplois moins rémunérés...

b- Les liens, les réseaux de solidarité

Nous nous appuyerons plus spécifiquement sur les travaux d'OUCHO, qui font partie des plus récents et des plus complets sur les migrants au Kenya³². Les migrations, nous l'avons dit, ne représentent pas vraiment une fracture avec le milieu d'origine : des relations continuent d'agir à plusieurs niveaux et de se manifester de diverses manières.

Tout d'abord, des visites réciproques auprès d'amis et de membres de la famille sont choses courantes, dans les deux sens (ville/campagne ou campagne/ville) et entre les migrants-mêmes. D'autre part, les flux et transferts d'argent (mandats) et de biens (cadeaux) font aussi partie de ces contacts que les uns et les autres maintiennent par delà la distance qui les sépare (mais peut-être plus accentués dans la direction de la campagne pour ce qui est des mandats, des investissements au sein de la communauté et des affaires rurales³³). Les envois de fonds sont d'ailleurs un aspect intéressant des migrations de retour qui garantissent aux migrants qu'ils seront acceptés chez eux à ce moment...

En outre, le lieu d'origine est souvent désigné comme celui où se trouve la famille et la propriété, ainsi les investissements ruraux sont nombreux de la part des citadins qui pour la plupart entretiennent les parents restés à la campagne et préparent leur retour; ils tiennent ainsi à améliorer leur habitat, voire à faire bâtir une nouvelle maison. Car n'oublions pas que les familles sont souvent éclatées : l'expression "*one family, two households*" ("une famille, deux ménages") reflète peut-être plus la réalité que nous ne pouvions le penser a priori...

³² OUCHO, 1990; 1986; 1985.

³³ généralement par le biais des "*Harambee*", groupements d'entraides. Les participations y sont toujours les bienvenues, et de la hauteur de l'aide financière apportée à ce genre de manifestations dépend grandement le prestige des invités...

La cohésion sociale qui perdure par des liens de réciprocité malgré l'éloignement souligne en fait **l'importance que les migrants, momentanément citadins, accordent au milieu rural en général et à leurs origines en particulier.**

Profitons-en pour rappeler qu'il importe de bien préciser de quel objet il s'agit lorsqu'on parle d' "origines" : les Kényans font une nette distinction entre *house* et *home*. La définition de *home* est très spéciale et sous-entend ce que le migrant considère comme son réel domicile permanent (qui peut être différent du lieu de naissance, dans le cas de mariages ou d'achat de terres, et du lieu précédant son départ à la ville, dans le cas de transits dans plusieurs endroits...). En tous cas, c'est là où il tente de se rendre le plus souvent lors de ses congés (et encore plus fréquemment avec l'âge), où il envisage de s'établir définitivement pour sa retraite, rejoindre sa famille, ses amis et ses biens, et finalement être enterré.

De toutes façons, les perspectives des migrants circulaires, dont les trajectoires individuelles passent par des séjours plus ou moins prolongés en ville, restent d'orientation rurale et demeurent majoritairement tôt ou tard le retour "à la maison". **La ville semblerait n'être qu'une étape transitoire.**

* * * * *

... en guise de conclusion...

Ce trait particulier révèle l'originalité de l'exemple kényan, où beaucoup de citadins gardent un pied à la campagne. Cette situation spécifique s'explique par l'importance accordée à la terre : elle symbolise la réelle source de prestige social et la sécurité. L'exploitation agricole, **la "Shamba", reste la principale référence**; même avec un parcours urbain l'attachement à la campagne reste entier, et l'objectif premier est de se retirer sur sa parcelle de terre (ou d'en acquérir enfin une).

En aucun cas on ne désire véritablement finir ses jours en ville : cette dernière n'est qu'un moyen de se procurer un revenu monétaire pendant une durée limitée. Les gains du travail salarié ou du petit métier urbain sont d'une manière générale consacrés aux valeurs premières (toujours rurales) que représentent le foncier, les cultures commerciales et le bétail...

La ville se présente en outre comme un lieu où les **appartenances ethniques** s'exacerbent, dans le sens où les mélanges et confrontations de populations de provenances variées incitent (paradoxalement) à une affirmation accrue des origines. Les identités se révèlent à travers les réseaux urbains de solidarité entre migrants (associations et corporations professionnelles, groupements de jeunes ou de femmes, selon les régions et donc les ethnies...). De sorte que les liens avec le milieu de départ sont ainsi maintenus voire resserrés : la campagne devenant peut-être encore plus la référence, au point que les **statuts urbains et ruraux sont étroitement liés**.

Cela signifie que la reconnaissance sociale passe plus par la situation "*at home*" des migrants (propriétés, terres, maisons, familles, poids au sein de la communauté...) que par la réussite en tant que citadin seulement. Du moins, celle-ci n'importe et n'est

valable que si elle se manifeste par des formes d'investissements à la campagne. **Aussi, quasiment tous ceux qui en ont la possibilité choisissent d'avoir un pied à la ville et un pied à la campagne : la terre restant l'objectif principal.** Le Président Daniel Arap Moi n'est-il pas le premier paysan du pays, et ses domaines signalés comme de véritables fermes-modèles ?...

La permanence des relations avec la communauté d'origine crée une situation ambivalente aux niveaux économique et politique : le migrant posséderait donc une "double appartenance" selon qu'il est considéré comme participant aux activités professionnelles de la ville, ou comme membre du réseau social -familial et politique-rural. Partagé entre deux mondes, il bénéficie de la diffusion des attitudes urbaines mais garde simultanément sa culture rurale³⁴.

Cependant, FONTAINE va jusqu'à dire que *"la dynamique urbaine se développe en opposition au maintien de cette double appartenance. Le pont entre les deux sociétés s'effrite progressivement, réduisant la communication et les échanges"...*³⁵

L'attachement au milieu paysan tendrait évidemment à se fragiliser un peu si l'on songe que nombres de migrants d'origine rurale ont dû s'installer définitivement en ville car n'ayant aucun moyen d'accéder aux ressources de la campagne. La pression démographique et la rareté relative des terres disponibles accélèrent effectivement des mouvements sans retour (surfaces cultivables limitées, coûts exorbitants liés à la spéculation foncière, etc...), et les migrants de seconde génération tendent alors à se distancier du milieu d'origine.

³⁴ Comme le souligne BOURMAUD : *"L'urbanisation s'inscrit en totale opposition à l'image que le pays a de lui-même (...) Parce que majoritairement rurale, la société kényane est imprégnée dans toutes ses composantes de ses origines terriennes"*. Mais il insiste néanmoins sur le fait que *"la société urbaine ne peut pas être réduite à une communauté de migrants transitoires, plus proches de leurs racines rurales que de leur ancrage urbain, c'est oublier que l'urbanisation est un processus (et qu'elle a) donné naissance à une véritable société urbaine"*. (BOURMAUD, 1988).

³⁵ in FONTAINE JM. Campagnes, bidonvilles et Banque Mondiale au Kenya. *Politique Africaine*, mars 1987, no 25. (cité par BOURMAUD, 1988)

PARTIE 2 :

LES SPECIFICITES D'UN "DISTRICT THEIER"

:

ETAT DES LIEUX A KERICHO

Partie 2 :

Les spécificités d'un district théier

Il paraît essentiel désormais de s'attacher à présenter Kericho, en insistant sur les traits spécifiques qui le rendent original. Ceux-ci sont principalement déterminés par la **forte présence de la culture de rapport qu'est le thé.**

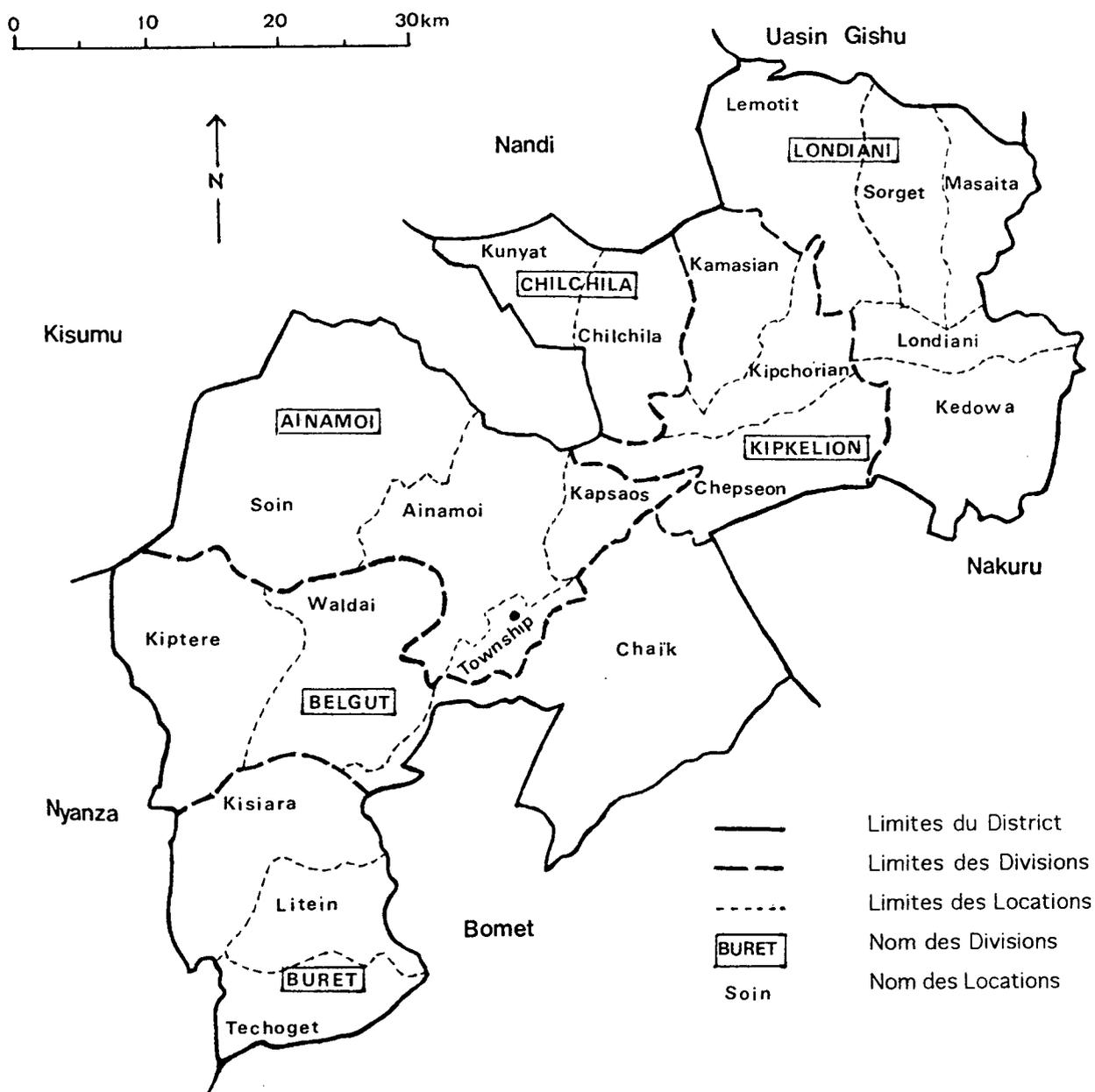
Appartenant à la *province* de la Rift Valley, le *district*³⁶ de Kericho est localisé dans les hauts plateaux à l'Ouest de la grande dépression qu'est le Rift. Ce district est renommé pour ses exploitations de thé (qui sont incontestablement parmi les plus grandes et les plus anciennes du pays). On dit même de lui que c'est la région théière par excellence du Kenya, car il est reconnu comme la véritable plaque-tournante de la filière.

Sa réputation s'est forgée au long des années sur le fait que son paysage est largement marqué par la production théière (qui jouit d'ailleurs d'une qualité constante), que les quantités produites y sont les plus importantes du pays, et que la plupart des maillons de cette agro-industrie sont situés à cet endroit (nombreuses usines de transformation, puis institut national de recherche et centres d'emballage et de distribution à proximité immédiate de la ville de Kericho...).

Cette production agricole commerciale induit indubitablement des **problématiques particulières**. En dressant un rapide portrait de la région, et en nous penchant d'un peu plus près sur la filière-thé, nous serons plus à même de comprendre les **constantes avec lesquelles les populations doivent composer dans leurs rapports à la ville et à la campagne**, au sein d'une zone en économie de plantation...

³⁶ Equivalents administratifs respectifs de la région et du département français.

Limites administratives du district de Kericho



Source : A-S Brouillet, d'après Kericho District development Plan, 1994-1996 et "Kericho District Constituency Boundaries (District agricultural office)

NB : Les limites de Kericho ont été remodelées en 1991, lors de la séparation entre Bomet et Kericho.

Chap. 1. Présentation et caractéristiques d'un district rural

Bien que nous ayons choisi de nous intéresser plus précisément aux relations ville-campagne au sein de la seule "zone théière", il paraît indispensable de faire dans un premier temps un bref rappel des conditions écologiques et socio-démographiques qui prévalent d'une manière générale (présentation succincte du milieu et des hommes), avant d'examiner la filière elle-même dans un second temps.

1. Présentation du milieu

Selon le recensement de 1989, **le taux d'urbanisation à Kericho est inférieur à la moyenne nationale, avec plus de 93% de sa population dans les campagnes.**

a- Des facteurs écologiques favorables³⁷

Kericho semble a priori offrir des conditions particulièrement favorables à ses habitants : le milieu d'accueil bénéficie en effet d'une certaine prime écologique :

Les altitudes sont comprises entre 1500 et 2500 m, avec une élévation générale vers l'Est et le Mau Escarpment. Un réseau hydrographique dense entaille les plateaux du district en vallées encaissées; en outre, les sols (d'origine volcanique) sont profonds, bien drainés et moyennement à hautement fertiles. D'autre part, il bénéficie d'un climat subtropical dégradé par l'altitude avec des précipitations abondantes et des températures modérées, tout au long de l'année (cf. Tableau n°4). Tandis que le régime annuel des

³⁷ Pour plus de détails sur le district de Kericho et sa présentation (cartes topo, hydro, visualisation des paysages, photos...), voir BROUILLET, 1997.

précipitations est élevé (avec une moyenne de 1778 mm par an), le rythme est plus ou moins bimodal (pics en mai et août) même s'il n'existe pas à proprement parler de période "sèche" entre les saisons des pluies. Quant aux températures, elles varient peu dans l'année : la moyenne se situe à 17,6°C et l'amplitude thermique dépasse rarement les 5°C.

Tableau n°4

Précipitations et températures à Kericho

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill	Août	Sept	Oct	Nov	Dec	Moy
P'mm	125,8	110,2	175,6	199,1	280,5	119,7	166,8	210,3	137,4	138,4	114,6	36,2	148,2
T/°C	18,8	18,2	20,4	18	17	17,2	16,5	16,9	17,3	17,1	17	17,2	17,6

Source : A-S Brouillet, d'après Kericho District Development Plan, 1994-1996.

(données recueillies par le Meteorological Dept, Kericho district, 1993; et calculs établis sur 4 années de référence : 1989-1992)

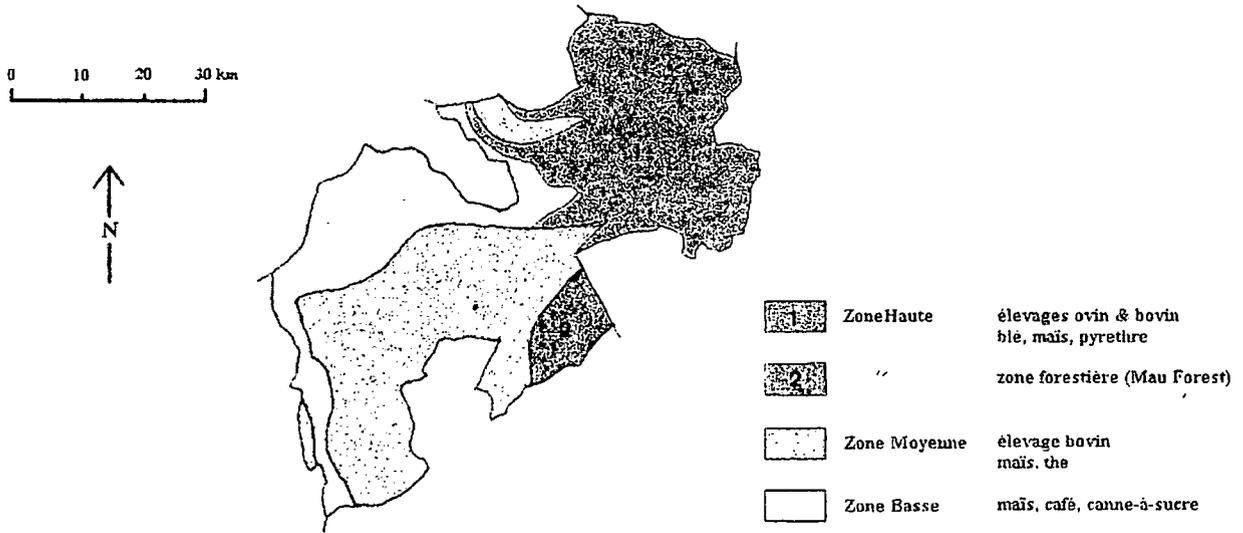
Le district pourrait ainsi être découpé en trois grandes zones agro-écologiques selon les aptitudes bio-climatiques et pédologiques (cf. Carte n°6). Cela nous permet d'établir une typologie des principales activités agricoles, dont la distribution correspond grossièrement aux traits de la topographie :

- les plus hautes terres (Nord et Est) accueillent essentiellement des élevages ovins et bovins, et les cultures de maïs, de blé et de pyrèthre; et des forêts.
- un ensemble élevage bovin / thé / maïs se situe aux altitudes moyennes (aux alentours de 1800 m). C'est notamment le cas du plateau central qui nous intéresse dans cette étude.
- aux altitudes les plus basses (Ouest), on trouve surtout du maïs, du café et de la canne-à-sucre...

Kericho semble par conséquent représenter un espace privilégié, en tant que zone salubre aussi bien pour les hommes que pour leurs troupeaux (les uns comme les autres étant largement protégés des endémies, telles le paludisme ou la trypanosomiase), et permettant une palette de cultures variées (et surtout favorable à l'introduction du thé).

Carte n°6

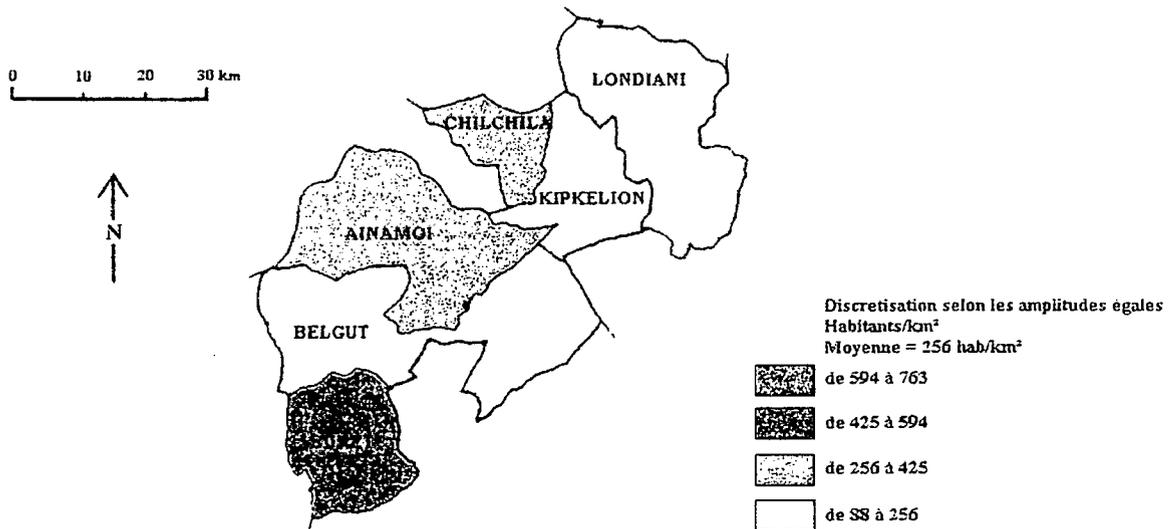
Les " zones agro-écologiques " de Kericho



Sources : Anne-sophie Brouillet,
d'après Kericho District Development Plan, 1994-1996
+ sans références, 1982

Carte n°7

Les densités de population par division



Sources : Anne-sophie Brouillet,
d'après Kericho District Development Plan, 1994-1996.
(Projections en 1996 d'après recensement de 1979)

b- La concentration des hommes

A l'instar du reste des Hautes Terres d'Afrique orientale, Kericho est soumis à de **très fortes densités de population**. Selon les données fournies par le recensement de 1989, la population du district serait de 900 934 habitants sur une superficie de 4 940 km². Ces chiffres (les plus récents au Kenya) feraient donc état d'une densité de l'ordre de 182 hab/km²³⁸.

La répartition des densités accuse cependant des contrastes imposants, puisque les arrondissements (ou *divisions*) au sein de Kericho enregistrent des moyennes qui vont de 88 à 304 hab/km² ! (extrêmes recensés à Londiani et Buret, cf. Carte n°7). Les concentrations humaines se retrouvent surtout dans la partie occidentale du district, à l'emplacement de l'ancienne Réserve africaine, la *Kipsigis Land Unit*³⁹; ce qui appuie encore l'idée (comme dans tout le reste du Kenya d'ailleurs) que la géographie de la population a nettement été figée par la rupture historique qu'incarne la colonisation. En fait, les desserments de populations ont été empêchés aussi bien par l'établissement de zones réservées et séparées entre Britanniques et Africains, que par le fait que les régions avoisinantes (Luo et Kisii) ont très tôt été dans la même situation de forte charge démographique. Les habitants se sont donc trouvés plus ou moins "cernés" et "pris au piège".

³⁸ Rappelons à ce sujet que les projections établies en 1979 estimaient les densités à plus de 256 hab/km² pour 1996 (comparées à des moyennes nationales inférieures à 40 hab/km²). Or la plupart des évaluations ont été revues à la baisse à la suite d'une évolution notable dans les comportements démographiques. Ceux-ci ont surtout été marqués par la nette baisse du taux de fécondité, qui jusqu'à récemment était parmi les plus élevés au monde (passant de 8 à 6,7 enfants par femme en âge de procréer entre 1979 et 1989)...

³⁹ Etablie à la suite de l'instauration du contrôle administratif des Britanniques en 1902 (avec la *Crown Land Ordinance* instaurant légalement les *Scheduled areas*, terres à disposition de colons uniquement déjà évoquées précédemment), et dont les limites n'ont réellement été fixées de manière sûre et officielle que dans les années 1930. Ceci contraignait les Africains à demeurer uniquement sur cette portion de territoire, à l'exclusion de tout autre. Par ailleurs, au sujet de cette répartition des hommes, il faut tenir compte du fait que l'Est du district (anciennement réservé aux Blancs) a été soumis à des projets gouvernementaux d'attribution des terres, comme le *Settlement Scheme* de Chepsir par exemple, et que les terres redistribuées l'ont été par grands lots. De plus, les zones les moins peuplées le sont aussi pour la simple raison qu'elles sont occupées par de grandes plantations de thé et par la forêt protégée de déboisements excessifs...

Zone-refuge très attractive, elle a accueilli une population relativement homogène, principalement constituée de **Kipsigi**. Ces-derniers, à l'origine principalement éleveurs puis progressivement agro-pasteurs, se sont fortement attachés au sol; car d'une part n'ayant pas un besoin impératif de migrer, et d'autre part parce qu'ils ont été choisis parmi les premiers par les colons pour bénéficier des réformes de sécurisation foncière et des programmes de lancement des cultures commerciales (renforçant la sédentarité et donnant une nouvelle valeur au foncier...).

Mais un certain "métissage" ethnique s'est toutefois établi avec la venue de migrants qui travaillent en tant que salariés sur les plantations théières (Kisii, Luo, Luhya), ou avec l'installation de commerçants (notamment indiens, et dans une moindre mesure arabes) dans cette région prospère; les habitants du district représentent donc un ensemble à peine plus hétérogène que dans les districts voisins (tel Kisii par exemple).

2. Les possibles de la campagne

a- Une société de paysans-planteurs

Nous avons déjà souligné le fait que les Kipsigi ont développé un **fort attachement au sol**, facilité par la possibilité de pratiquer des cultures variées sans temps morts (sécurité de l'eau, climat dégradé d'altitude), et l'élevage (absence de glossines ou tsé-tsé). Un système agro-pastoral individualiste et relativement intensif s'est mis en place, dans lequel chaque famille habite sur ses terres.

L'habitat dispersé semble d'ailleurs être une constante de longue date chez les populations des Hautes Terres kényanes (Kikuyu, Embu, Meru ou Kalenjin par exemple), qui pouvaient ainsi garder une certaine liberté de décision valorisant l'effort individuel, tout en permettant de satisfaire la nécessité de coopérer...

Les visées des colons et leurs programmes de développement se sont tout à fait insérés dans le système de fonctionnement kipsigi (économique, politique et social) sans

trop le perturber : la promotion des cultures commerciales chez les populations africaines lancée au milieu du siècle par les Britanniques a donc rencontré un écho favorable à Kericho où les petites exploitations paysannes furent adaptées (remembrées et encloses), les processus d'immatriculation engagés avec des titres fonciers progressivement délivrés aux propriétaires, et un bocage combinant cultures vivrières et commerciales renforcé.

La petite production marchande s'est rapidement accrue, mais sans compromettre la sécurité du secteur vivrier : l'introduction du café et du thé ne s'est donc pas faite aux dépens de l'élevage bovin ou des cultures de subsistance (éleusine et millet vite complétés, puis évincés, par le maïs apporté par les Blancs). Les caractéristiques locales antérieures à la venue des colons se sont en fait trouvées plutôt confortées par les politiques mises en place au courant du siècle...

b- Les stratégies d'accès à la terre

Rappelons qu'au Kenya, 90% de la population vit sur 20% des terres. Alors que le taux de croissance démographique fait partie des plus élevés au monde (3,8% par an), le nombre d'habitants par Km² de terres agricoles serait le troisième plus important d'Afrique noire (après le Libéria et le Ghana). Selon OUCHO⁴¹, la densité "brute arithmétique" était de 35 hab/km² en 1985, alors que la densité "physiologique" (c'est-à-dire tenant compte des conditions d'environnement, soit le nombre d'habitants par km² de sol arable) s'élevait à 1083 ! Ceci illustre l'accumulation des hommes au Kenya, surtout sur les Hautes Terres (grâce à une corrélation topographie - pluviométrie - peuplement)⁴².

Le **problème foncier** reste par conséquent un souci majeur à Kericho (comme dans la plupart des Hautes Terres, voire dans tout ce que certains auraient tendance à

⁴¹ OUCHO, GOULD, 1996.

⁴² A Kericho, en 1962, la densité moyenne était de 97 hab/km² sur la superficie totale, tandis qu'elle s'élevait à 126 hab/km² sur les terres arabies. (Kenya Population Census, 1962)

appeller le “Kenya-utile⁴³”). Il faut dire que l'accès aux terres devient de plus en plus difficile à la suite d'une forte pression : la terre est un bien particulièrement convoité car elle demeure au Kenya une ressource essentielle. En effet, les personnes qui vivent de la terre en tirent une sécurité inégalée (et notamment comparée à ce que peuvent garantir les rudiments de sécurité sociale, de retraite ou d'assurance kényans !), et elle est particulièrement importante pour les personnes âgées qui n'ont souvent pas d'autres sources de survie possible... De plus, la possession d'une propriété foncière fournit aussi (nous l'avons déjà mentionné) une certaine identité sociale valorisante.

L'héritage de la terre se passe de manière variée selon les groupes ethniques (conférant alors un statut différent aux aînés, aux femmes, et induisant des attitudes diverses vis-à-vis des sans-terre...). Chez les Kipsigi, la propriété familiale est partagée à la mort du père en parts égales entre tous ses fils (les filles ayant théoriquement droit à un lopin si elles sont célibataires et ne trouvent pas à se marier, cas extrêmement rare).

Le morcellement foncier marque donc une majeure partie de la zone, puisqu'à être réparties entre les descendants, les parcelles deviennent au bout de plusieurs générations à peine assez grandes pour nourrir une famille. La parcellisation s'est accélérée avec une croissance démographique soutenue, qui peut difficilement profiter d'un desserrement de population, alors que les migrants ne partent que rarement de façon définitive (comme nous l'avons vu précédemment) et finissent fréquemment par rentrer sur leurs petites *shamba* (du moins au moment de la retraite). Le marché foncier se caractérise donc par un manque de mobilité (blocages car peu d'échanges sur le circuit économique) et des contrastes importants au sein d'une structure duelle (pérennité des structures agraires coloniales avec l'opposition grandes plantations et petites exploitations)...

⁴³ c'est-à-dire une sorte d'"épine dorsale" logistico-agro-industrielle comprenant les bastions topographiques des espaces d'accumulation démographique. C'est ce qui correspondrait à un Kenya "sûr", sur lequel le pouvoir étatique aurait le plus de main-mise. Pour plus d'explications, voir CALAS, 1998.

Alors que les unités administratives héritées de la colonisation correspondent grandement à la répartition des groupes ethniques sur le territoire kényan, de façon à constituer des zones politico-ethniques les plus homogènes possibles, la grande majorité, si ce n'est la quasi-totalité, des propriétaires fonciers du district de Kericho sont Kipsigi⁴³. Nous soulevons ici un aspect particulier à garder en mémoire lorsqu'il s'agit d'aborder le rapport à la terre et au territoire, car les domaines du foncier, de l'éthnique et du politique, sont intimement liés. Les stratégies d'accès à la terre et les revendications territoriales s'inscrivent dans une large mesure dans des desseins géo-politiques et au sein de forces manipulatrices (à peine cachées) que les paysans ne maîtrisent pas forcément...

Ainsi, le Politique possède une grande part de responsabilité dans la géographie actuelle des populations, qui se traduit en fin de compte par la définition de "**domaines fonciers ethniques exclusifs**"⁴⁴. Ces-derniers, stigmates de la séparation imposée par la colonisation entre Terres blanches et Réserves africaines, sont à l'origine des conflits "ethniques" qui ont secoué le Kenya. Les années 1990 ont été marquées par certaines opérations armées, principalement situées dans l'Ouest kényan, à l'emplacement des anciens domaines des colons et le long de la frontière occidentale de la Rift Valley. C'est ainsi que fin 1993, à Londiani, des milices kalenjin⁴⁵ ont chassé des terres les paysans kikuyu, les contraignant à un départ forcé vers leur "région d'origine"⁴⁶.

⁴³ du moins en ce qui concerne la campagne, n'oublions pas d'excepter le cas de la ville où les possessions sont à caractère un peu plus mélangé...

⁴⁴ expression de Claire MEDARD, 1996.

⁴⁵ Le groupe Kalenjin est une création politique récente (1940's) : c'est un assemblage de groupes ethniques avec un fondement linguistique. Le terme apparaît pour la première fois en tant que catégorie à part entière dans le recensement de 1979. Les Nandi, Kipsigis, Tugen, Elgeyo, Marakwet, Pokot, Sabaot et Cherangani se sont trouvés réunis en une seule grande famille, sur la base de leur langue d'origine Nandi commune; largement soutenus par le Président Moi (lui-même Tugen et cherchant à donner un poids politique aux "minorités"...).

⁴⁶ c'est-à-dire vers leur "district ethnique" ou leur "regroupement préférentiel localisé" ! Les terres libérées des "personnes déplacées" ne sont cependant pas cultivées, elles restent en friches (à la rigueur pâturées par le bétail du voisin, et quelques arbres coupés) tandis que personne n'ose réellement les exploiter sans titre de propriété....

Ces affrontements, trop rapidement et un peu injustement désignés comme uniquement "ethniques"⁴⁷, sont en fait directement liés à des revendications territoriales qui correspondent à des considérations électorales bien sûr, mais dont la localisation -en milieu strictement rural, dans des régions très mélangées ou en marge : zones de contact entre des populations différentes laissant présager de la menace d'un desserrement démographique- traduit l'importance de l'enjeu foncier sous-jacent.

Le contrôle de la terre est donc doté d'une inestimable valeur stratégique comme ressource économique, sociale et politique (sachant que le marché est régi par le droit moderne, et que le problème du peu de terres arables vacantes s'accroît), et il n'y avait pas de raison pour que Kericho (district Kalenjin, rural et très peuplé) soit épargné par les troubles...

⁴⁷ car, même s'ils sont clamés comme étant au nom d'une appartenance à une ethnie, ils revêtent surtout une grande dimension politique (et économique), dans laquelle l'Etat joue un rôle direct indéniable.

Chap. 2. Une économie de plantation : originalités et évolutions

Il s'agit désormais d'en venir à la caractéristique première de ce district rural : la nette prédominance de la culture du thé sur les plateaux centraux, enserrant littéralement la ville-même de Kericho...

Il va de soi qu'en liaison étroite avec l'axe de recherche sur lequel nous nous sommes proposé de travailler, il n'est pas possible de traiter en détail des traits agronomiques du thé que je mettrai donc délibérément de côté (sans mésestimer leur importance, je laisse ce soin à des personnes autrement compétentes, pour une étude plus ciblée sur ce genre de considérations). Nos choix -nécessairement réducteurs- nous ont donc naturellement guidés vers une étude plus socio-économique, et notre propos se contentera de dresser un bilan sur la filière et sur ses impacts dans le paysage du district; afin de mieux saisir le poids de cette culture et dans quelle mesure elle pourrait influencer sur le type de relations ville-campagne régnant à Kericho, dans un contexte de dérégulation entamée...

1. L'introduction d'une nouvelle culture

a- Le thé, dualité d'une filière

Un bref rappel historique s'impose : le *Camelia sinensis* a vraisemblablement été introduit au Kenya en 1903 dans la région de Limuru (Province Centrale); la culture du thé d'Assam ne prit véritablement son essor qu'avec l'intervention de deux grandes compagnies anglaises⁴⁸, déjà impliquées dans le marché du thé indien, qui acquièrent de

⁴⁸ Brooke Bond & Company (autrement nommée Kenya Tea Company pendant un temps, et actuellement filiale du groupe Unilever) et African Highlands Produce Ltd (originellement James Finlay).

vastes domaines en 1924 (et notamment à Kericho) pour développer la théiculture à un échelon enfin plus commercial qu'expérimental....

En premier lieu et jusqu'au milieu du siècle, les Africains se sont vus interdire la pratique des cultures d'exportation, strictement réservées aux Européens. Mais, nous l'avons vu, l'agriculture africaine fut par la suite progressivement bénéficiaire d'importantes réformes qui marquèrent la fin d'une division spatiale discriminatoire dans l'occupation et l'utilisation des terres. Le thé a tenu une place particulière dans ce mouvement de vulgarisation des cultures commerciales : sa promotion a été privilégiée dans des régions d'altitude souvent densément peuplées (en complément ou à la place du café) pouvant satisfaire ses exigences agronomiques et ses besoins d'entretien permanent, comme c'est le cas à Kericho.

L'émergence des petits exploitants s'est faite de façon très encadrée, car on pensait alors que cette culture ne conviendrait sans doute pas vraiment à de petits agriculteurs (principalement en raison des coûts élevés de transport et d'usinage). **Il faut donc souligner le rôle très important qu'a tenu l'Etat dans la création d'une paysannerie théière** : les planteurs ont été rassemblés au sein d'un même organisme para-étatique afin de leur faire profiter collectivement des économies d'échelles et du savoir des agents techniques d'encadrement.

Ces plans de développement se sont avérés très rapidement populaires et performants. Aidés par de nombreux prêts et des fonds d'origine internationale ainsi que par des "*tea marketing boards*", les petits exploitants purent bénéficier des pépinières du Gouvernement, faire construire leurs propres usines de transformation, planter les premiers buissons "africains" et commercialiser leurs récoltes, au cours des années 1950. Les superficies qu'ils ont plantées surpassèrent même celles des grandes compagnies au début des années 1970.

Le schéma de l'offre du thé kényan se présente donc comme celui d'un marché divisé, avec une répartition en deux pôles des producteurs : la culture commerciale s'est peu à peu affirmée chez les petits planteurs africains. Une structure dualiste oppose donc aujourd'hui les puissantes grandes plantations (*estates*) à l'origine de l'agro-industrie (rassemblées au sein de la *KTGA - Kenya Tea Growers Association*) à la multitude des petits exploitants, arrivés plus tardivement en scène et placés sous l'égide de la *Kenya Tea Development Authority (KTDA)*.

Le secteur des *smallholders* (petits cultivateurs, c'est-à-dire ceux dont la superficie plantée en thé n'excède pas 10 ha) est géré par un système original de commercialisation et de rémunération, auquel les agriculteurs participent par le biais de taxes. La production théière a longtemps été soutenue par les grandes compagnies (à la veille des années 1970 elles assuraient encore quasiment 90% de la production), mais les petits paysans ont finalement pris la tête de l'offre en 1988. Ils assurent actuellement environ 60% de la production nationale à eux seuls.

b- L'emprise spatiale d'un paysage théier aux des aménagements spécifiques

Selon les rapports du *District Agricultural Office* de 1996, la première culture de rente de Kericho (le thé) couvrait plus d'un dixième de la superficie totale du district⁴⁹.

La coexistence des deux systèmes d'exploitation (*estates* d'une part, et *smallholders* d'autre part) a donné naissance à un espace ambivalent avec deux formes distinctes de paysages tournés vers l'industrie théière. Tandis que sur le plan national la dualité se manifeste au profit des petits cultivateurs⁵⁰, la prédominance des grandes plantations constitue l'originalité de Kericho : près des 2/3 du thé se trouvent effectivement au sein des *estates*, et seulement 1/3 est réellement aux mains des paysans.

⁴⁹ Soit 23 709 ha sur le district qui ne s'étend plus (depuis la création du district de Bomet en 1991) que sur 2 515 km² (au lieu de près de 5000 km² pendant le recensement de 89). Ce qui équivaut par ailleurs à peu près à 1/5 de la superficie totale plantée en thé dans tout le Kenya (cf. *The Kenya Tea Industry 1985-1995, Tea Board of Kenya*. 1995)

⁵⁰ En effet, au Kenya plus de 70% du thé planté appartient aux petits planteurs.

La limite entre les parcelles de thé du bocage et les grandes compagnies se lit très distinctement dans le paysage : la division spatiale entre les deux ensembles de producteurs se matérialise le long de la séparation que constitue la route de Nakuru comme on peut le voir très clairement sur l'image satellite ci-dessous.

Image satellite

(1988)



Parallèlement aux 10% du territoire réservés à la culture à proprement parler, une forte part de l'espace est marquée par le thé. Le paysage de Kericho contient nécessairement certains équipements qui sont autant de balises visibles liées (plus ou moins directement) à l'activité théière. A côté de l'existence de *buying centers* (centres de ramassage des feuilles de thé paysan éparpillés sur tout le territoire), d'usines imposantes et de boisements d'eucalyptus pour la transformation théière, les "**routes du thé**" sont peut-être les aménagements les plus caractéristiques (et ceux qui nous intéressent le plus dans notre étude). Car il faut savoir en effet que le thé possède une grande part de responsabilité dans l'élaboration et le développement d'un bon réseau de communications routières. Au coeur de l'approvisionnement national et international, les lieux de collecte des feuilles fraîches et les usines doivent être accessibles facilement, nécessitant des voies en bon état⁵¹...

Progressivement inclu dans un espace plus large (grâce à cette agro-industrie), et ouvert sur l'économie extérieure, Kericho a su pallier l'inconvénient d'être un peu excentré par rapport aux voies d'ampleur internationale et à la ligne de chemin de fer (axe majeur de développement du pays au début du siècle) en s'intégrant au reste de ce que certains nomment le "Kenya-utile" par son réseau routier (sur la route de Kisumu, passage obligé pour Kisii, etc). Sa situation plus ou moins enclavée à l'origine, puisqu'à l'écart des grands courants transitant surtout par la voie ferrée, s'est donc peu à peu améliorée, et son économie fondée sur les plantations en a fait une zone réputée prospère que l'on n'évite plus...

⁵¹ Il est d'ailleurs notable que les chemins sont fréquemment plus étroits et moins bons une fois passé le centre de ramassage, dénotant l'influence de l'activité théière sur les équipements... Mais par ailleurs, n'oublions pas que ce réseau dense de routes tient à la nature intrinsèque du bocage qui caractérise le district : système développé de chemins qui serpentent entre les haies des propriétés encloses et le relie aux routes principales souvent situées sur les interfluves.

Enfin, si la plupart des aménagements de bonne qualité sont le pendant de la culture d'exportation que représente le thé, rappelons aussi que le district est kalenjin : nous pouvons donc remarquer que ses routes sont particulièrement bien entretenues (comparé au district voisin de Kisii moins favorisé par exemple !), et reconnaître encore le rôle du politique dans la création et le maintien du réseau...

2. Des problématiques originales

L'économie de plantation induit des problématiques spécifiques qu'il convient d'examiner afin de comprendre comment les paysans-planteurs de Kericho peuvent appréhender leurs rapports à la ville au travers des contraintes inhérentes à la culture du thé (le phénomène même de plantation paraît plus ou moins antinomique avec la ville). Le secteur des petits exploitants subit actuellement certains remaniements dus à la libéralisation du pays engagée au début des années 1990. Un état des lieux de cette filière en recomposition mérite alors sans doute d'être fait afin d'exposer la situation dans laquelle se trouvent les petits agriculteurs face aux récents bouleversements qui les affectent (et de voir s'ils génèrent des effets à tendance urbanisante...).

a- Une filière désarticulée

On observe des changements dans l'organisation de la production théière (et de sa commercialisation). Après avoir connu un succès remarquable, la théiculture selon le modèle offert par la KTDA subit actuellement un certain revers. Tout d'abord, la question de la capacité de ses usines est assez inquiétante : elle a de plus en plus de difficultés à faire face à l'augmentation constante des rendements, et est donc parfois obligée de refuser des feuilles pendant les pics de croissance car elle est dans l'impossibilité matérielle de les traiter. Ensuite, le problème des transports est récurrent : alors que les exploitants participent aux frais d'entretien du réseau routier local, ce dernier reste trop souvent négligé et en piteux état. En outre, les camions sont rapidement endommagés et le matériel de la KTDA est bien souvent devenu vétuste et insuffisant. Tout ceci contrarie donc la livraison des feuilles dans les délais en leur faisant perdre inévitablement une partie de leur qualité (et donc en réduisant le niveau des rémunérations). Enfin, ayant été récemment mêlée à certaines affaires de corruption qui ont nuit à son image, la confiance des *smallholders* à son égard s'est largement émoussée...

Quelques paysans-planteurs se sont donc décidés, dès 1993, à avoir recours aux compagnies privées pour la manufacture de leur thé. Cette démarche de retrait de la KTDA a été rendue possible grâce aux premiers pas vers la libéralisation de l'économie engagés par le Président Daniel Arap Moi au début de la décennie (répondant aux attentes et aux pressions de la Banque Mondiale, du FMI et des principaux bailleurs de fonds, en échange de prêts, de facilités d'ajustement structurel et d'annulation de dettes auprès de gouvernements occidentaux...).

Ayant obtenu de retirer leurs licences de la KTDA pour pouvoir disposer de leur production et enfin choisir à qui ils désirent vendre leurs feuilles, des insatisfaits (dénommés dès lors *outgrowers*) se sont laissés séduire par les attraits des *estates* : premiers paiements plus élevés et contraintes moindres au niveau de la qualité de la cueillette. Ce nouveau mouvement de thé paysan vendu hors KTDA a pris une ampleur certaine jusqu'à représenter 12% de la production totale de thé de Brooke Bond en 1997 (l'une des plus importantes compagnies du pays); il réunit pour la première fois dans la courte histoire du thé kényan les deux secteurs productifs jusque là très séparés.

Certaines "dérives" sont alors apparues avec l'émergence sur le marché d'intermédiaires : ces *middle-men* ou *road-side buyers* occultes, exploitent un marché parallèle de revente en profitant des hésitations des petits planteurs désorientés... Il a d'abord été décidé de limiter leurs actions non tolérées par l'instauration de quotas sur la hauteur de la production confiée par les petits cultivateurs aux grandes plantations, dans l'optique de s'assurer que les *outgrowers* n'allaient pas s'approvisionner chez d'autres paysans. Cependant, et alors que ce courant naissant de fuites hors de l'encadrement para-étatique de la KTDA semblait (trop ?) sérieusement s'affirmer, il a apparemment été à nouveau légalement mis fin à toute relation entre compagnies et planteurs à la fin de l'année 1997 (signalant un certain retour en arrière -surprenant ?- dans l'évolution

programmée de la libéralisation et de la privatisation de la filière !)⁵². La désorganisation semble en outre se complexifier avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs au sein de la filière. De fait quelques Asiatiques (principalement d'origine indienne) sont particulièrement intéressés par la récente "ouverture"⁵³ du marché du thé : ils arrivent donc avec l'idée de s'installer comme intermédiaires privés proposant leurs propres systèmes de transformation et de commercialisation. La construction d'une usine serait même projetée à Kericho (près de Kabianga) afin d'offrir très prochainement leurs services...

Le début de l'année 1998 illustre le sentiment de malaise qui s'est emparé des exploitants : une immense grève des récoltes a été initiée par des petits producteurs (majoritairement kikuyu) du Centre et de l'Est, regroupés au sein d'une organisation professionnelle non reconnue officiellement (*KUSSTO- Kenya Union of Small Scale Tea Owners*). Ce vaste mouvement, sans précédent, avait pour objectif de faire pression sur la KTDA pour augmenter les prix d'achat aux producteurs et remettre en cause son monopole. Malgré les pourparlers avec les responsables du Gouvernement (et notamment le Ministre de l'Agriculture) et la reprise des cueillettes, les exploitants sont mécontents et la situation reste en status quo... Ceci rappelle à quel point l'Etat kényan est à la fois "fort et faible" : mélangeant (savamment ?) des politiques et des stratégies d'ajustements orthodoxes -dures, sévèrement encadrées- et hétérodoxes -c'est-à-dire attirant les capitaux et investissements étrangers tout en surveillant leurs effets sur la société et l'économie. Pays réputé pour ses tendances affirmées en faveur du capitalisme, la libéralisation et la privatisation soutenues par les créanciers ont tout de même signifié la consolidation des anciens contrôles et même l'établissement de nouveaux (considérés paradoxalement comme un "mal nécessaire" pour l'ouverture de l'économie nationale)⁵⁴...

⁵² Ce soudain revirement de situation remet évidemment en question la plupart des conclusions et suppositions soulevées à la fin de mon mémoire de maîtrise, en donnant un sens nouveau à l'évolution actuelle !...

⁵³ mais au regard des décisions de la fin de l'année dernière, on peut s'interroger sur la teneur exacte de ce terme, qui ne semble avoir de sens que dans les textes et les résolutions avancées par le Gouvernement vis-à-vis du FMI et des principaux bailleurs de fonds (?...).

⁵⁴ voir à ce sujet LEHMAN, 1995.

b- De nouvelles stratégies pour une théiculture "ajustée" ?

Au regard de tous ces changements il paraît difficile de prévoir les attitudes des petits exploitants, mais nous pouvons d'ores et déjà imaginer qu'elles mettront inmanquablement en lumière les disparités -auparavant voilées- qui existent entre les planteurs, voire **exacerberont les diversités en révélant des stratégies variées en fonction des objectifs et des moyens de chacun...** Les implications de ces évolutions sur le district, sur ses habitants⁵⁵, sur l'utilisation des terres, sur les productions agricoles commercialisées (etc) ne semblent par conséquent pas faciles à cerner. Néanmoins, face à ces nouveaux problèmes à gérer, de nouveaux choix s'effectuent petit à petit en faveur de l'élaboration d'un autre modèle, d'une sorte de **théiculture "ajustée"**.

De fait, le thé cesse pour certains de se présenter comme une priorité, cela se vérifie pendant les discussions informelles avec cultivateurs : ils commenceraient donc à moins placer leur confiance dans cette culture, mécontents des services et des prix de la KTDA⁵⁶, mais aussi peu rassurés par le contexte de désengagement de l'Etat. Esquissant une stratégie de repli, en reléguant souvent le thé au second rang et en se contentant d'une économie de "cueillette", les paysans avouent instaurer des formes de **diversification** en se consacrant plus nettement à d'autres activités.

Parfois, ils négligent leurs parcelles de thé au profit d'autres cultures de rente (café, canne-à-sucre ou horticulture par exemple)⁵⁷, mais d'une manière générale

⁵⁵ parmi les ruraux de Kericho, ceux concernés par la culture du thé représenteraient plus du quart de tous les petits exploitants (recencés comme chefs de famille possédant un titre de propriété).

⁵⁶ et ceci malgré une augmentation des premiers versements, qui sont passés en novembre 1997 de 4,5 à 6 Ksh, accompagnant les mesures de restrictions des ventes aux *estates*. En 1996, le paiement moyen total s'élevait à Kericho à 12,5Ksh/kg de feuilles fraîches livrées, or cela correspondrait tout de même à environ 70% du prix de vente mondial, ce qui semble relativement appréciable comparé à la situation du prix de retour au cultivateur pour d'autres cultures d'exportation ou d'autres pays...

⁵⁷ Rappelons que la culture du thé est très réglementée et surveillée : sa plantation et son exploitation exigent des licences, les plants sont ensuite protégés de l'arrachage par des lois l'interdisant. Mais c'est

l'élevage bovin laitier est largement privilégié comme solution de remplacement. Bien sûr les cultures vivrières marchandes prennent parallèlement une importance grandissante (maïs, pommes-de-terre, blé, haricots, tomates, bananes, oranges, etc., et notamment en direction des marchés urbains, mais il faut tenir compte de restrictions climatologiques locales quant au maraîchage). Toutefois, les projets semblent de plus en plus se tourner vers des activités non-agricoles (celles-ci correspondraient en fait à plus du quart des projets d'investissement des petits exploitants interrogés pendant les enquêtes de terrain de 1997...). Ce sont surtout les jeunes cultivateurs qui orienteraient leurs choix vers les occupations plutôt extérieures à l'exploitation : comme les achats d'un véhicule de transports (*matatu*), d'un petit stand commercial (boucheries, épiceries), de terrain ou logement à louer en ville⁵⁸...

une culture relativement "flexible" qui autorise un certain laisser-aller du cultivateur et certains "ajustements" en fonction de ses stratégies adoptées; celui-ci peut donc envisager de la négliger quelque peu pour s'y consacrer de nouveau ultérieurement (même si les méfaits sont alors de taille sur les rendements)...

⁵⁸ Pour de plus amples informations sur les conditions d'organisation de la filière-thé à Kericho (présentation plus précise des *smallholders* et de leurs exploitations), les questions liées à l'organisation du travail théier sur la *shamba* (calendrier agricole, appel au salariat, etc), ou encore les hésitations provoquées par la libéralisation, voir BROUILLET, 1997.

* * * * *

... en guise de conclusion...

Les exploitants sembleraient alors vouloir tisser petit à petit des liens (de nature commerciale...) avec le principal marché urbain de la zone : la ville-même de Kericho, qui pourrait par ailleurs remplir un rôle de ville-relais entre le district et le reste du pays, par sa fonction de centralisation et de (re)distribution si les débouchés sur place ne sont pas suffisamment attrayants...

Les choix opérés par les planteurs théiers (et notamment ceux ayant trait à l'intensité de la force de travail et des soins consacrés au thé, ou concernant l'orientation des investissements sur ou hors exploitation) correspondraient alors à des calculs économiques guidés par la présence d'une culture souple offrant des alternatives; ils dépendent aussi et surtout de la nature de la ville de Kericho (et de sa position géographique par rapport à d'autres villes dynamiques) et de son éventuel rôle-moteur...

Il paraît relativement **difficile a priori pour les *smallholders* de Kericho de délaisser totalement et définitivement le thé**⁵⁹...

⁵⁹ Celui-ci donne effectivement l'opportunité d'obtenir tout de même des revenus non négligeables, et surtout assurés tout au long de l'année ; puisque la production ne s'interrompt jamais, selon des cycles de cueillettes recommençant environ tous les 10 jours, et avec une garantie d'achat assurée par la KTDA qui s'engage à traiter le thé paysan (sécurité estimable).

En outre, la localisation du district ne l'empêcherait-elle pas d'envisager une commercialisation des vivres à grande échelle pour approvisionner les grandes villes du pays (ce qui pourrait être présenté comme une alternative rentable), car sa situation un peu à l'écart des grands circuits le pénaliserait face à la concurrence d'autres zones maraîchères d'ores et déjà spécialisées autour de Nakuru (blé, maïs, production laitière) et d'Eldoret (blé, fruits et légumes) par exemple, avec lesquelles il risque d'être difficile de rivaliser. Les marchés réellement moteurs et attrayants sont loin et déjà bien organisés : Nairobi par exemple n'étale pas vraiment sa sphère d'influence jusqu'à Kericho pour les produits qu'il offre en surplus (maïs, ananas), le pays Kikuyu et la côte étant ses principaux bassins d'approvisionnement. Quant aux villes de Nakuru, Kisumu, Eldoret, ou Kitale, etc., elles semblent aussi avoir déjà bien polarisé les espaces avoisinants (?).

PARTIE 3 :

POUR UNE APPROCHE DES RELATIONS ENTRE LES EXPLOITANTS THEIERS ET LA VILLE DE KERICHO

Partie 3 :

Pour une approche des relations entre les exploitants théiers et la ville de Kericho

Après ces rappels sur la zone théière du district de Kericho et la situation des exploitants concernés par cette culture de rente, nous en arrivons enfin à envisager le type particulier de relations que ces derniers peuvent entretenir avec la ville. Nous nous attacherons dans un premier temps à décrire quelque peu la ville et les "sentiments" qui sont nourris à son encontre, puis nous tenterons de cerner comment se manifestent les liens ville-campagne.

Ceci nous permettra d'aborder en priorité la **relation entre Thé et Kericho Town** : Existe-t-il de quelconques influences réciproques notables entre cette culture commerciale et l'urbanisation du district ? Qu'advient-il de la ville alors que la filière qui l'aurait créée, lui aurait donné une certaine "identité" (et la ferait vivre ?) se structure ? Qu'en est-il exactement des synergies entre ville et campagne quand Kericho Town paraît si peu intégrée à l'agro-industrie théière ?...

La théiculture et ses systèmes d'encadrement (que ce soit par les compagnies ou la KTDA) semblent a priori peu propices à l'urbanisation de cette zone fortement peuplée à l'habitat dispersé; or le thé aurait pourtant été en partie à l'origine du développement de Kericho Town (sans que cette-dernière ne s'implique directement et fortement dans la filière-thé)...

Chap. 1. La ville de Kericho et sa perception

Nous rappellerons d'abord l'importance que revêt la ville dans le district qui porte son nom : importance "physique" numérique grâce à l'analyse de la croissance de la population urbaine, mais aussi importance "symbolique" grâce à l'approche du culturel et du psychologique -aspects essentiels des relations. Puis, nous chercherons dans les autres chapitres à évoquer les divers échanges entre le chef-lieu et son arrière-pays théier, par l'intermédiaire des paysans-plantiers "théicoles" (les modes de relations et les moyens utilisés), afin d'en saisir finalement les originalités et les évolutions dans un contexte particulier...

1. Une ville administrative coloniale.

a- L'histoire de son émergence et de son affirmation

La ville de Kericho fut créée en 1902 par l'administration coloniale comme poste de sentinelle avancé du contrôle britannique. Ainsi, la vocation première de cette nouvelle ville aurait été de servir de ville-tampon à des fins de pacification dans une zone apparemment tourmentée par des querelles ethniques entre les Kipsigi et leurs voisins. Le nom même de *Kericho* viendrait selon toute vraisemblance de celui d'un chef maasai (Ole Kericho), tué lors d'une bataille contre les Kisii au 18^{ème} siècle pour gagner des terres...

Elle fait donc partie de ces villes fondées pour des raisons purement administratives en tant que *Bomas*, et sans réelles bases économiques a priori : n'étant pas desservie par le chemin de fer, elle se distinguait des "*rail centers*" (qui pourtant représentaient encore 90% des villes en 1962).

Sa croissance fut ensuite (pendant l'entre-deux guerres) **largement influencée par la très forte présence de non-Africains** dans la zone. En fait, ce ne sont pas réellement (ou uniquement) les Européens qui sont à l'origine du premier essor de Kericho Town⁶¹ : la quasi totalité des *settlers*, exploitants agricoles, ne résidait pas en ville mais sur de grands domaines réservés. Ce sont surtout les commerçants orientaux (Indiens et Arabes) qui ont très tôt constitué la population la plus affluente en ville, attirée par les perspectives de satisfaction des besoins des nombreux colons.

Le poids de leur présence se traduit par un impact positif sur les activités commerciales dans tout le district (nombre de *dukas* et de marchés importants⁶², notamment spécialisés dans la vente de bétail, et avec des quantités de produits collectés en augmentation). Le développement de ce commerce particulier (et son rapprochement des populations locales, de plus en plus concernées), et donc la mise en place progressive d'un réseau de communication dense (extension du réseau ferré avec de nouvelles lignes, constructions de routes comme celle reliant Kericho Town à Kedowa, mise en place de lignes de bus), ont en fait joué un grand rôle dans la création et les évolutions de la hiérarchie urbaine de la zone...

Mais surtout, il semblerait que ce soit la **mise en place d'une culture théière de grande envergure** dans le district dans les années 1920 puis sa commercialisation -grandes superficies de thé et construction d'usines très près de la ville de Kericho- qui ont le plus décidé du développement urbain du district (et de la ville-même de Kericho). Par conséquent, il existe sans doute une sorte de concordance des temps entre les croissances agro-économique et urbaine⁶³...

⁶¹ La ville de Kericho est la seule à mériter le qualificatif de "Town" au sein du district. Pour plus de clarté dans la suite de l'exposé, nous l'ajouterons autant que possible quand il s'agira d'envisager la ville. En revanche, si ce dernier n'est pas mentionné, c'est que nous pensons plutôt au district...

⁶² En 1924, et alors que de nouvelles "frontières" délimitent un nouveau district de Kericho (en séparant Nandi de Kericho qui auparavant constituaient à eux deux l'ensemble de Lumbwa nord et sud), on recensait deux *townships* (les villes de Kericho et Sotik), huit *trading centers* actifs, plusieurs marchés périodiques (surtout pour le commerce du maïs et des peaux) et d'autres marchés ruraux africains (survivance des petits marchés inter-ethniques épisodiques)...

⁶³ Ne pourrait-on d'ailleurs pas établir une corrélation très étroite entre l'urbanisation de Kericho et les cours du thé ? Quand on songe que l'économie y est largement influencée par l'économie de plantation, il

En tous cas, l'urbanisation de la principale ville du district a connu un véritable essor grâce à l'industrie théière, à l'instar d'autres villes qualifiées alors d'agrotowns ⁶⁴. OBUDHO affirme même que "*l'importance de Kericho, de Sotik et des centres qui leur étaient associés était uniquement basée sur l'industrie théière*" et que "*la conséquence immédiate de l'expansion de l'industrie théière fut une migration de masse vers la ville de Kericho*" ⁶⁵...

Un premier développement accéléré eut lieu entre les deux guerres, puis simultanément et consécutivement à la Seconde Guerre Mondiale, alors que l'augmentation des prix agricoles bénéficiait à l'expansion urbaine (grâce à des activités marchandes exacerbées)⁶⁶. Les *squatters* participèrent au premier phénomène de péri-urbanisation, puis (suite à l'importante croissance économique favorisant les mobilités) des migrations en chaîne sont venues gonfler les effectifs de la ville et des centres voisins. Etant surtout asiatiques au début, les migrations d'installation en ville deviennent au fil du temps le fait d'Africains (surtout dans les années 1960, parallèlement aux changements politiques, alors que les non-Africains s'éclipsent).

b- Un profil rapide de Kericho Town

Alors qu'elle n'en comptait que 305 en 1912, le recensement de 1989 dénombrait 48 511 habitants, ce qui place ce chef-lieu en dixième position sur la liste des plus

scrait probablement intéressant d'étudier précisément les niveaux de production et de prix du thé en les comparant avec les chiffres de croissance urbaine...

⁶⁴ C'est-à-dire dont la création et la croissance reposent en partie sur des cultures commerciales décisives (coton, café ou thé par exemple). La très modeste base économique initiale de la ville dépendait donc surtout d'exploitants non-Africains.

⁶⁵ "*Importance of Kericho and Sotik and their associated trading centers was based solely on the tea industry (...) The immediate result of the expansion of the tea industry was a mass migration to Kericho township and the neighboring trading centers*", l'auteur ajoute que pendant l'entre-deux-guerres : "*Butcheries and tearooms served the crowds who gathered on market days. As the time went by, grass shelters were rebuilt in brick or stone, provision stores appeared and business extended from market days throughout the week. The first local bus began to link country districts, defining the centers of trade*". in OBUDHO, 1976.

⁶⁶ "*World War II thus directly helped in the development of urbanisation in Western Kenya. Kericho district benefited from the war because of the assured high prices for its agricultural products*" in OBUDHO, 1976.

grandes villes kényanes (et en quatrième position au sein de la province de la Rift Valley). Nous pouvons nous référer aux tableaux ci-joints (n°5-6-7-8) afin d'observer le rythme de croissance de Kericho Town depuis 1948 et d'en saisir les principales caractéristiques.

Tableau n°5

Taux de croissances urbaines comparés (en %)

	Kericho Town	Moyenne nationale
1948-1962	6,4	6,2
1962-1969	4,0	4,0
1969-1979	10,7	15,2
1979-1989	4,9	5,2

Sources : A-S Brouillet, d'après Kenya Population Census 1969, 1979, 1989, et OBUDHO, 1990.

Une tendance semble se dégager de ce tableau : la franche et récente diminution de la croissance urbaine relative de Kericho Town. Les deux derniers recensements montraient déjà une certaine perte de vitesse par rapport aux chiffres moyens kényans. Or, les dernières données datent désormais d'une dizaine d'années. On peut donc raisonnablement supposer que les taux de croissance de la ville de Kericho sont encore (et plus que jamais) marqués par un net ralentissement.

Mentionnons de plus que, selon OUCHO, plus de la moitié des migrants installés dans la ville de Kericho en 1985 avaient d'abord effectué des migrations dans d'autres grandes villes : mais les gros problèmes de chômage urbain les avaient ensuite incités à choisir la destination d'une "île économique rurale" en se rabattant sur Kericho⁶⁷...

⁶⁷ Profitons-en pour signaler que les mouvements de population sont relativement appréciables dans le district, tout comme dans le reste de la Rift Valley (qui par ailleurs est l'une des provinces les plus attractives en termes de migrations). Le solde migratoire y est tout de même rapporté comme légèrement déficitaire en 1989, Kericho serait donc recensé comme une zone de départs des tranches d'âges correspondant à la population active (massifs en valeur absolue, mais en valeur relative le solde migratoire n'est que faiblement négatif, car Kericho est doté d'une importante population). Ces départs

Tableau°6

**Evolution de la structure par sexe de la population urbaine
de Kericho Town**

	1979	1989
Hommes	16 415	26 661
Femmes	13 188	21 850
Sexe ratio	124	122

Source : A-S Brouillet, d'après Kenya Population census 1979 et 1989.

Kericho Town possède les mêmes caractéristiques que les autres villes kényanes quant à la constitution de sa population car la distribution hommes/femmes est plutôt en faveur des hommes. On constate cependant, à l'image des autres centres urbains, la réduction des différences par sexe : l'écart s'amenuise (le ratio de 1962 était d'ailleurs de 140), avec un poids relatif des femmes dans la population urbaine de plus en plus important. Ce-dernier est dû aux générations proprement urbaines, aux migrations d'installation familiales et à quelques migrations de femmes seules à la recherche d'un emploi en ville...

Tableau°7

Structure par âge de la population en 1989

(en % de la population urbaine de Kericho Town,)

Moins de 15 ans	41,6 %
15 à 64 ans	57,3 %
65 ans et plus	1,1 %

Source : A-S Brouillet, d'après Kenya Population Census, 1989.

sont presque compensés par de nombreux retours, ainsi que par des arrivées (souvent moins à caractère permanent, car peu d'installations, rurales en tous cas, sont possibles étant donnée la rareté des terres disponibles; que liées au travail agricole saisonnier et donc essentiellement masculines). Voir GOLAZ, 1997.

Le plus gros pourcentage correspond évidemment aux classes de la population active. Notons la très faible part de population âgée résidant dans la ville de Kericho. En effet, la répartition par âge au niveau du district dans son ensemble montre que les plus de 65 ans représentent alors près de 2,8 % des 900 934 habitants totaux⁶⁸. Ceci confirme ce que nous avons souligné au sujet des migrations de retour : autant que possible, la retraite se fait en milieu rural...

Tableau n°8

Niveau scolaire des habitants de 25 à 30 ans de Kericho Town

(en 1989, en %)

	Hommes	Femmes	Total
Aucun	4,5	15,2	9,1
Primaire	5,7	10,2	7,7
Secondaire	32,2	30,1	31,2
Au-delà	47,1	34,4	41,6
NS	10,5	10,1	10,4

Source : A-S Brouillet, d'après Kenya Population Census, 1989.

Ces quelques chiffres sur le niveau d'éducation formelle reçue par les citadins de la ville de Kericho appuient l'idée émise selon laquelle les urbains (et notamment le flot de migrants qui aident à la croissance des villes) ont généralement un niveau scolaire plus élevé que les ruraux... Kericho Town ne déroge donc pas à la règle et s'inscrit tout à fait dans le schéma décrit précédemment, près des 3/4 de sa population ayant un niveau au moins égal au Secondaire.

⁶⁸ cf. d'après GOLAZ, 1997.

2. Des sentiments mêlés.

a- Crainte et envie

Les ruraux, et en particulier les exploitants théiers, ont une vision de la ville très mitigée : il semblerait que leurs sentiments à son égard soient en fait partagés entre l'envie et le rejet. Bien évidemment, la ville incarne en premier lieu l'endroit où sont concentrés les biens et les services, où l'on peut trouver une solution à la pauvreté en imaginant la richesse et la réussite des habitants (admiration envers des citadins souvent cosmopolites et éduqués, adeptes des loisirs et des produits de consommation "tape-à-l'oeil"). Sans oublier un certain air de "liberté" qui s'en dégage...

Nous n'insisterons pas plus sur les "lumières de la ville" qui les fascinent, en revanche nous pouvons nous pencher sur ce qui peut a priori dissuader les paysans de s'y rendre ou de s'y attarder.

Car, néanmoins, les quelques attraits présentés ci-dessus ne suffisent pas vraiment à mobiliser les paysans pour une éventuelle installation en ville : c'est que la forme d'admiration que cette dernière suscite se trouve vite confrontée à un refus du mode de vie qu'elle sous-entend. Les gens de l'arrière-pays ont alors des difficultés à s'identifier aux citadins et à se projeter dans leur situation (pourtant jalouée pour certains aspects). En effet, le premier inconvénient évoqué se rapporte à la sécurité de l'autoconsommation qui y paraît moins évidente qu'en campagne : la satisfaction des besoins passant quasiment toujours par des dépenses en numéraire (achats indispensables qui, au bout du compte, rendent la vie très coûteuse, ce qui amène parfois les exploitants à plaindre les citadins et leur condition...).

De plus, une autre image négative, tout aussi importante et répandue s'en dégagerait : des craintes résident dans le fait que l'on y côtoie beaucoup de monde et que par conséquent on risque plus fréquemment d'être confronté à des voleurs. Rappelons

que pendant la période que l'on appelle maintenant le "*Boom Time*"⁶⁹, les voleurs et escrocs en tout genre prospèrent à Kericho, profitant de l'euphorie générale (et abusant de la faiblesse des hommes qui restent plusieurs jours en ville sans dessaoûler avec en poche le fruit d'un an de travail !...).

Ainsi, dans le même ordre d'idées, il est courant d'entendre les ruraux classer les personnes jugées désagréables ou marginales dans la catégorie des "gens de la ville", avec plus ou moins de dédain ou d'indulgence à titre de justification de leur comportement... La ville se présente de surcroît pour certains comme un espace où on laisse libre cours à la "débauche". Ce serait le lieu où le danger de rencontrer des "*lost*" ou des "*spoiled*"⁷⁰ serait le plus prégnant (on y voit des hommes ivres, des femmes dans des bars en pantalons, alors que la plupart des nouvelles églises protestantes interdisent la consommation d'alcool, etc).

b- La campagne : un refuge

On peut d'ailleurs s'interroger sur la part d'influence que peut revêtir la religion (sous la forme d'églises et de sectes variées) dans ce type de réflexions : très implantée en milieu rural, on peut se demander dans quelle mesure ses représentants ne cherchent pas à dissuader les fidèles de se tourner vers une vie urbaine moderne et peut-être moins guidée par la foi ? Les modes de vie citadins s'éloignent de fait de la plupart des traditions rurales⁷¹...

⁶⁹ moment particulièrement craint par les épouses des *smallholders* (!), c'est l'époque du versement des "bonus" en fin d'année : le paiement annuel de réajustement aux prix du marché international pour les récoltes de thé des exploitants. Il génère des instants très spéciaux dans la vie du district où les bars et hôtels de la ville sont pris d'assaut par les agriculteurs théiers pendant plusieurs jours !

⁷⁰ les "perdus", les "gâchés", termes à connotation plutôt religieuse faisant généralement référence aux textes sacrés des églises locales...

⁷¹ Mais on peut toutefois souligner le fait que les églises (et notamment celles de confession protestante) sont parfois le seul point de repère que les nouveaux migrants trouvent en ville : elles peuvent se présenter comme l'unique façon au début d'assurer un certain lien avec le milieu d'origine (par le biais de l'accueil dans une paroisse, de l'existence d'un réseau de connaissances des pasteurs aussi bien dans les mondes ruraux qu'urbains), de se forger une nouvelle identité de citadins en rapport avec leur appartenance religieuse, et de s'insérer et s'adapter plus aisément en ville. Les pratiques religieuses se révéleraient alors à la fois comme un facteur d'intégration à la ville, et comme une source de méfiance (et de surveillance) par rapport à cette dernière...

Quoi qu'il en soit, donc, comme le dit avec insistance le fameux dicton kényan (que les Kipsigi n'ont pas manqué de répéter) : "*East or West, Home is Best*" !!! Et ce que nous avons pu observer dans la première partie à propos des migrants et du rapport à la terre au Kenya est tout ce qu'il y a de valable à Kericho : très fort attachement au foyer rural et incontestable fierté de la *shamba* (et des parcelles de thé) qui demeurent par conséquent les principales références et incarnent une sécurité à conserver à tout prix, ainsi que l'élément de base d'une forte identité en tant que "*tea farmer*"... Ce qui, en d'autres termes, appuie l'idée qu'au Kenya il existerait de façon très marquée ce qu'ANDREASEN qualifie "d'importance idéologique et de sanctification" de la propriété foncière rurale⁷², traduisant la spécificité de la relation psychologique personnelle à la terre (et peut-être encore plus dans le cas de la culture pérenne qu'est le thé...).

Il existe un paradoxe majeur dans le lien entre le thé et l'urbanisation. Le thé peut effectivement représenter à la fois un facteur dynamisant la ville⁷³ et un élément qui "l'étouffe"...

En effet, la culture du thé induit un attachement à la terre (identitaire et sécurisant), qui peut inciter à **retenir les agriculteurs en campagne**⁷⁴. Plus encore, il faut surtout insister sur le fait que **les superficies de thé empêchent d'une certaine manière l'urbanisation physique**. L'arrachage des plants est illégal, donc l'expansion du centre urbain, cerné par cette culture, est ainsi fortement limitée dans l'espace. Les exploitants hésitent aussi à se séparer d'une activité agricole qui, malgré les difficultés de la filière, reste à l'origine de revenus relativement importants et sûrs. L'urbanisation en nappe devra donc se transformer en un genre de mitage diffus en s'intercalant entre les champs...

⁷² "*Sanctity and ideological importance of land ownership in Kenya*" (ANDREASEN, 1990).

⁷³ comme nous le supposons au sujet de l'émergence de la ville de Kericho, et comme nous le verrons ultérieurement à propos des vecteurs de liaisons affirmées...

⁷⁴ N'oublions pas que le phénomène de plantation est antinomique avec la ville : même s'il a favorisé l'émergence de la ville, le thé n'y justifie pas vraiment des concentrations ni des exodes. En effet, la nature-même du produit, de sa production et de sa transformation exige transport rapide, usines proches et encadrement spécial, contraintes du calendrier de travail, etc. (cf. BROUILLET, 1997).

Chap. 2. Les relations avec le centre urbain

Si nous devons énumérer successivement les formes de relations, rappelons qu'elles peuvent d'abord être de type "**démographique**", lorsqu'il y a installation (temporaire ou permanente) en ville. Nous les avons d'ores et déjà évoqué en partie avec le rappel des phénomènes migratoires qui ont participé à la croissance de Kericho Town⁷⁵. Il faudrait encore examiner des chiffres récents et détaillés pour déterminer l'origine des citadins (urbaine ou rurale) et retracer leurs parcours, puis établir avec précision la composition (ethnique) de la population urbaine, de manière à trouver la part qu'y représentent les Kipsigi du district (d'origine rurale). Il semblerait toutefois que ces derniers ne soient pas très nombreux puisque la première impression (à vérifier par des enquêtes de terrain) est que les résidents de la ville viennent en général d'assez loin : fonctionnaires de tous horizons mutés dans le district, businessmen et entrepreneurs kikuyu de la province centrale, commerçants kamba, luo ou luhya, etc... La plupart des ruraux rencontrés ayant un emploi urbain (dans les diverses administrations ou les commerces) ont déclaré faire des allers-retours selon un système pendulaire. En effet, les logements en ville sont relativement onéreux, et à moins d'y être obligés quand les trajets sont trop longs et coûteux, ils préfèrent retourner vivre sur leur petite *shamba*.

Nous avons aussi déjà quelque peu abordé les relations "**sociales**" qui peuvent exister par le biais des différentes solidarités. Il s'agit par exemple des entraides familiales et/ou ethniques (en ville et à la campagne) : elles se manifestent par l'accueil de parents proches, ou sous forme de divers présents pendant les visites des uns et des autres, ou

⁷⁵ Nous pouvons rappeler qu'en 1969, 58% de la population urbaine de Kericho Town était bantou, 35% était nilotique, hamitique ou nilo-hamitique (ces derniers à hauteur de 22%, groupe dont font partie les kipsigi), moins de 10% était asiatique, et 1% seulement était européenne. Un peu moins de 40% des citadins étaient nés au sein du district (plus 7% dans la province de la vallée du rift), mais une grosse moitié provenaient d'autres régions du Kenya plus lointaines (voire d'autres pays). Sans oublier la prise en compte actuelle des flux inverses de départ des citadins et de leur installation dans la campagne de Kericho (?)...

encore par l'envoi de mandats postaux par exemple. Le système particulier des *Harambee* est aussi un facteur de liaisons ville-campagne au Kenya grâce à des regroupements -citadins et ruraux rassemblés- pour soutenir financièrement des communautés ou des particuliers (dans le but de les aider à des entreprises aussi variées qu'un départ à la retraite, l'envoi d'un étudiant à l'étranger, l'entretien et la construction d'une église ou d'un centre de collecte de thé, etc.).

Et enfin, nous avons envisagé les relations "**culturelles**" à travers la vision de la ville qu'ont les ruraux...

Il existe en fait une indéniable imbrication des activités de la ville et de la campagne, ainsi que des liens étroits entre dynamiques rurales et urbaines... Il est temps désormais d'analyser ce qui motive les principaux échanges courants, et les facteurs qui facilitent leur déroulement.

1. Les circuits commerciaux

Ce sont probablement les échanges économiques marchands qui sont à l'origine du plus grand nombre de rencontres entre citadins et ruraux ainsi que d'allers-et-venues entre le chef-lieu et son arrière-pays : ils représentent manifestement la première raison des rapports réguliers entretenus entre ville et campagne.

Nous tenterons d'en saisir les principales composantes (dans la mesure de nos moyens, c'est-à-dire principalement à travers les observations et remarques faites sur le terrain), à savoir les lieux d'échanges et les acteurs. Les données dont nous disposons sont encore faibles, et une étude plus poussée sur les caractéristiques du district mériterait d'être réalisée. Il serait en effet utile de rassembler plus d'informations nécessaires à la compréhension de la teneur exacte de ces échanges dans l'espace et à une meilleure appréhension de leurs dimensions économiques et sociologiques...

a- De nombreuses places commerciales

Nous pouvons sommairement en distinguer deux sortes : celles qui sont permanentes, et celles qui ne sont que périodiques.

- les lieux permanents de transaction :

Les plus nombreux et les mieux répartis sur le territoire sont les *kiosks*. Ce sont des points de vente fixes, des stands, disséminés dans la campagne le long des chemins, dans les bourgs ruraux, sur les bas-côtés des routes et dans les rues de la ville. Minuscules étals et baraques de bois destinées à assurer des micro-ventes partout dans le district, tout le monde y a recourt quotidiennement pour l'achat de sacs plastiques, de friandises, de tabac et d'allumettes, voire pour quelques fruits ou légumes, etc (cf. Photo n°1). La ville (mais aussi quelques gros bourgs, en marge de leur marché) offre cela de plus qu'ils y sont souvent en quelque sorte "spécialisés" dans de menus services informels comme la vente de journaux, de cassettes audio, de bonbons et cigarettes, ou le cirage de chaussures et la coiffure en plein air (cf. Photo n°2).

Ensuite, mais seulement dans les grand centres et en ville, on peut s'approvisionner dans des *shops*. Ces boutiques construites en dur proposent des produits d'usage courant, alimentaires ou non, très variés : primeurs, farines, conserves, boissons, mais aussi pièces de tissu, etc. Souvent sont couplés à l'extérieur des artisanats de service tels les tailleurs; car d'une manière générale les fonctions de commerce et de production semblent faiblement différenciées, à l'image de la vente directe des producteurs agricoles ou des liens entre commerce et artisanat (confection, réparateurs et garagistes par exemple...).

Photo n°1



L'intérieur d'un *Shop* déjà très élaboré (puisque construit en dur) et fourni, avec de nombreux produits disponibles : farines, haricots, bonbons, mangue, sacs, bougies, lessive... et les petits paquets de thé !

Photo n°2



Stands à la périphérie de la place centrale de Kericho Town. Ces étals et les services qui leur sont associés (coiffeurs, cireurs...) restent à disposition tous les jours de la semaine (pas seulement les jours de marché)

Dans les magasins-*dukas*- des grossistes et détaillants urbains, on négocie principalement des biens manufacturés. Ces quincailleries et bazars sont parfois très spécialisés : véritables supérettes avec articles alimentaires, débits de tissus et distribution de vêtements, ou magasins de musique, d'intrants agricoles, de médicaments, etc.

La ville-même de Kericho posséderait approximativement 1800 boutiques et magasins recensés par le Kericho District Development Plan de 1994-96 (cf. Photo n°3). La plupart étant évidemment aux mains d'Indiens car, ainsi que dans le reste du pays, ce sont (encore) surtout eux qui détiennent les clés du commerce⁷⁶.

Enfin, nous mettons à part les bars et *hôtels* (en fait des restaurants communément appelés *Nyama choma*, c'est-à-dire "viande grillée"). Ce sont les seuls endroits où l'on puisse se restaurer : boissons (alcoolisées ou non selon les penchants religieux des patrons, sodas, thés), crêpes (*chapati*), beignets (*mandazi, samosas*) et plats cuisinés y sont offerts. Sans oublier les *butcheries*, uniques points de vente pour la viande⁷⁷, qui accueillent aussi des clients pour un repas. Profitons-en pour souligner que les préparations culinaires prêtes à être consommées sont quasi-inexistantes hors de ces quelques lieux de restauration : aucun plat cuisiné ne semble être préparé sur les marchés et rares sont les produits alimentaires valorisés (hormis les cacahuètes et épis de maïs grillés à manger sur place, ou parfois, mais seulement sur les petits marchés ruraux, l'*uji* ou *pooridge*...).

⁷⁶ Ce qui est la cause de nombreuses querelles et d'un indéniable sentiment de rivalité et de jalousie de la part des Kényans africains, nourrissant à l'égard des Asiatiques un ressentiment profond proche du racisme actif (qui, on doit le reconnaître est bien souvent réciproque...).

⁷⁷ Les produits frais d'origine animale sont quasiment introuvables sur les marchés (?). Produits laitiers, poissons, etc. sont disponibles seulement dans des boutiques spécialisés, sauf sur certains marchés de très grandes villes comme Nairobi, ou Kisumu près du lac Victoria, dans les espaces réservés et réputés que nous avons pu voir.

Photo n°3



Une rue du chef-lieu de Kericho. Hormis dans le centre ville et les plus grandes artères, il n'y a pas de macadam. On peut distinguer un grossiste, un *hôtel-butchery* (c'est-à-dire un restaurant), et un *matatu* ...

Photo n°4



Grand jour de marché à Kericho Town (un jeudi) : même les rues adjacentes à la place sont occupées par les commerçant(e)s. (Remarquons par ailleurs les tenues vestimentaires "citadines" ...).

- les marchés⁷⁸ :

Les marchés, lieux d'échanges de nature périodique, peuvent faire l'objet d'une classification selon qu'ils sont plus ou moins fréquents et fournis. Cependant des lacunes dans les données quantitatives nous empêchent de dresser une typologie exhaustive, c'est la raison pour laquelle nous nous contenterons de les distinguer selon leur récurrence.

Le District Development Plan de Kericho dresse une liste de 11 marchés "majeurs", dont les trois principaux appartiennent à Kericho Town, Londiani et Kipkelion, les trois centres urbains du district.

La ville de Kericho accueille trois fois par semaine un grand marché ouvert sur la place centrale qui s'étend sur les abords de la gare routière (cf. Photo n°4). A jours fixes (les mardis, jeudis et dimanches) il draine producteurs, commerçants (acheteurs et/ou vendeurs) et consommateurs -venant pour certains de loin, au-delà parfois des limites du district.

Nous pouvons supposer que les marchés ont aussi lieu plusieurs fois par semaine dans les deux autres villes citées; mais les marchés restants -en milieu rural- ne sont en tous cas qu'hebdomadaires. Ils se font un jour précis dans la semaine (par exemple Kapkatet le mercredi, Roret le jeudi, Kapsoit le vendredi, etc.), de manière à permettre aux marchands d'être présents sur les différentes places en effectuant des rotations suivant les jours. Parmi ces huit autres marchés importants reconnus, six se trouvent dans la grande zone théière (dans les gros bourgs et dans les petites agglomérations aux carrefours routiers, cf. Photo n°5). Fidèles au principe du "*tarmac bias*", ils doivent être aisément accessibles et bien desservis (cf. Carte n°8); c'est la raison pour laquelle on peut

⁷⁸ Les ventes (directes ou non) sur les marchés locaux paraissent a priori beaucoup plus répandues que les ventes directes aux champs. Il faudrait cependant procéder à quelques enquêtes pour déterminer quels sont les producteurs qui vendent à partir de leur *shamba* et quels sont ceux qui se déplacent (et sur quelles distances)...

aussi voir quelques autres petits marchés de moindre ampleur répartis dans la campagne le long des voies de communication.

On y échange en premier lieu un large éventail de productions agricoles vivrières tels que maïs, haricots, pommes-de-terre, choux, *sukuma-wiki* (sorte d'épinards), tomates, oignons, ou encore bananes, mangues ou oranges... Mais il y a aussi des articles manufacturés divers : vêtements neufs ou d'occasion (*mitumba*), ustensiles de cuisine et autres objets à usage ménager, pièces mécaniques, etc. Dans l'ensemble, on peut dire que les volumes commercialisés par chacun sont plutôt médiocres (cf. Photo n°6); le montant des transactions sur le marché rural variant sensiblement en fonction de la distance à la ville, de l'enclavement relatif par rapport aux voies de communication, et du volume des récoltes pour les denrées (incidences climatiques)...

b- les acteurs, les enjeux...

Ce rapide état des lieux nous incite à nous poser quelques questions sur l'ampleur du commerce (et notamment du vivrier) au sein du district et sur ses impacts sur les relations entre les exploitants théiers et Kericho Town. Aucune étude n'a apparemment été réalisée sur ce sujet; or pour de plus amples recherches il faudrait réunir des renseignements (grâce à des enquêtes quantitatives et qualitatives sur les différents marchés où sont présents les théiculteurs) sur les provenances et les destinations des produits, sur la valeur et le volume des transactions, sur les budgets et les consommations de chacun, etc.

Y a-t-il vraiment un **essor du maraîchage** dans la zone théière ? Correspondrait-il dans ce cas à un mode de sécurisation alimentaire de la part des exploitants, à une reconversion face à la crise de la filière-thé ou à une réponse à une potentielle augmentation des débouchés urbains ?

Photo n°5



Un marché rural en zone théière. Kapsoit est un centre relativement important pour le marché au bétail; c'est principalement à cet endroit que s'approvisionnent les boucheries et les restaurants de Kericho Town.

Photo n°6



Ces exploitantes théières sont venues vendre leurs surplus au marché de Roret : maïs, bananes, oignons, sukuma, haricots (etuji). Elles retourneront sur la *shamba* après avoir effectué quelques achats...

(son, au moins...)

Les suppositions et les conclusions en rapport avec ces quelques questions permettraient de mieux envisager les stratégies de chacun (en fonction de ses moyens, de ses objectifs et de ses priorités relatives à la confiance portée envers le thé et/ou envers les perspectives d'activités tournées vers la ville).

En effet, il serait sûrement révélateur de chercher à évaluer par exemple la part que réservent les *smallholders* à l'**autoconsommation** par rapport à leurs productions de vivres. L'autoconsommation s'est-elle réduite du fait de l'ancienneté de l'ouverture à l'économie de plantation, ou au contraire a-t-elle pris de l'ampleur ? Parallèlement, quelles ont été les tendances vivrières : évolutions des productions ? des superficies ? de l'intensité accordée à la production ? Ceci nous permettrait de déterminer l'importance que peut revêtir à leurs yeux le vivrier-marchand dans le district, et de tenter d'établir s'il existe une quelconque évolution dans les ventes de surplus (volumes et destination). Car il se pourrait que ces derniers, face à la conjoncture difficile de la filière-thé, soient de plus en plus sensibilisés par la vente de cultures vivrières pour alimenter le marché urbain de Kericho Town entre autres...

Ceci pourrait se révéler être une activité de substitution rentable, car les débouchés sembleraient a priori assurés. Quelle est exactement la place des denrées vivrières produites localement dans la consommation urbaine du chef-lieu (en tenant compte des éventuelles cultures des citadins et des produits offerts pendant les visites) ? Les habitudes quant aux pratiques culinaires observées dans la ville demeurent manifestement très proches de celles de son arrière-pays⁷⁹. Selon les rapports gouvernementaux, le district ne serait auto-suffisant que pour le maïs et les ananas (ainsi que la viande et le lait), d'importantes quantités d'autres vivres étant nécessairement importées des districts voisins pour pallier les manques (en blé, pommes-de-terre, haricots, tomates, etc.). On est alors en droit de se demander si ces importations régulières ne traduisent pas le peu

⁷⁹ Aussi bien dans les *hôtels* que chez les particuliers, on retrouve toujours la même base. Les plats se résument le plus souvent à : de l'*Ugali*, des préparations à base de maïs, de *sukuma* et de haricots, ou des *chapati* (crêpes d'origine indienne à partir de farine de blé). Peut-être la viande est-elle cependant plus présente dans les repas citadins (poulet, chèvre et boeuf), ainsi que les frites, le riz et le pain de mie.

d'intérêt que portaient jusqu'alors les agriculteurs au développement du vivrier-marchand, en ne se consacrant qu'à une économie de plantation théière sûre et relativement rémunératrice⁸⁰?

On peut aussi s'interroger sur la part que représente l'argent des vivres dans les revenus et les budgets (achat et vente), puis sur l'utilisation qui est faite des revenus proprement vivriers... Ces formes ponctuelles de spécialisation commerciale induisent de toutes façons des changements (qui traduisent des logiques économiques et sociales). Ainsi, elles participent peut-être un peu à l'affirmation des femmes en tant qu'agents économiques à part entière : le vivrier pourrait alors se révéler comme un autre moteur de transformations sociales. Ces dernières en effet, en étant les principales productrices et commerçantes des vivres sur les marchés locaux, ont alors accès à de petits revenus quotidiens qu'elles gèrent elles-mêmes (souvent en les dépensant immédiatement en de menus achats pour la cuisine et la maison); tandis que leur participation aux travaux liés à la culture du thé n'est que très rarement récompensée, puisque ce sont généralement les hommes qui touchent les paiements et en disposent...

De plus, les acteurs impliqués sont sans doute à examiner de plus près : existe-t-il beaucoup d'intermédiaires entre producteurs et consommateurs ? Un travail plus approfondi portant sur les marchands et les transporteurs, sur la longueur des circuits de commercialisation et les systèmes de collectes, aiderait à mieux saisir les enjeux liés au vivrier-marchand à l'interface ville-campagne (circuits courts, directs et locaux, ou au contraire longs et à longue distance, avec de nombreux acteurs; formations des prix; zones et produits privilégiés, etc). L'intervention de multiples négociants étrangers à Kericho et l'existence d'un commerce trans-district apparemment assez structuré, signalent-ils une forme de détournement des flux hors de Kericho ? Il semblerait en effet

⁸⁰ qui, rappelons-le, est rarement associée à d'autres productions puisque le thé tolère difficilement l'*intercropping*. On réserve donc plutôt des parcelles spécifiques pour chaque culture (à moins de n'avoir guère le choix, comme à Kisii, quand la pression foncière devient trop forte).

que de nombreux marchands viennent s'approvisionner sur les marchés ruraux de Kericho, et revendent ensuite les produits collectés dans les grands villes d'autres districts. On assiste (mais depuis quand ?!) à la présence et aux fréquentes visites de Luo venant acheter maïs et bananes -sur le marché de Kapsoit par exemple où ils ont leurs fournisseurs réguliers- pour les revendre à Kisumu.

Ainsi, en plus de la prise en considération d'une éventuelle conversion récente, il s'agit peut-être aussi d'envisager un changement de cadre spatial : différentes échelles s'emboîteraient alors pour constituer le développement d'un réseau marchand vivrier dans lequel les exploitants théiers surpasseraient leurs relations avec ~~la ville proche~~ de Kericho pour les étendre plutôt à d'autres centres urbains plus grands (tels Eldoret et Kisumu) ? On passerait donc d'un marché local à un marché national. Jusqu'à quel point Kericho Town représente-t-elle véritablement un marché profitable et rentable, alors que des circuits parallèles vers d'autres destinations urbaines plus lointaines et plus imposantes prennent de l'envergure ?

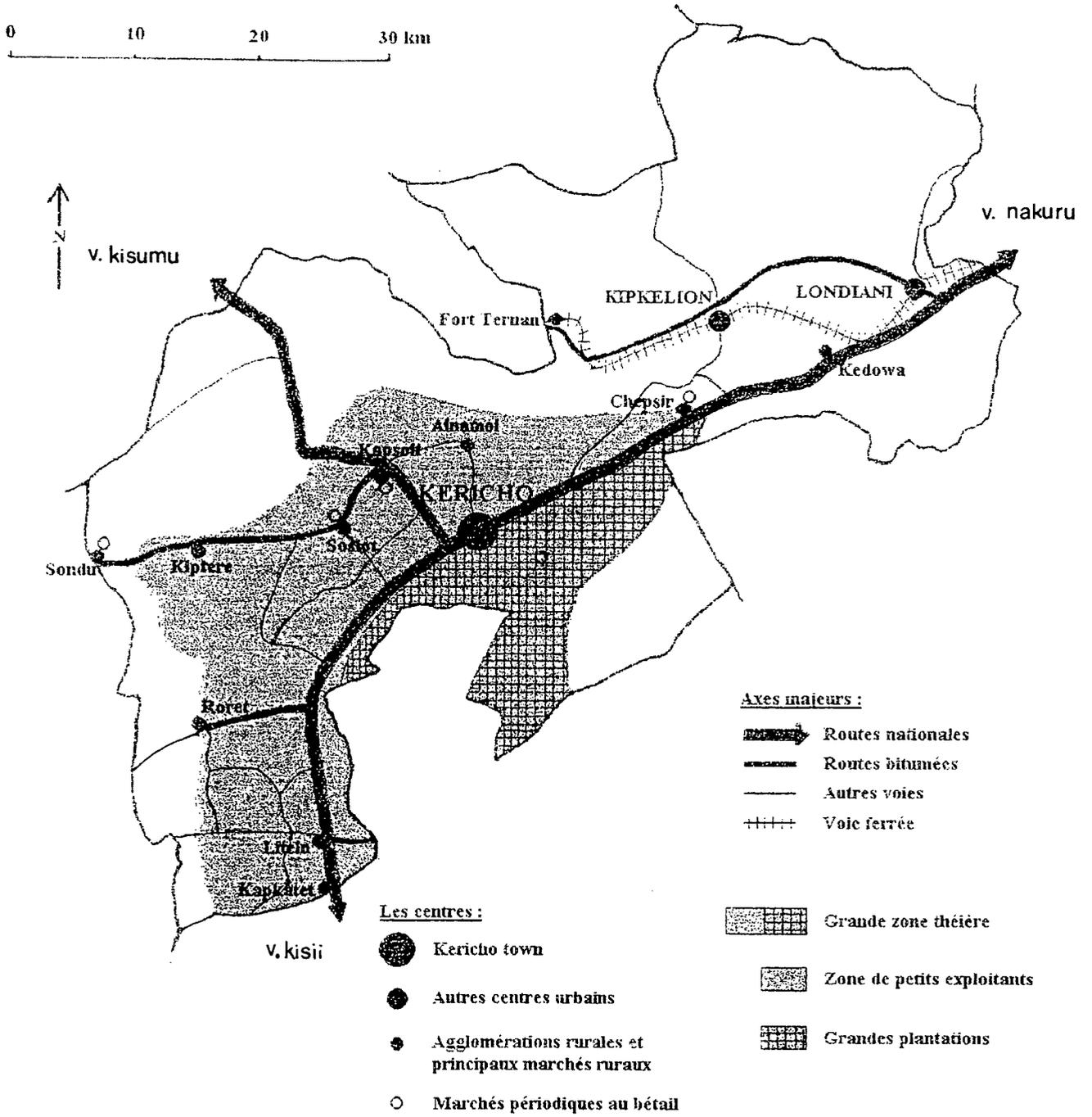
2. Les communications

Vecteur des flux et de l'ouverture du milieu rural et de l'urbanisation, le réseau de communications routières de Kericho mérite d'être enfin présenté.

a- Un réseau routier dense

Nous avons établi précédemment que le district bénéficiait d'un réseau développé (trame routière plutôt dense et de qualité), qui tend à rendre la circulation des personnes et des biens relativement aisée et permet des déplacements faciles aussi bien à l'intérieur que vers le reste du pays. Nous pouvons nous référer à la carte jointe (n°8) pour mieux en visualiser la localisation, la densité et la hiérarchie.

Réseau de communications, villes et marchés à Kéricho



Sources : Anne-sophie Brouillet
d'après Kericho District Development Plan, 1994-1996

La grande route nationale en provenance de Nairobi -et Nakuru- traverse le district à partir de l'Est et se divise ensuite au niveau de Kericho Town pour partir en direction de Kisumu ou de Kisii. D'autres voies bitumées le desservent (reliant les autres centres urbains, les petites agglomérations rurales et les places commerciales), mais surtout un ensemble serré de petites routes et de chemins quadrillent particulièrement bien la zone théière avantagée. Nous pouvons donc observer que, comme nous l'avions souligné, la zone "théicole" paraît privilégiée dans ses rapports avec le chef-lieu dont elle est proche et à laquelle elle est bien reliée. La ville, située au carrefour où se séparent les routes nationales, possède une gare routière (qui est en même temps la place du marché) et plusieurs stations-services qui servent de haltes pour les transports (cf. Photo n°7).

b- Des moyens de transport accessibles

- les bus : différents cars (des compagnies publiques et privées) transitent par les stations-services, aucun ne circulant dans la ville. Les départs sont réguliers, avec des horaires fixes, pour les grandes villes du pays. Ce sont des liaisons rapides, mais coûteuses, comme la ligne Mombasa-Kisumu.

- les taxis : communément appelés les "*Peugeot*", ils partent de la gare routière dans le centre et sont réputés pour être les plus rapides pour aller d'une ville à une autre. La longueur des trajets effectués (c'est-à-dire le terminus annoncé, sachant qu'il peut y avoir plusieurs arrêts et donc d'autres attentes afin que le taxi soit à nouveau rempli pour repartir) est sensiblement la même que pour les gros cars. (cf. Photo n°8).

- les *matatus* : pour les déplacements plus courts, ou moins pressés, on utilise généralement les taxis collectifs (cf. Photo n°9). Minibus (les "*Nissan*") ou fourgonnettes, ils offrent des passages fréquents et bon marché. C'est sûrement le mode de transport le plus utilisé (dans le district comme au Kenya) : parc automobile, fréquence

Photo n°7



La gare routière de Kericho Town. Au milieu des départs et arrivées bruyantes à coups de klaxons, et des bousculades pour rassembler les clients, les vendeurs au détail de cigarettes, journaux et cacahuètes opèrent...

Photo n°8



Dans la gare, un petit bus et un taxi attendent de se remplir de voyageurs. La gare de Kericho Town est bien organisée : à chaque allée son mode de transport et ses grandes destinations.

des départs, trafic, nombre de passagers⁸¹. Ces transports en commun informels (sans lesquels toute communication serait bloquée) assurent un réseau parallèle qui compense les défaillances et insuffisances du système de transports publics. Comme pour les taxis, il n'existe pas du tout d'horaires : ils partent des diverses stations en ville une fois pleins, ce qui sous-entend évidemment souvent beaucoup d'attente. De plus, les parcours des "lignes" ne sont pas fixes, ils changent en fonction de l'évolution dans l'affluence des voyageurs pour telles ou telles destinations au long de l'année. Ils font ensuite des haltes à la demande, le long de la route et aux intersections, sur des aires plus ou moins prévues pour les dessertes.

3. Comparaison de deux populations "théicoles"

Un bref aperçu sur la situation des petits exploitants théiers et des ouvriers agricoles des plantations dans leurs rapports avec Kericho Town, pourrait probablement nous aider à cerner partiellement les particularités liées à l'exploitation théière des relations ville-campagne...

a- Les motifs des déplacements et la récurrence des visites en ville

Les raisons de se rendre jusqu'au chef-lieu peuvent être rassemblées en trois principaux points en liaison avec la forte présence du secteur tertiaire, nous les rappelons rapidement :

- commerce : la première et la plus évidente des causes est liée au commerce. Nous l'avons mentionné, les besoins usuels sont bien sûr satisfaits à Kericho Town (et parfois à des prix meilleur marché), celle-ci présentant de surcroît l'avantage de centraliser les

⁸¹ entre 20 et 25 personnes dans un *matatu* considéré comme complet au départ, alors que seulement un maximum d'une petite dizaine de passagers peuvent se serrer dans un *Peugeot* ... (ceci incite d'ailleurs les plus fortunés à choisir de préférence les taxis pour des raisons de confort !). Peut-être est-ce d'ailleurs parce que les *matatus* sont nombreux et économiques que peu de personnes se déplacent à vélo à Kericho (?...).

produits rares du district. Mais les exploitants de thé ne vont pas toujours jusqu'à la ville, ils demeurent plus souvent sur les marchés locaux...

- services et équipements : ensuite, en seconde position des motivations, vient le besoin de services (publics ou privés) disponibles en ville uniquement. Ce sont les services spécialisés et de haut niveau comme les banques (au nombre de 7 dans le district, dont 5 rassemblées à Kericho), la poste, l'hôpital central du district, les divers bureaux de l'administration publique, les professions libérales...

- loisirs et liens de parenté : enfin, les visites rendues à des membres de la famille (ou des amis) travaillant ou vivant en ville peuvent représenter d'autres occasions d'un déplacement à Kericho. Sans oublier évidemment les loisirs et activités socio-culturelles (fréquentation des bars, participation aux jeux et tournois, rencontres sportives, fêtes religieuses et "croisades" protestantes, meetings politiques...).

La fréquence des allées et venues en ville dépend surtout du type de démarche que l'on y fait. Celle-ci justifie parfois que l'on parcourre de longues distances et que l'on se déplace plus souvent. Evidemment, la fréquence est d'une manière générale plus élevée lorsque le lieu de résidence est proche : plus on habite loin et moins on vient à Kericho (surtout si l'on veut vendre au marché des articles périssables).

Cependant, selon les activités, certains sont amenés à s'y rendre régulièrement, même si les séjours sont en principe de courte durée. Il existe des périodes privilégiées dans les moments choisis, par exemple :

- novembre est un mois d'affluence des *smallholders* à la poste par exemple, en raison des envois de mandats aux parents après la réception du Bonus annuel.

- une fois par mois, le chef de famille peut aller à la banque déposer le salaire de la compagnie ou les paiements de la production de thé, et y faire des retraits (surtout en début d'année pour payer les droits d'inscription aux écoles).

- les uniformes, fournitures scolaires, intrants agricoles et nourriture pour le bétail (ces deux derniers articles ne concernant que les exploitants) ne nécessitent que de rares venues en ville, plutôt réparties entre novembre et janvier.

La plupart ne va qu'une fois par semaine au chef-lieu lorsqu'il s'agit de faire des dépenses courantes uniquement (sucre, sel, huile, parafine, allumettes, savon, tous des produits moins chers en ville)⁸². Ils se fournissent dans les *dukas* et sur le marché. Le jour de marché le plus important est le jeudi, mais les ouvriers ne sont pas toujours en mesure de s'y rendre, ils attendent alors celui du dimanche, jour de repos.

Mais les agriculteurs et les ouvriers agricoles qui pratiquent un peu de commerce (souvent des femmes) peuvent aller jusqu'à trois fois par semaine vendre leurs produits sur le marché en fonction de leurs quantités de stocks disponibles et de l'importance qu'ils accordent à la spéculation marchande.

b- Des caractères similaires ?

Il faut reconnaître que dans l'ensemble les uns et les autres se rendent en ville pour les mêmes raisons et souvent aux mêmes moments. Ils jouissent en fait des mêmes moyens de communication et des mêmes places commerciales.

Les caractères proches des relations que les uns et les autres entretiennent avec la ville, s'expliqueraient donc en partie par le fait qu'ils possèdent un pouvoir d'achat relativement équivalent. Selon les chiffres communiqués par la Tagabi estate (Brooke Bond Company) et par la KTDA, on peut considérer que les revenus moyens mensuels seraient de l'ordre de 3000Ksh aussi bien pour les exploitants que les salariés⁸³.

⁸² ceci pour les plus proches seulement, les plus éloignés préfèrent s'approvisionner sur les petits marchés disséminés dans la campagne car de toute façon ils ne profitent pas du différentiel de prix à cause du coût des transports.

⁸³ ce qui correspond à peu près au salaire d'un instituteur...

Le thé étant à l'origine de gains faiblement différenciés entre les petits planteurs et les salariés agricoles, on peut par conséquent penser que ces ruraux ont à peu près le même type de relations et les mêmes attentes vis-à-vis de la ville (liés à leur "identité théière"). Finalement, les aires de marchés recrutent ces consommateurs en fonction de la hiérarchie des réseaux "urbains" : tous préfèrent a priori satisfaire leurs besoins quotidiens et effectuer leurs achats le plus près possible de leur domicile, ne parcourant de longues distances que pour des demandes très spécifiques.

Toutefois, alors qu'ils ont des activités quelque peu complémentaires⁸⁴ et qu'ils profitent souvent des mêmes lieux de transaction, il semblerait qu'ils ne soient pas aussi souvent en contacts directs qu'on pourrait le croire (les mélanges s'effectueraient sur les gros marchés seulement, le dimanche).

Il faut dire que tout paraît fait pour que chacun ait le moins possible à se déplacer en ville, ou en tout cas pour y limiter les séjours, grâce à **l'organisation d'un réseau rural de services développé et structuré.**

Les Compagnies fournissent en effet à leurs salariés maints services destinés à satisfaire leurs principaux besoins à l'intérieur-même des lotissements (où l'on trouve des débits de boisson, des commerces, des espaces de détente, des dispensaires et des écoles...). Un service postal est généralement assuré (collecte et distribution de courrier), les dépôts des salaires peuvent être effectués sur des comptes bancaires propres à la plantation où des systèmes de crédits avantageux leur sont offerts. Ils sont donc incités à rester sur place et à s'approvisionner sur des marchés organisés deux fois par mois.

Avec des horaires de travail stricts, ils sont sûrement moins libres que les petits exploitants dans leurs allers et venues. Les responsables des *estates*, qui se soucient

⁸⁴ Il existe une légère spécialisation des deux groupes vis-à-vis des échanges marchands. Tandis que les *smallholders* écoulent principalement leurs surplus agricoles, les ouvriers quant à eux sont peut-être plus enclins à négocier des produits manufacturés : des radios, des vêtements (cousus par eux, ou de seconde-main qu'ils se sont procurés à Kericho Town et qu'ils revendent sur les marchés des bourgs ou des plantations), etc...

d'avoir des ouvriers productifs, tiennent apparemment à les dissuader de trop aller en ville : il faut dire que les lendemains de payes, l'absentéisme est beaucoup plus important car les salariés sont allés boire (bières locales et *chang'aa*) à l'extérieur !

Quant aux résidents des *shambas*, beaucoup (les personnes âgées et les enfants par exemple) ne vont que très occasionnellement en ville. La distribution du courrier est souvent faite dans les écoles de campagne, en outre des dispensaires et des banques mobiles ainsi que des coopératives de crédit réservées aux exploitants du thé⁸⁵ répondent aux principales demandes. De plus, certains paiements peuvent être versés par la KTDA directement à l'usine et donnent donc l'opportunité de ne pas aller jusqu'à Kericho⁸⁶.

Bien sûr la zone théière n'échappe pas entièrement à l'influence de la ville et à son pouvoir de polarisation des espaces alentours, mais il semblerait néanmoins que **Kericho Town ne représente pas véritablement un centre si attractif...** En tous cas, tout ceci illustre aussi le fait que le contexte général (tel le "climat" démographique, social et ethnique) et les paramètres externes des orientations et décisions politiques (développement rural décentralisé, mode de gestion de la filière-thé) s'imposent d'une certaine manière comme des éléments déterminants dans la façon qu'auront les ruraux d'appréhender la ville quotidiennement.

⁸⁵ comme la SACCO, qui a ouvert des bureaux à Kericho, mais aussi à Litein et Kapsoit.

⁸⁶ Cette récente mesure aurait été prise pour éviter le "boom time" !

Photo n°9



Un *matatu* surchargé. Le "*matatu toot*" amène les voyageurs. Ce mode de transport est très populaire (bien que dangereux : les chauffeurs, grands mâcheurs de kâ (ou mira) ont souvent des accidents...).

Photo n°10



Essor d'un bourg rural : Litein, à proximité d'une usine de thé paysan. Ce centre d'échanges se développe rapidement, les lieux de restauration s'accroissent, la route est bonne...

Chap. 3. Mutations du monde rural, impacts et blocages ?...

Des formes d'évolutions du monde rural liées à la ville, "d'urbanisation", ou tout du moins d'influences à connotation citadine, sont observables dans la zone théière de Kericho.

1. Un espace rural sous influence urbaine

a- Des modifications dans les "genres de vie"

On note des traits et des tendances que l'on peut qualifier d'"urbaines" dans la campagne, et quelques indices laissent présumer de la pénétration économique et sociale de la ville dans son arrière-pays. Ainsi, une certaine **modification des styles de vie** s'effectue petit à petit (probablement à cause des liaisons avec le centre urbain proche cotoyé), d'autant plus sensible qu'elle a lieu dans un district à caractère fortement rural.

Ces changements se manifestent en premier lieu dans l'évolution de l'aspect de l'habitat pluricase⁸⁷. Les constructions "traditionnelles", qui sont faites de pisé avec une solide armature de branches enchevêtrées et des toits pointus de "chaume", cèdent progressivement la place à des maisons aux toits de tôles. Les plus riches s'efforcent dès qu'ils en ont la possibilité matérielle d'ériger des maisons de pierres, briques ou moellons (souvent en provenance de la région de Kisumu) : symboles d'une réelle réussite économique et sociale, signifiée ainsi à tout l'entourage de façon ostentatoire.

⁸⁷ car la cuisine fait l'objet de l'érection d'un bâtiment spécial, à part des habitations. Par ailleurs, chez les Kipsigi, les fils ayant atteint l'âge de la puberté et une fois circoncis, n'ont plus le droit de dormir sous le même toit que leur père; de telle sorte que chacun d'eux construit sa propre maison sur les terres familiales de la *shamba*.

En outre, certaines évolutions s'esquissent dans les comportements alimentaires des ruraux. En effet (manifestement grâce au rôle de relai et de diffusion de la ville, bien desservie, qui fait bénéficier des baisses de certains prix), le poids des denrées telles le riz, le pain et les boissons sucrées dans les pratiques et le budget alimentaires s'accroît petit à petit... Toutefois, l'importance croissante qu'elles semblent revêtir ne se fait apparemment pas (en tout cas pour l'instant) au dépend des bases culinaires privilégiées telles le maïs, le chou, les haricots et le *sukuma*....

Par ailleurs, les habitudes vestimentaires subissent elles-aussi quelques influences, surtout visibles chez les jeunes, venues directement des comportements urbains. Des modes souvent véhiculées et observées à Nairobi d'abord, se diffusent par l'intermédiaire de commerçant(e)s ou d'étudiant(e)s, jusqu'à Kericho et son arrière-pays. Ainsi, il arrive désormais que l'on croise de jeunes femmes (filles d'exploitants théiers enrichis), en jeans et baskets, par exemple...

Enfin, nous pouvons aussi noter l'ampleur que prend la vulgarisation du "Sheng". Cette langue syncrétique, mélange d'Anglais, de Kiswahili et d'autres langues locales telles-ci comme le Kikuyu ou le Luo, est typiquement dûe à l'actuelle émergence d'une "identité citadine" à part entière. Or, elle tend à se répandre même en milieu rural, grâce aux jeunes qui la pratiquent de plus en plus couramment entre eux (tout en écoutant de la musique Reggae ou du "Lingala" zaïrois...).

Les différents degrés de l'implication des exploitants et de leur famille dans ces évolutions (dans ce système de reconnaissance par l'habitat par exemple), soulignent en fait **la diversité des situations et les inégalités exacerbées qui en découlent.**

Ce sont les conséquences locales variées des changements économiques (en partie liés aux remaniements de la filière), des transformations sociales et culturelles (à proximité de la ville et selon les conditions locales de la paysannerie). Elles traduisent les

réponses et les choix de chacun selon ses moyens et ses stratégies, et sont peut-être à l'origine d'inégalités sociales plus marquées et/ou plus durables (?)...⁸⁸

b- Un district en voie d'urbanisation ?

Certains disent d'ailleurs aussi que la "solidarité" ne s'exprime plus autant qu'avant, et regrettent qu'elle ne se limite aujourd'hui qu'à la famille restreinte. En fait, selon les *smallholders* eux-mêmes et contrairement à ce que l'on aurait pu penser, les échanges et flux (monétaires entre autres) que nous avons évoqués ne sont peut-être pas si fréquents, et chaque famille essaierait plutôt de se débrouiller sans demander trop d'assistance.

Beaucoup de ceux qui déplorent ce peu d'entraide l'expliquent par une urbanisation progressive qui destructurerait les liens existant entre ruraux : les modes de vie urbaine réputés individualistes s'insinueraient dans les campagnes, les migrations des uns et des autres vers les villes séparerait les familles, laissant chacun gérer ses propres problèmes. Cette vision des choses paraît sûrement quelque peu partielle et simpliste; mais c'est néanmoins celle que partagent et exposent de nombreux exploitants théiers...

Les zones rurales à proximité immédiate et en étroite connivence avec les villes finissent généralement par être urbanisées par des mitages progressifs à partir de celles-ci; or nous avons déjà sous-entendu que dans le cas de la zone étudiée, **le thé se**

⁸⁸ Au sujet de cette variété dans les attitudes, on peut peut-être aussi s'interroger sur le rôle et les impacts d'une structure politique et sociale "traditionnelle" kipsigi acéphale. Elle était à l'origine fondée sur les classes d'âges et s'appuyait sur les liens territoriaux entre les habitants de la région (sur des notions de voisinage résidentiel, plutôt que sur des notions de hiérarchies lignagères).

Les initiatives individuelles auraient donc de tout temps été favorisées dans le sens d'une grande liberté d'action, rarement entravée par un quelconque "pouvoir" ou un droit de regard d'anciens ou de puissants. Les Britanniques considéraient d'ailleurs ce groupe ethnique comme particulièrement "réceptif" aux changements : "*one of our most progressive tribe*", "*a forward looking people*", "*the Africans who are moving most rapidly and most surely out of a primitive past to a civilized future*" (cf. Rapports des quartiers administratifs de Nairobi, cités par Manners).

Ainsi, cette liberté d'initiatives bénéficierait vraisemblablement aux mutations d'un espace rural où aucun véritable "pouvoir" centralisateur et conservateur (ou en tous cas de faible envergure) ne s'exerce (?)...

présenterait comme une "barrière" matérielle qui créerait des conditions particulières dans la diffusion de l'influence urbaine de Kericho Town. Cette-dernière est en effet encerclée tant par les exploitations paysannes que par les plantations commerciales, et ne peut que très difficilement "grignoter" les espaces plantés en thé protégés... Plus encore qu'un obstacle d'ordre "législatif", il faut voir que cette culture commerciale-là (et malgré ses déboires) peut encore s'avérer rentable d'un point de vue économique. L'agriculture demeure manifestement un gage de sécurité (qui donne aussi l'occasion de se lancer dans d'autres entreprises), et l'urbanisation "physique" semble donc limitée pour l'instant.

En fait, la croissance la plus notable dans le district ne se fait pas vraiment aux marges du chef-lieu, mais dans sa campagne. Il s'agit surtout de l'essor de quelques bourgs et centres secondaires qui se multiplient et s'aggrandissent, et de **l'émergence de petites agglomérations disséminées en milieu rural.** Par conséquent, le développement le plus marqué de l'urbanisation aurait principalement lieu là où les petites places commerciales rurales sont les plus dynamiques et attractives. Notamment le long des axes routiers qui jouent indéniablement un rôle majeur, et une fois encore, souvent en liaison avec le thé : les centres de Litein ou Kapkatet par exemple croissent grâce à la proximité d'usines de transformation, donc la fréquentation accrue et l'installation de marchands attirés par l'argent qui y est brassé (cf. Photo n° 10).

Selon les exploitants, ce seraient surtout des étrangers à l'origine de la naissance et de l'expansion de ces **petits centres sous forme de "villages-rues"** (ou *Strassendorf*), et leurs premiers vrais résidents⁸⁹. Beaucoup d'édifices sont en fait encore seulement voués au commerce et à quelques fonctions administratives; les plus petits centres paraissent par conséquent sans aucune activité et sans âme qui vive le

⁸⁹ tels des Kikuyus ou des Kisii, que l'on dit uniquement commerçants et/ou sans attaches foncières...

soir⁹⁰. Ces observations basées sur les approches de terrain de 1997 et 1998 devront bien sûr être vérifiées par un état des lieux actuel (à quand le prochain recensement ?!...). Mais à titre d'illustration de cette tendance qui semble prendre de l'importance, nous pouvons nous référer aux tableaux ci-dessous (n°9 et n°10) indiquant l'évolution de la création des centres urbains secondaires et l'esquisse de l'affirmation des petites agglomérations rurales....

Tableau^o9

Evolution de la population urbaine et des centres urbains

(dans le district de Kericho, 1962-1989)

	1962	1969	1979	1989
Part de Kericho Town (1)	100	77,2	78,5	82,9
Nombre total de villes :	1	2	3	4
10 000 à 50 000 hab	1	1	1	1
2 000 à 5 000 hab	0	1	2	3

(1) Taux de la pop° citadine de K-T par rapport à la pop° urbaine totale du district (en %).

Source : A-S Brouillet, d'après Kenya population Census 1969, 1979, 1989.

Alors que la part relative de la ville de Kericho n'a augmenté que de 5 points en 20 ans entre 1969 et 1989 (ce qui paraît assez peu conséquent pour une ville aussi importante), le nombre de centres urbains alentours n'a fait que croître : il y a eu en fait création de 3 villes secondaires. Leur poids démographique respectif reste faible puisqu'elles ont une taille inférieure à 5 000 habitants, cependant la tendance semble tout de même en faveur de la multiplication de petits centres, plus qu'à une quelconque "explosion urbaine" de Kericho Town⁹¹...

⁹⁰ hormis quelques *watchmen*, vigiles ou gardiens de nuits réputés pour la plupart pour être célibataires, qui surveillent les boutiques tandis que leurs propriétaires locaux retournent sur leur *shamba*.

⁹¹ La part représentée par Kericho Town n'a fait que raisonnablement s'affirmer, en tant que chef-lieu (qui devient sans doute de plus en plus alimenté par sa propre croissance naturelle plutôt que par des migrations de masse). De plus, ajoutons que la situation a sûrement encore évolué ces dix dernières

Tableau n°10

Les "agglomérations" du district de Kericho

(hors Kericho Town), en nombre d'habitants

	1969	1979	1989
Londiani	2 994	4 414	3 988
Kipkelion	-	3712	2 319
Sotik	-	1 334	3 725
Sondu	-	480	-
Litein	-	-	1 575
Bomet	-	-	765
Kedowa	-	-	357

Source : A-S Brouillet, d'après Kenya population Census 1969, 1979, 1989.

La hiérarchie des centres subit de nombreuses variations à travers le temps : de nombreux changements dans les concentrations de populations amènent certains centres à être promus au statut de ville pour un certain temps, ou au contraire à être déçus du titre. Les centres effectuent donc des va-et-vient dans la hiérarchie, illustrant la nature mouvante et fluide des déplacements de population...

2. La vigueur de la ville dépend de la campagne...

a- Des motivations et des vecteurs d'échanges ville-campagne accentués

Si la zone théière subit de nombreuses influences urbaines, l'évolution de la ville (et de l'urbanisation) est aussi liée à la situation et aux caractères de l'arrière-pays.

années : les données les plus récentes dont nous disposons sont seulement de 1989, traduisant encore la situation prévalant dans les années 1980 (forte croissance démographique et afflux de ruraux en ville)...

En fait, s'il est généralement admis désormais que la ville est parfois un élément qui dynamise la campagne, inversement, du milieu rural dépend largement le dynamisme du centre urbain concerné.

Or, il existe précisément à Kericho de nombreux facteurs qui favorisent des indépendances et des mobilités accrues, et ainsi des accès plus faciles et plus fréquents à la ville.

De fait, la culture de plantation que représente le thé est en partie à l'origine du développement de vecteurs d'échanges avec la ville. La monétarisation de l'économie rurale par la théiculture est ancienne, elle a induit plus de liaisons avec la ville. Nous avons aussi souligné le fait que la relative richesse du district, son orientation théière (et probablement ses tendances politiques en faveur du gouvernement Moi favorable aux Kalenjin) lui ont permis de développer les transports et un réseau de communications bénéfiques aux circulations. Elles lui ont de plus assuré la mise en place de circuits marchands structurés et la venue (parfois l'installation) de multiples commerçants. Aussi, les planteurs se sont créés de nouveaux besoins dans différents domaines parallèlement à une évolution des modes de consommation, ils accèdent donc à des biens -intermédiaires et valorisés- disponibles seulement à Kericho Town. Ils y trouvent des services de plus en plus appréciés (banques, cinéma, restaurants), des intrants (engrais, outils et machines) nécessaires à l'intensification de leurs activités agricoles, des médicaments, des fournitures scolaires, etc. Par ailleurs, l'accent mis sur la scolarité et l'effort pour l'élévation du niveau d'éducation des jeunes (et une certaine modification de leur perception du milieu citadin) sont aussi des vecteurs de mobilités, en leur permettant de postuler à des emplois urbains de qualité.

En outre, il faut rappeler que la capacité de la campagne à supporter et absorber la population décroît avec le temps. Les générations nées pendant les années 1980 (c'est-à-dire durant la période où le taux de croissance de la population était le plus élevé) arrivent actuellement dans les tranches d'âges de la population active, posant de nombreux

problèmes de chômage. Elles nécessitent la création d'activités autres qu'agricoles, sachant que la pression démographique mène à un morcellement foncier de plus en plus marqué. La tendance risque-t-elle par conséquent de se renforcer dans le sens de probables migrations et d'installations urbaines accentuées ? Alors que les citadins paraissent pour l'instant être surtout des "étrangers"⁹², il se peut que les Kipsigi aient progressivement à trouver des exutoires en ville ...

L'affirmation du secteur "informel" (généralement urbain) est à ce titre intéressante, elle signale l'esprit d'entreprise des Kényans qui trouvent dans le *Jua Kali* une réponse au chômage et une alternative au manque de croissance de l'économie dite formelle. Selon MACHARIA, le *Jua Kali* au Kenya "est synonyme de toute forme de travail exercé par la population salariée hors des cadres formels de son emploi, plus les petites activités commerçantes et artisanales de ceux qui ne sont pas salariés dans les secteurs publics ou privés"⁹³. Ce sont les multiples opportunités plus ou moins illégales (parce qu'en dehors de toute réglementation administrative), mais reconnues et acceptées (car socialement légitimes), telles que :

- les activités de transports et communications, comme les réseaux de *matatus*,
- les activités de transformation des tailleurs, soudeurs, charpentiers, forgerons et autres garagistes de plein air, etc.
- et surtout les ventes en gros et au détail (plus de 60% des activités du secteur informel), principalement de denrées alimentaires, et surtout exercées par des femmes.

Mais, si de récentes études se sont penchées sur l'analyse de ce secteur en milieu urbain (et notamment depuis la création officielle dans les années 1980 d'un département ministériel chargé des affaires liées à l'informel), il reste encore beaucoup à faire pour évaluer l'importance du *Jua Kali* en zones rurales. Toujours est-il que les exploitants

⁹² Nous l'avons dit : Indiens commerçants, mais aussi Luo, Luhya et Kisii fuyant un milieu d'origine qui souffre d'un "surpeuplement" relatif... (cf. densités de près de 600 hab/km² à Kisii !)

⁹³ in MACHARIA, 1998. NB : le sens littéral de l'expression swahili veut dire "soleil brûlant"...

théiers et leur famille, nous l'avons dit, y songent de plus en plus, voire y ont largement recours dans leurs entreprises de diversification...

b- Contradictions et blocages : un changement d'échelle à envisager ?

A la suite de cette présentation, il pourrait apparaître que la ville de Kericho semble basée sur tout sauf le thé ! Les exploitants ont leur propre système d'organisation autonome, la place de la ville au sein de la filière est difficile à déterminer puisque ses principaux éléments sont situés hors de la place urbaine à proprement parler (exploitations, usines, Ketepa, etc). Serait-on face à une forme de développement non "intégré", dans lequel la paysannerie serait directement reliée aux échanges nationaux et internationaux sans passer par Kericho Town ? Les bureaux administratifs de la KTDA se trouvent pourtant au coeur de la ville, et c'est là aussi que les théiculteurs viennent s'approvisionner en engrais et autres intrants...

Le milieu original d'une économie théière est à l'origine de logiques particulières et variées, qui semblent s'exprimer de plus en plus en même temps que la filière se réorganise. Qu'en est-il exactement de l'avenir de l'agro-industrie théière paysanne ? Elle peut paraître quelque peu en déclin, ou tout du moins en retrait : d'une spécialisation marquée, on est effectivement en train de passer à des esquisses de diversifications (voire de substitutions). Il est difficile de croire que le développement des exploitations (plus ou moins guidé par l'extérieur) soit sans effet sur le développement urbain.

Les différentes évolutions possibles du poids que revêt la culture du thé sous-entendent des conséquences au niveau de la ville, cette-dernière n'est sûrement pas indifférente aux variations de comportements des *smallholders*. Ainsi, la ville de Kericho parviendra-t-elle à assumer les probables reconversions partielles des planteurs (par exemple les investissements en bétail)? Les liens entre thé et Kericho sont

contradictoires⁹⁴, or on peut se demander jusqu'à quel point les devenirs de l'un et de l'autre sont attachés, et par conséquent si Kericho Town peut survivre (et continuer à croître) dans le contexte d'une filière en difficulté⁹⁵. Inversement, la libéralisation des filières peut aussi être la source d'effets urbanisants. Alors que jusqu'à présent l'influence du thé sur les activités urbaines pouvait paraître limitée (hormis par l'élévation du niveau de vie, etc.), la modification du système de commercialisation peut peut-être aider à créer de nouveaux emplois urbains par exemple...

Quoi qu'il en soit, la nature des liaisons et des échanges risque d'évoluer peu à peu en fonction des choix des exploitants : un possible rabattement sur les opportunités urbaines proches : achats d'emplacements à louer en ville et de petites boutiques, s'ils sont confiants vis-à-vis de la croissance de Kericho Town / ou au contraire une baisse progressive de l'effet polarisant de la ville en faveur d'autres occupations rurales (modernisation et intensification de l'élevage bovin laitier par exemple) / et/ou émergence d'activités plutôt tournées vers les bourgs ruraux, voire vers de plus grandes villes extérieures au district (secteur vivrier-marchand en augmentation ?). Il faudrait donc peut-être envisager un cadre spatial plus large et une analyse plus précise des échelles à prendre en compte...

Le Kenya a parfois été cité à titre d'exemple d'une "*success story*" quant à l'existence d'interconnexions multiples entre les secteurs urbains et ruraux : avec des élites qui s'enrichissent en restant impliquées dans le secteur rural, et des petits et moyens producteurs qui investissent leurs nouvelles ressources en ville. Les influences réciproques zone théière/urbanisation vont-elles dans le sens d'échanges équilibrés et d'une meilleure optimisation des synergies ville-campagne ? Ce sont les diverses réponses que les exploitants donneront en fonction de leurs logiques qui le diront...

⁹⁴ car, rappelons-le, cette culture commerciale participe au développement de la ville d'une certaine manière et à la croissance de certains échanges, mais elle est aussi à l'origine de la création d'une "entité théière" à part entière et semi-indépendante...

⁹⁵ sans oublier aussi l'impact des politiques de l'Etat en faveur du développement de villes secondaires, qui pourraient changer les données observables à Kericho...

de la ville de Kericho

Conclusion :

* De la question de départ : "*la ville est-elle stimulante pour les activités de son arrière-pays et/ou la ville est-elle dynamisée par sa campagne "théicole" ?*", nous en venons naturellement à rechercher les interactions (et une éventuelle symbiose) entre ville et campagne dans un cadre particulier. Cette interrogation s'inscrit non seulement dans un milieu spécifique homogène (dû à la présence du thé), mais aussi et surtout dans un contexte de décentralisation et libéralisation (redéfinition des filières agricoles kényanes), de "l'après explosion démographique", et de tensions "éthniques"...

Les modifications de la filière signifient-elles la "mort" ou le "sauvetage" de Kericho Town ? Autrement dit : "*Le thé pénalise-t-il l'urbanisation, ou au contraire lui est-il favorable, et sous quelle(s) forme(s) ?*". Il semble sage de répondre (forcément !) que c'est sans doute les deux cas de figure à la fois... Défavorable bien sûr par la nature même de cette culture de plantation qui maintient les populations en campagne (interdiction d'arracher, encadrement et calendrier du travail contraignants, développement de nombreux services ruraux, construction d'une "identité" de Tea farmer...). Mais aussi favorable car il permet l'intégration au marché, la monétarisation des campagnes, les transformations sociales et les mobilités (par l'éducation, les réseaux de communications et de commerce...), etc.

En fait, il convient de s'interroger sur la nature-même de la ville de Kericho, sur son poids et son rôle dans le district théier. Cette-dernière possède une certaine fonction de commandement indéniable : administration, travaux publics, etc (mais limitée quand il s'agit de la santé et de l'enseignement...). Cependant, il semblerait qu'elle se contente d'acheter et de revendre à la campagne environnante des produits qu'elle collecte. Sa contribution à la production locale (et à sa transformation et valorisation) est très faible.

C'est pourquoi on pourrait sans doute la définir comme une simple ville-relai malgré sa taille⁹⁶. En effet, Kericho ne se présente pas comme un véritable "moteur" à part entière. Lieu de transition (et de transactions) entre d'autres plus grandes villes et son propre arrière-pays, elle semble n'avoir que peu d'importance dans le développement économique de sa campagne⁹⁷. De plus, les manifestations de son urbanisation sont de plus en plus limitées, et c'est sûrement la campagne théière qui est le plus à l'origine d'un développement endogène, se traduisant par l'émergence de bourgs centralisateurs...

* Les principaux types d'échanges relevés entre la ville de Kericho et son arrière-pays théier sont de nature économique, démographique et socio-culturelle. Ils ont plus ou moins été privilégiés lors de l'étude, mais surtout il s'agissait d'observer les conditions locales de ces échanges (cf. 2ème Partie) et de noter l'intervention de facteurs externes (cf. Partie 1). Les causes de rapports accrus entre ville et campagne se résument :

- localement : à la pression démographique et foncière, à l'urbanisation progressive, à la diversification des activités économiques...
- d'une manière plus générale : à l'influence et au rôle de l'Etat, par ses tentatives de gestion des courants migratoires et de l'urbanisation, par ses encouragements pour le vivrier...

Ainsi, les premières grandes manifestations de ces rapports concernent les échanges économiques et les mouvements migratoires. Mais surtout, il semble qu'ils ne soient permis que par le rôle central qu'ont les mutations socio-culturelles. Ces dernières

⁹⁶ relai pour les produits importés et des biens de consommation dans un sens, et pour des produits d'origine agricole dans l'autre; mais aussi relai dans la diffusion de l'information, de la "culture" citadine, de phénomènes dont l'origine se situe "ailleurs"...

⁹⁷ De toute façon, la ville de Kericho n'assure pas vraiment un développement autonome (au contraire de Kisumu ou Nakuru par exemple, qui font appel à leur arrière pays pour assurer une production en direction des pôles économiques qu'elles représentent). En fait, il paraît clair que son plus grand pouvoir d'attraction se situerait plutôt hors du district (ou en tous cas au-delà d'une zone théière pourtant proche, car elle attirerait plus de population extérieure au district que de locaux), et inversement, les exploitants commenceraient à envisager le commerce par-delà la ville de Kericho. Le chef-lieu, dans ce nouveau cadre spatial à prendre en compte est alors plus tourné vers l'Ouest (vers les grandes villes d'Eldoret ou Kisumu, et dans une moindre mesure Kisii), que vers le Rift. (vers Nakuru et Nairobi). Ceci doit tenir en partie à son histoire, car Kericho a longtemps appartenu à la province de l'Ouest (de plus Nakuru est un grand marché qui peut faire obstacle). Il faudrait donc envisager un changement d'échelle (et une réorientation) pour pouvoir saisir tous les flux...

sont à la fois les causes et les conséquences de rapports exacerbés; car l'évolution de la perception du milieu ainsi que l'éclatement des familles et des solidarités facilitent puis entretiennent les échanges (et enfin elles évoluent elles-mêmes en retour...).

La problématique amène alors à s'intéresser de plus près aux rapports à l'espace, dans le sens de l'appréhension des milieux ruraux et citadins. Celle-ci, en tant que notion d'actualité, "fluide" et "mouvante", traduit les stratégies et les logiques de chacun (face au milieu, au thé, à la ville, à l'Etat, etc).

* Certains axes d'ouvertures sont donc vraisemblablement à privilégier. Les principales pistes de recherches qui s'avèreraient les plus intéressantes concernent :

- Le développement des bourgs ruraux et des petits centres urbains.

Il existe en effet une réelle (et récente) prise en considération de leur poids et de leur rôle en tant que "pôles de croissance endogène" et lieux de "transition" privilégiés. Ces petits centres représenteraient donc des étapes, des sortes de tremplins gardant des relations très marquées avec leur arrière-pays, à étudier en priorité. Ce sont des espaces primordiaux dans l'évolution spatiale du pays, car c'est sûrement en leur sein que s'effectuent la plupart des mutations les plus déterminantes, et où se manifestent les actuels changements de la société kényane (choix et comportements économiques, démographiques, politiques, culturels et ethniques...).

- Les concepts "d'ethnicisation" en milieu urbain.

Un intérêt particulier doit être accordé à l'exacerbation des identités. Celle-ci a lieu par les manipulations politiques, mais aussi et surtout par les rencontres de diverses populations qui se confrontent sur un même territoire en création. Il s'agit alors d'étudier la construction de réseaux d'enrtaide en ville, les regroupements corporatifs ethniquement homogènes selon les activités économiques spécialisées et les villes...

- Les réponses (notamment paysannes) aux situations de "crises".

Les difficultés peuvent concerner le désengagement étatique sélectif, la pression foncière, les "conflits ethniques", etc. Quelles sont alors les stratégies élaborées spontanément pour pallier les défaillances des formes d'encadrement préexistantes (Etat, KTDA, par exemple) ? Des recherches au Kenya sur le poids des nouvelles églises syncrétiques, des mouvements Harambee et du phénomène du Jua Kali seraient alors sûrement très riches et instructives...

Bibliographie :

- ADUWO GO., OBUDHO RA. Small urban centers and the spatial planning of Kenya. In BAKER J. (éd.) *Small Town Africa : studies in rural-urban interaction*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies (Seminar proceedings no 23), 1990, pp 51-68.
- ANDREASEN J. Urban - rural linkages and their impact on urban housing in Kenya. In BAKER J. (éd.) *Small Town Africa : studies in rural-urban interaction*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies (Seminar proceedings no 23), 1990, pp 161-171.
- APPARAJU J. Small towns and national settlement strategy development : some policy implications from south and east Africa. In KAMMEIER HD., SWAN PJ. (éds). *Equity with growth ? planning perspectives for small towns in developing countries*. Thailand : Asian Institute of Technology, 1984. (Small towns symposium, Bangkok, 1982), pp 165-170.
- BAGER T. *Marketing cooperatives and peasants in Kenya*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1980, 116 p.
- BAKER J. Stratégies de survie et d'épargne dans l'interface rural-urbain au nord-ouest de la Tanzanie. In BERTRAND, M et DUBRESSON, A (Dir). *Petites et moyennes villes d'Afrique Noire*. Paris : Karthala, 1997, pp 39-60.
- BAKER J. Développement urbain et transformation rurale. *Courrier ACPCE*, Janvier-Février 1995, no 149, pp 57-59.
- BERTRAND M. Paidoyers pour les centres urbains secondaires en Afrique au sud du Sahara. *Revue Tiers-Monde*, Janvier-Mars 1993, tome 34, no 133, pp 117-138.
- BEY M. La continuité entre villes et campagnes au Pérou : le rôle des associations urbaines. Paris : *Revue Tiers-Monde*, Janvier-Mars 1995, tome 36, no 141, pp 211-222.
- BIGSTEN A., MDUNG'U NS. Kenya. In DUNCAN A., HOWELL J. (éds). *Structural Adjustment and the African Farmer*. London : Overseas Development Institute, 1992, pp 49-85.

- BINSWANGER HP., DEININGER K. Rent seeking and the development of large-scale agriculture in Kenya, South Africa and Zimbabwe. *Economic Development and Cultural Change*, April 1995, vol 43, no 3, pp 493-519.

- BODENSTEDT AA. Interlocking relations between small towns and their rural hinterlands in the Third World. In KAMMEIER HD., SWAN PJ. (éds). *Equity with growth ? planning perspectives for small towns in developing countries*. Thailand : Asian Institute of Technology, 1984. (Small towns symposium, Bangkok, 1982), pp 493-498.

- BOURMAUD D., DARBON D. La politique du pain : les mots et les choses (Kenya et Zimbabwe). *Politique Africaine*, mars 1990, no 37, pp 32-44.

- BOURMAUD D. *Histoire politique du Kenya, Etat et pouvoir local*. Paris : Karthala-CREDU, Travaux et Documents du CREPAO no 7, 1988, 326 p.

- BOUYA A. The role of women in urban-rural interaction : the case of Sokone in Senegal. In BAKER J. *Rural-urban dynamics in francophone Africa*. Uppsala, Nordiska afrikainsitutet, 1997.

- BREDELOUP S. Dimbokro, the typical ivorian town, or the absence of urban-rural interaction ? In BAKER J. *Rural-urban dynamics in francophone Africa*. Uppsala, Nordiska afrikainsitutet, 1997, pp 110-129.

- BROUILLET AS. Le thé au Kenya : étude sur les petits planteurs. In *Petits producteurs et filières agricoles au Kenya*. Nairobi : IFRA- les Cahiers, Sept-Déc 1997, no 7-8, pp 59-73.

- BROUILLET AS. *Contribution à l'étude d'un paysage théier : l'exemple des petits exploitants de Kericho (Kenya)*. Mémoire de Maîtrise de Géographie, Université Paris X-Nanterre, 1997, 114 p.

- BRUNEAU M., COURADE G. Développement rural et processus d'urbanisation dans le Tiers-Monde. Talence : CEGET-CNRS, *Travaux et documents de Géographie tropicale*, nov 1985, no 53, pp 89-141.

- CALAS B. Des contrastes spatiaux aux inégalités territoriales. In GRIGNON F., PRUNIER G. (dir.). *Le Kenya Contemporain*. Paris : Karthala-IFRA, 1998, pp 13-52.
- CARLSEN J. *Economic and social transformation in rural Kenya*. Centre for Development Research (4) : Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1980, 230 p.
- CHALEARD JL. *Temps des villes, temps des vivres : l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*. Paris : Karthala, 1996, 661 p.
- CHALEARD JL., DUBRESSON A. Un pied dedans, un pied dehors : à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire. In *Tropiques, lieux et liens*. Paris : ORSTOM, coll. Didactique, 1989.
- CHALEARD JL. Occupation du sol et dynamique spatiale des grandes plantations modernes dans le département d'Agboville (Côte d'Ivoire). In *Le développement rural en questions*. Paris : ORSTOM, Collection Mémoires, 1984, no 106.
- CHAMPAUD J. *Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest*. Paris : ORSTOM, 1983, 504 p.
- CHAPUIS O. La théiculture au Rwanda. *Les Cahiers d'Outre-mer*, 1986, no 154, pp 117-142.
- CHARRIER JB. *Villes et campagnes (essai sur la diversité des rapports villes-campagnes à travers le monde)*. Paris : Masson, 1988, 208 p.
- COLLIER P. Blocages contractuels du marché rural du travail au Kenya. *Revue Internationale du Travail*. Genève : BIT, 1989, vol 128, no 6, pp 821-851.
- COQUERY-VIDROVITCH C., D'ALMEIDA-TOPOR H., SENECHAL J. *Interdépendances villes-campagnes en Afrique : mobilité des hommes, circulation des biens et diffusion des modèles depuis les indépendances*. Paris : l'Harmattan, 1996, 294 p.
- COURADE G, PELTRE-WURTZ J. (éds). La sécurité alimentaire à l'heure du néolibéralisme. *Cahiers ORSTOM, sér. Sc. Hum*, 1991, vol 27, no 1-2, 292 p.

- DESJEUX D. Des stratégies paysannes pour gérer l'incertitude foncière. In LE BRIS E., LE ROY E., MATIEU P. *L'appropriation de la terre en Afrique noire, manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. Paris : Karthala, 1991, pp 199-203.
- DEVERIN Y. Densités de population : obstacle ou contribution au développement ? In *Tropiques, lieux et liens*. Paris : ORSTOM, coll. Didactique, 1989.
- DINHAM B., HINES C. *Agribusiness in Africa*. Earth Resources Research Ltd, 1983, 224 p.
- EIGEL. Assistance technique aux villes de petite et moyenne dimension : l'exemple concret du Kenya. *Courrier ACPCE*, Janvier-Février 1995, no 149, pp 89-91.
- ELKAN W. Migrations circulaires et développement des villes en Afrique orientale. *Revue Internationale du Travail*, Décembre 1967, no 6, pp 643-652.
- ETHERINGTON DN. *Interim report on the economic survey of smallholder tea in Kenya*. Staff paper no 1, 1976, 15 p.
- ETHERINGTON DN*. *An economic analysis of smallholder tea production in Kenya*. Stanford University : Food Research Institute, Dec 1970 (unpublished PhD Thesis).
- FOEKEN D., TELLEGEN N*. *Tied to the land : household resources and living conditions of labourers on large farms in Trans-Nzoia district, Kenya*. 1994, 157 p.
- FOUCHER M. *Les villes secondaires en Afrique : leur rôle et leurs fonctions dans le développement national et régional, le Kenya*. Paris : ACA, Mars 1984.
- GASTELLU JM. La plantation est-elle une unité foncière pertinente ? In LE BRIS E., LE ROY E., MATIEU P. *L'appropriation de la terre en Afrique noire, manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. Paris : Karthala, 1991, pp 88-91.
- GIRAUT F. Contemporary dynamics of small towns in west Africa. In BAKER J. *Rural-urban dynamics in francophone Africa*. Uppsala, Nordiska afrikainsitutet, 1997.

- GOLAZ V. Les enjeux ethniques des recensements : le recensement de 1989 au Kenya. *Politique Africaine*, Octobre 1997, no 67, pp 113-121.

- GOLAZ V. Les migrations internes au Kenya : 1979-1989. *Documents et manuels du CEPED*, Avril 1997, no 6, 126 p.

- GOULD WTS, OUCHO JO. Migration interne, urbanisation et répartition de la population. In FOOTE KA, HILL KH, MARTIN LG (éds). *Changements démographiques en Afrique sub-saharienne*. Paris : Les Cahiers de l'INED- Travaux et Documents, 1996, no 135, pp 255-296.

- GREER J., THORBECKE E. *Food poverty and consumption patterns in Kenya*. Genève : International Labour Service, 1986, 170 p.

- HOUSE WJ, REMPEL H. The determinants of interregional migration in Kenya. *World Development*, Pergamon Press Ltd, 1980, vol 8, pp 25-35.

- IKIARA GK. L'économie kényane face à l'ajustement structurel (1978-1995). In GRIGNON F, PRUNIER G (dir.). *Le Kenya Contemporain*. Paris : Karthala-IFRA, 1998, pp 255-272.

- JAMAL V., WEEKS J. Resserrement de l'écart entre ville et campagne en Afrique au sud du Sahara. Genève : BIT, *Revue Internationale du Travail*, 1988, vol 127, no 3.

- JAYNE TS., MUKUMBU M. *Urban maize meal consumption patterns : strategies for improving food access for vulnerable urban households in Kenya*. Symposium on Agricultural Policies and Food Security in Eastern Africa, 19-20 May 1994, 20 p.

- JUILLARD E. Urbanisation des campagnes. *Etudes rurales*, janvier-juin 1973, no 49-50, pp 5-9.

- KABWEGYERE TB*. *Small urban centers and growth of underdevelopment in rural Kenya*. Nairobi : Kenya Litterature Bureau, 1978.

- KENYA, LE DEFI DE LA LIBERALISATION. *Le Courier*, Mai-Juin 1996, no 157, pp 31-32.

- KENYA FROM SPACE : *An aerial Atlas*. Nairobi : Department of Resource Surveys and Remote Sensing et CREDEU (Centre de Recherche, d'échanges et de Documentation Universitaire), 1992, 162 p.
- KENYA, REPUBLIC OF. *Integrated rural survey 1974-75, basic report*. Nairobi : Central Bureau of Statistics, Ministry of Finance and planning, March 1977.
- KENYA, REPUBLIC OF. *Population Census, 1969, 1979, 1989*. Central Bureau of Statistics (planning and national development). Nairobi, april 1996.
- KENYA, REPUBLIC OF. *Kericho District Development Plan 1994-1996*. Rural Planning Department of the Office of the Vice-President and Ministry of Planning and National Development. Nairobi : Government Press, 1997, 154 p.
- KOESOEBJONO-MIRA H. Les migrations internes au Kenya à partir du recensement de 1969. (Chronique de l'AED)*Population*, 1973, tome 3, pp 651-660.
- KONGSTAD P, MONSTED M. *Family, labour and trade*. Centre for Development Research (3) : Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1980, 186 p.
- LADO C. Rural periodic markets : a case study from North Malakisi location, Bungoma district, Kenya. Nairobi : *Eastern and Southern Africa Geographical*, April 1991, vol 2, no 1, pp 37-55.
- LAMB G. *Control, accountability and incentives in a successfull development institution : the Kenya tea development authority*. World Bank, 1982, 71 p.
- LEHMAN HP. Empowering the african State : Economic adjustment strategies in Kenya and Zimbabwe. In LOGAN BI., MENGISTEAB K. *Beyond economic liberalization in Africa : Structural adjustment and the alternatives*. 1995, pp 199-225.
- LIPTON M. Migrations from rural areas of poor countries : the impact of rural productivity and income distribution. *World Development*, Pergamon Press Ltd, 1980, vol 8, pp 1-24.
- LIVINGSTONE I. *Rural development, employment and incomes in Kenya*. 1986, 389 p.

- LUGOGO. *Smallholder farm development in Kericho district, Kenya : a linear programming analysis*. Thesis, 1980.

- LURA R. Population change in Kericho district : an exemple of fertility increase in Africa. *African studies review*, 1985, vol 28, no 1, pp 45-56.

- MACHARIA K. Le "Jua Kali" : une voie possible de développement ? In GRIGNON F, PRUNIER G (dir.). *Le Kenya Contemporain*. Paris : Karthala-IFRA, 1998, pp 285-298.

- MAHIEU FR. L'opposition villes-campagnes est-elle fatale ? *Afrique contemporaine*, Paris : La Documentation Française, 1993, no 168, pp. 108-121.

- MC WILLIAM MD. *The east african tea industry, 1920-1956*. Oxford : Nuffield College, May 1967.

- MEDARD C. Les conflits "ethniques" au Kenya : une question de votes ou de terres ? *Afrique Contemporaine*, Paris : La Documentation Française, Oct-Déc 1996, no 180, pp. 62-74.

- MENGISTEAB K. A partnership of the State and the market in african development : what is an appropriate strategy mix ? In LOGAN BI., MENGISTEAB K. *Beyond economic liberalization in Africa : Structural adjustment and the alternatives*. 1995, pp 163-181.

- MSANGI JP. *The structure and performance of Kenya's tea industry, with emphasis on smallholder production in Kericho district (a research proposal)*. Kenya : Egerton University, 1997, 6 p.

- MSHILA DL. Small towns and rural development : strategies in Kenya. In KAMMEIER HD., SWAN PJ. (éds). *Equity with growth ? planning perspectives for small towns in developping countries*. Thailand : Asian Institute of Technology, 1984. (Small towns symposium, Bangkok, 1982), pp 260 274.

- NGUNYI MG. Crise alimentaire, productions céréalières et usages politiques de l'aide internationale. In GRIGNON F, PRUNIER G (dir.). *Le Kenya Contemporain*. Paris : Karthala-IFRA, 1998, pp 299-314.
- NYASSOGBO GK. Urban-rural interactions in subsaharan Africa : the case of Palimé and its hinterland in south-west Togo. In BAKER J. *Rural-urban dynamics in francophone Africa*. Uppsala, Nordiska afrikainsitutet, 1997.
- OBUDHO RA. The changing nature of Kenya's urban demography. In *Spontaneous papers* (Conference on the role of migrations in african development, 24-28 Février 1990). UAPS-Union for African Population Study, 1990, pp 214-233.
- OBUDHO RA. Planning from below : the role of small urban centers in spatial development in East africa. In KAMMEIER HD., SWAN PJ. (éds). *Equity with growth ? planning perspectives for small towns in developing countries*. Thailand : Asian Institute of Technology, 1984. (Small towns symposium, Bangkok, 1982), pp 134-154.
- OBUDHO RA., WALLER P. *Periodic markets, urbanization and regional planning : a case study from western Kenya*. Wesport, Conn. : Greenwood press, 1976, 289 p.
- OBUDHO RA. Urbanization and development planning in Kenya : an historical appreciation. *African urban notes*, 1975, vol 1, no 3, pp 1-40.
- OBUDHO RA. Towards a theory of social indicators for urbanization in Africa, with particular reference to Kenya. 1971, 9p.
- OBUDHO RA. Temporal periodicity and locational spacing of periodic and daily markets in Kenya. *Cahiers d'Etudes Africaines*, 1963-64, vol 16, no 3-4, pp 553-566.
- OKOTH-OWIRO A. Urban planning and the law in Kenya. Nairobi : *African urban quaterly*, January-May 1988, vol 3, no 1-2.
- OMINDE SH. *Population and development in Kenya*. Portsmouth, NH : Heinemann educational books, 1985, 144 p.
- OMINDE SH. *The population of Kenya, Uganda, Tanzania*. CICRED-Comité international de coopération dans les recherches nationales en démographie, 1975.

- OMINDE SH. *Land and population movements in Kenya*. Population Studies and Research Institute, University of Nairobi. Heinemann, 1968.
- OMINDE SH. *Le facteur démographique dans le développement économique du Kenya*. Bulletin, Institut International d'Etudes Sociales, Novembre 1967, no 3.
- OUCHO JO. Increased return migration in Kenya : prospects and implications for rural development. In *Dynamiques démographiques et mobilité des populations en Afrique de l'est*. (Table ronde IFRA-CEPED), IFRA-*Les Cahiers*, Septembre-Octobre 1996, no 1, pp 62-67.
- OUCHO JO. Migrant linkages in Africa, retrospect and prospect. In *Conference on the role of migrations in african development : issues and policies for the 90's*. (Commissioned Papers), UAPS-Union for African Population Study, feb 1990, pp 109-141.
- OUCHO JO. Rural orientation, return migration and future movements of urban migrants : a study of Kisumu town (Kenya). *African Urban Quaterly*, Sept-Nov 1986, vol 1, no 3-4, pp 207-219.
- OUCHO JO. Some demographic measures of rural migrants in Kenya. *Genus*, 1985, no 1-2.
- OUCHO JO*. *Rural-rural migrations and population changes : a study of th Kericho tea estates complex in Kenya*. University of Nairobi (unpublished thesis).
- PEEMANS JP. Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans le processus de développement. Paris : *Revue Tiers-Monde*, 1995, tome 36, Janvier-Mars, pp 17-39.
- RAISON JP. Le Kenya fragile vitrine. In DUBRESSON A, MARCHAL JY, RAISON JP (Dir). *Géographie Universelle, Les Afriques au Sud du Sahara*. Paris : Belin-Reclus, 1994. pp 330-342.
- RAISON JP. *L'Afrique des Hautes Terres*. Paris : A.Colin, 1974, 231 p.

- REMPEL H. The rural to urban migrant in Kenya. *African Urban Notes*, 1971, vol 6, no 1, pp 53-71.

- RONDINELLI DA. Market towns and agriculture in Africa : the role of small urban centers in economic development. *African Urban Quaterly*, 1988, vol 3, no 1-2.

- TAYLOR DRF. The role of smaller urban place in development : a case study from Kenya. *African urban notes*, 1972, vol 6, no 3.

- THIMM HU. Back to the land : aspect of land use policy in Kenya. *Eastern africa journal of rural development*, 1973, vol 6, no 1-2.

- TINGBE-AZALOU A. Cultural dimension of urban-rural relations in Benin : the case of Abomey and its hinterland. In BAKER J. *Rural-urban dynamics in francophone Africa*. Uppsala, Nordiska afrikainsitutet, 1997.

- VENNETIER P. Urbanisation, production agricole et auto-suffisance alimentaire : réflexions sur le cas africain. *Cahiers D'Outre-mer*, Juillet-Septembre 1988, vol 41, no 163, pp 209-226.

- VENNETIER P. Réseaux de transport, flux de biens et urbanisation : étude de cas en Afrique et en Amérique tropicales. Talence : CEGET-CNRS, *Travaux et documents de Géographietropicale* , Nov 1985, no 53, pp 214-230.

- VENNETIER P. A propos des relations ville-campagne en Afrique tropicale. Montpellier : *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, 1982, vol 16, no 1-2, pp 45-57.

- VENNETIER P. Réflexions sur l'approvisionnement des villes en Afrique noire et à Madagascar. Talence : CEGET-CNRS, *Travaux et documents de Géographie tropicale* , Déc 1972, no 7, pp 1-13.

- VENNETIER P. A propos du thème : relations ville-campagne. ORSTOM, Les programmes de recherche à long terme en Géographie : Travaux récents et réflexions sur l'orientation des recherches, diffusion intérieure. *Bulletion de Liaison Sciences Humaines*, avril 1967, no 8, pp 173-187.

- WALLER PP. The delineation of a planning region, a case study from western Kenya. *East african geographical review*, avril 1970, no 8, pp 55-60.

- WEKWETE KH. Rural urbanization in Zimbabwe : prospects for the future. In BAKER J. (éd.) *Small Town Africa : studies in rural-urban interaction*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies (Seminar proceedings no 23), 1990, pp 130-142.

NB : Les ouvrages, thèses ou articles marqués de ce signe * paraissent particulièrement importants et intéressants... mais sont demeurés introuvables ! Je les mentionne tout de même (car ils sont directement en rapport avec le sujet donc utiles dans l'élaboration de sa bibliographie) en espérant pouvoir me les procurer ultérieurement.

Table des illustrations

Les Cartes

Carte n°1	Découpage administratif du Kenya.....	p. 7
Carte n°2	Epoques de fondation de quelques villes.....	p. 15
Carte n°3	Répartition des principaux centres urbains.....	p. 15
Carte n°4	Les soldes migratoires par district en 1989.....	p. 30
Carte n°5	Limites administratives du district de Kericho.....	p. 39
Carte n°6	Les "zones agro-écologiques" de Kericho.....	p. 42
Carte n°7	Les densités de population par division.....	p. 42
Carte n°8	Réseau de communications, villes et marchés à Kericho...	p. 83

Les Tableaux

Tableau n°1	Nombre de villes au Kenya	p. 17
Tableau n°2	Population urbaine au Kenya	p. 17
Tableau n°3	Répartition provinciale : villes et population urbaine	p. 19
Tableau n°4	Précipitations et températures à Kericho	p. 41
Tableau n°5	Taux de croissances urbaines comparées	p. 65
Tableau n°6	Structure par sexe : population urbaine de Kericho Town	p. 66
Tableau n°7	Structure par âge de la population de Kericho Town	p. 66
Tableau n°8	Niveau scolaire à Kericho Town	p. 67
Tableau n°9	Evolution de la population urbaine et des villes	p. 96
Tableau n°10	Les "agglomérations" à Kericho	p. 97

Les Photos

Photo n°1	Etalages de <i>Shop</i>	p. 74
Photo n°2	Stands à Kericho Town	p. 74
Photo n°3	Une rue du chef-lieu	p. 76
Photo n°4	Grand jour de marché en ville	p. 76
Photo n°5	Marché rural en zone théière	p. 79
Photo n°6	Exploitantes théières sur un marché	p. 79
Photo n°7	Gare routière de Kericho Town	p. 85
Photo n°8	Petit bus et taxi	p. 85
Photo n°9	Un <i>Matatu</i> surchargé	p. 91
Photo n°10	Essor d'un bourg rural : Litein	p. 91
	+ Image satellite centrée sur la ville de Kericho	p. 52